



## AVERTISSEMENT

Le présent document, préparé par Comptables professionnels agréés du Canada (CPA Canada), fournit des indications ne faisant pas autorité. CPA Canada et les auteurs déclinent toute responsabilité ou obligation pouvant découler, directement ou indirectement, de l'utilisation de cette publication.

© 2022 Comptables professionnels agréés du Canada

Tous droits réservés. Cette publication est protégée par des droits d'auteur et ne peut être reproduite, stockée dans un système de recherche documentaire ou transmise de quelque manière que ce soit (électroniquement, mécaniquement, par photocopie, enregistrement ou toute autre méthode) sans autorisation écrite préalable.

Pour toute question relative à cette autorisation, veuillez écrire à [permissions@cpacanada.ca](mailto:permissions@cpacanada.ca).

# À qui s'adressent ces ressources?

Cette série en six parties s'adresse aux CPA actuels et futurs qui aspirent à mieux comprendre le domaine de la durabilité. On y aborde aussi les rôles qu'ils pourraient être amenés à jouer, comme particuliers et comme professionnels, en prenant des mesures, en se montrant courageux, ainsi qu'en exerçant une surveillance de l'information financière et non financière et en donnant des directives claires à cet égard, dans le contexte de la transition du Canada vers une économie sobre en carbone. Cette série est un résumé du [colloque MMPA de 2021](#). Les six parties ainsi que les ressources de la série pourraient s'avérer utiles à tous les CPA souhaitant se renseigner sur les défis et occasions liés à la durabilité, afin de mieux servir les organisations et leur clientèle.

Téléchargez sans frais et lisez les publications suivantes pour contribuer, à titre de CPA, à orienter les efforts en matière de durabilité.

## **Partie - 1 Durabilité : les impératifs**

Explorez les facteurs de durabilité et découvrez pourquoi l'inaction n'est plus une option.

## **Partie - 2 Durabilité : définitions et perspectives**

Examinez la disparité des définitions qui existe selon que l'on considère la durabilité du point de vue d'une entreprise, de l'environnement, d'un exploitant ou d'un gardien. Le marché est-il la solution aux défis inhérents à la durabilité?

## **Partie 3 - Indicateurs de durabilité : les comptables peuvent-ils sauver le monde?**

Découvrez les indicateurs qui nuisent à la durabilité et ceux qu'il convient de prendre en considération. Cette partie traite de l'évaluation au-delà de la monétisation et nous met en garde contre la simplification à outrance.

## **Partie 4 - Information et certification en durabilité : les comptables prennent les devants**

Étudiez la forte tendance, portée par les marchés financiers et le commerce international, à consolider et à normaliser l'information et les indicateurs liés à la durabilité. Les comptables parviendront-ils, par l'intermédiaire du nouveau Conseil des normes internationales d'information sur la durabilité (International Sustainability Standards Board - ISSB), à convaincre les autorités de réglementation de changer les règles du jeu?

### **Partie 5 - L'engagement mondial du Canada : atteindre la carboneutralité**

Explorez les engagements mondiaux du Canada en matière de durabilité, le rôle que jouera Comptables professionnels agréés du Canada (CPA Canada) dans leur réalisation, et les conflits et contradictions auxquels sont confrontées les économies dans leur transition vers la carboneutralité.

### **Partie 6 - Appel à l'action : préparer des CPA tournés vers l'avenir**

Apprenez ce que nous pouvons faire, comme professionnels et comme particuliers, pour progresser vers un mode de vie plus durable. Les nouvelles compétences exigées pour l'obtention du titre canadien de CPA ouvrent la voie vers des économies de plus en plus durables.

# Introduction

La série de six lectures de 10 minutes intitulée **Durabilité : Un appel à l'action** présente les points saillants du [colloque MMPA de 2021](#)<sup>1</sup> (en anglais), organisé par le [programme de maîtrise en gestion et comptabilité professionnelle](#) (MMPA) et le [BIGDataAIHUB](#) de l'[Institute for Management & Innovation](#) de l'[Université de Toronto de Mississauga](#). On y résume les exposés de neuf universitaires, professionnels en exercice et leaders d'opinion qui se penchent sur les occasions, les défis et les forces contradictoires avec lesquels doivent composer les comptables, les entreprises, les collectivités et les États dans leurs pratiques de durabilité, leur transition vers la durabilité et leur adhésion aux principes de durabilité.

Cette publication vise à aider les comptables professionnels agréés (CPA) actuels et futurs à comprendre ce que signifie la durabilité, les défis et occasions de la transition du Canada vers une économie sobre en carbone, et le rôle que les CPA peuvent jouer dans cette transition.

Nous l'avons présentée au colloque MMPA de 2021, qui avait pour thème « Durabilité : Un appel à l'action », en collaboration avec un important intervenant universitaire : le programme MMPA de l'Université de Toronto.

**« L'Université de Toronto est ravie de s'associer à CPA Canada pour approfondir la désormais incontournable question de la durabilité, qui transforme nos façons de vivre et de travailler », a déclaré la conférencière Irene Wiecek, directrice du programme MMPA et du BIGDataAIHUB. « Le domaine de la durabilité influence l'évolution de la profession de CPA. Nous devons donc continuer de travailler ensemble à la création d'un nouvel environnement d'apprentissage agile pour les CPA actuels et futurs. La durabilité nous concerne tous. »**



Dans cette optique, CPA Canada a publié, en mars 2022, après deux ans de recherches et de consultations, les nouvelles compétences exigées pour l'obtention du titre canadien de CPA : la *Grille de compétences 2.0 (Grille 2.0)*. Dans cette série, nous faisons référence à des **extraits liés à la durabilité** tirés de cette nouvelle grille.

1 Le programme MMPA tient un [colloque annuel](#) d'un jour sur les thèmes d'actualité qui revêtent une importance particulière pour le milieu des affaires et la profession comptable.

La Grille 2.0 est un agent de changement pour la profession comptable au Canada. Elle établit l'ensemble des aptitudes et des compétences que devra posséder tout nouveau titulaire du titre canadien de CPA. En outre, elle permet aux CPA actuels de comprendre l'évolution de la profession afin de rester à l'avant-garde. Les CPA doivent faire preuve d'agilité pour que leurs services demeurent pertinents; ils doivent être tournés vers l'avenir.

Les publications collaboratives de CPA Canada explorent les répercussions de diverses questions sur la profession. Cette série en six parties vient enrichir la panoplie de [ressources de formation et d'information sur la durabilité](#) de CPA Canada.

**« La durabilité, c'est le présent et l'avenir. Dans les organisations, la création de valeur résiliente repose avant tout sur les CPA, qui ont un rôle déterminant à jouer afin d'assurer le maintien à long terme des concepts de développement durable, notamment la comptabilisation de tous les types de capitaux », souligne la conférencière Davinder Valeri, directrice, Stratégie, risques et gestion de la performance, à CPA Canada.**

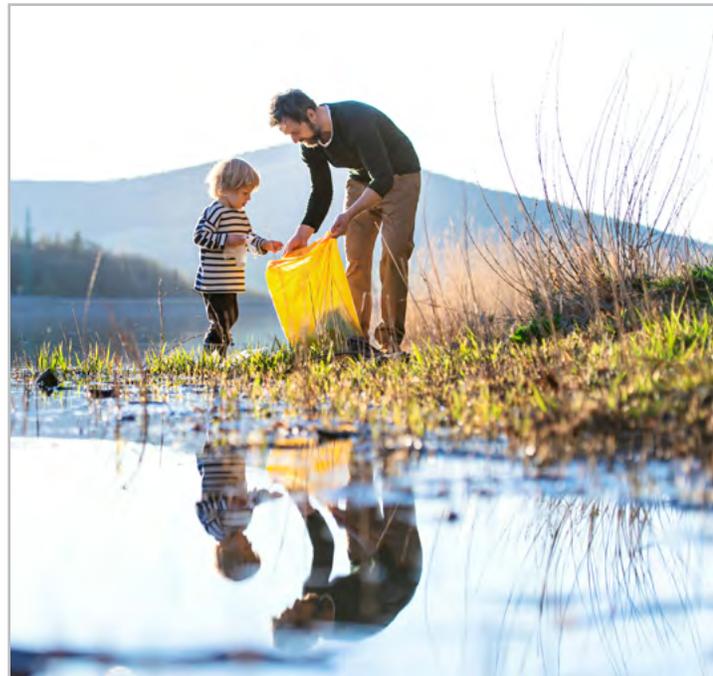
Nous vous invitons à consulter le [site Web du colloque](#), où vous aurez accès aux biographies des conférenciers, aux vidéos sur demande de tous les exposés, aux documents de présentation et aux séances de questions.

CPA Canada se joint au [programme MMPA](#) pour remercier du fond du cœur les conférencières et conférenciers, les organisatrices et organisateurs et les autres collaboratrices et collaborateurs.

Cette série n'est pas un appel à l'**espoir**, mais un appel à l'**action**. Nous encourageons tous les CPA, actuels et futurs, à se renseigner sur les complexités de la durabilité dans le cadre de leur apprentissage continu. Soyez prêt pour l'avenir.

**« [...] les erreurs des générations passées nous ont amenés là. Malheureusement, votre génération et les générations futures devront composer avec ces erreurs. »**

TERRY GOODTRACK, CONFÉRENCIER



## PARTIE 1

# Durabilité : les impératifs

La première partie de cette série de six lectures de 10 minutes présente les points saillants du [colloque MMPA de 2021](#)<sup>1</sup> (en anglais) sur le thème **Durabilité : Un appel à l'action**. Elle porte sur les occasions, les défis et les forces souvent contradictoires avec lesquels doivent composer les comptables, les entreprises, les collectivités et les États dans leurs pratiques en matière de durabilité, leur transition vers cette dernière et leur adhésion aux principes qui y sont liés.

## Table des matières

<b>L'Anthropocène : l'ère de l'humain</b>	<b>7</b>
<b>Les inégalités sociales se creusent</b>	<b>8</b>
<b>Limites environnementales franchies</b>	<b>9</b>
<b>L'attrait des placements ESG</b>	<b>10</b>
<b>Appel à l'action : ce que doivent savoir les CPA tournés vers l'avenir</b>	<b>11</b>
<b>Références de la partie 1</b>	<b>13</b>

1 Le colloque MMPA de 2021 est organisé par le [programme de maîtrise en gestion et comptabilité professionnelle](#) (MMPA) et le [BIGDataAIHUB](#) de l'[Institute for Management & Innovation](#) de l'[Université de Toronto à Mississauga](#). Le programme MMPA combine un programme de maîtrise en administration des affaires à l'acquisition de compétences techniques et en leadership qui sont essentielles dans la profession comptable. Rappel : cette série ne présente que certains points saillants tirés des exposés riches en informations offerts dans les conférences et les périodes de questions subséquentes. Pour en savoir plus, [consultez le site Web du colloque](#).

Cette première partie, **Durabilité : les impératifs**, explore les facteurs de durabilité et explique pourquoi l'inaction n'est plus une option.

La deuxième partie, **Durabilité : définitions et perspectives**, traite de la disparité des définitions qui existe selon que l'on considère la durabilité du point de vue d'une entreprise, de l'environnement, d'un exploitant ou d'un gardien. Le marché est-il la solution aux défis inhérents à la durabilité?

La troisième partie, **Indicateurs de durabilité : les comptables peuvent-ils sauver le monde?**, s'intéresse aux indicateurs qui nuisent à la durabilité et à ceux qu'il convient de prendre en considération. Vous y examinerez l'évaluation au-delà de la monétisation, et serez mis en garde contre la simplification à outrance.

La quatrième partie, **Information et certification en durabilité : les comptables prennent les devants**, étudie la forte tendance, portée par les marchés financiers et le commerce international, à consolider et à normaliser l'information et les indicateurs liés à la durabilité. Grâce au nouveau Conseil des normes internationales d'information sur la durabilité (International Sustainability Standards Board – ISSB), les comptables parviendront peut-être à convaincre les autorités de réglementation de changer les règles du jeu.

La cinquième partie, **L'engagement mondial du Canada : atteindre la carboneutralité**, explore les engagements mondiaux du Canada en matière de durabilité, le rôle que jouera Comptables professionnels agréés du Canada (CPA Canada) dans leur réalisation, et les conflits et contradictions auxquels sont confrontées les économies dans leur transition vers la carboneutralité.

La sixième et dernière partie, **Appel à l'action : préparer des CPA tournés vers l'avenir**, se penche sur ce que nous pouvons faire, comme professionnels et comme particuliers, pour favoriser un mode de vie plus durable. Elle examine en détail les nouvelles compétences exigées pour l'obtention du titre canadien de CPA et les étapes à franchir pour progresser vers des économies plus durables.

Cette première partie explore les facteurs de durabilité et explique pourquoi l'inaction n'est plus une option. Le conférencier principal, **Andy Hoffman**, expose les raisons pour lesquelles on ne peut plus se contenter de seulement réfléchir à la durabilité.

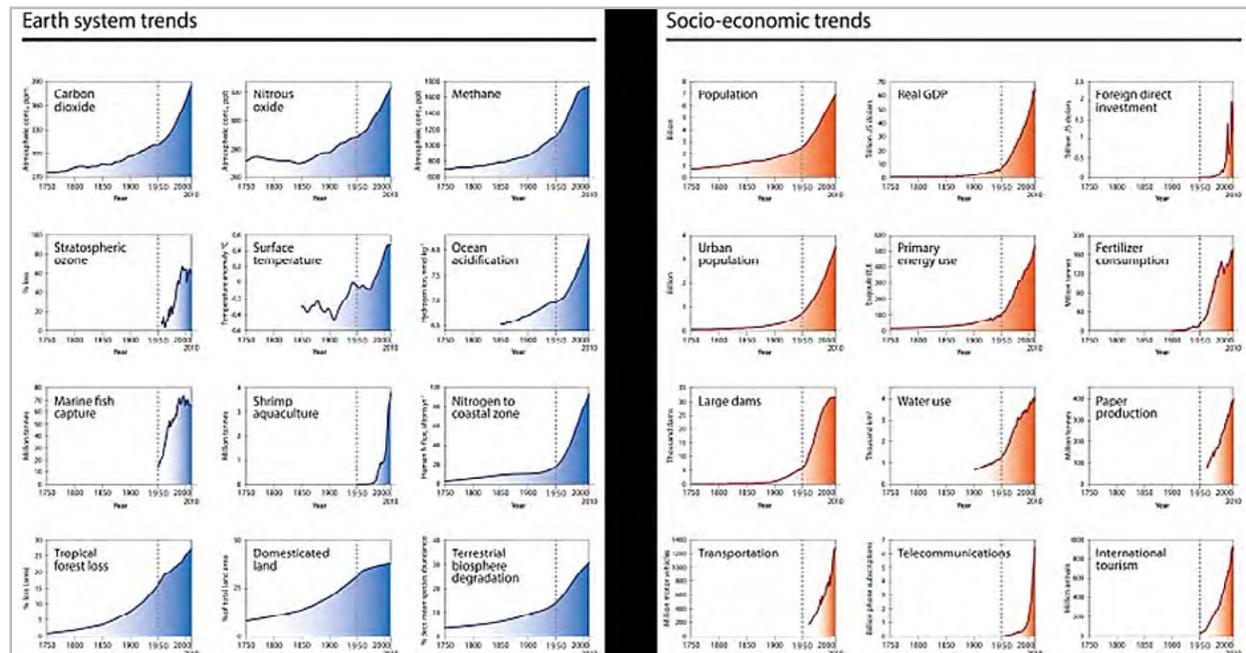
## L'Anthropocène : l'ère de l'humain

« À ma naissance, en 1961, il y avait 3 milliards de personnes sur Terre; aujourd'hui, il y en a 7,5 milliards. D'ici 2050, la population mondiale atteindra les 10 milliards. Ainsi, il aura fallu à l'Homo sapiens quelque 15 000 années pour passer de 0 à 3 milliards d'individus. Or, ce nombre a plus que doublé depuis ma naissance et, si je vis jusqu'à 2050, il aura encore augmenté de 3 milliards. »

ANDY HOFFMANN

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le niveau de vie et l'espérance de vie ont augmenté partout dans le monde. Ces progrès ont entraîné des hausses abruptes (figure 1) de la population mondiale et, en parallèle, de l'utilisation de l'eau, de la consommation d'engrais, de la production de méthane et de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), entre autres facteurs qui nous ont conduits aux crises d'aujourd'hui, explique Andy Hoffmann. Dans la figure 1, la ligne pointillée indique l'année **1950**, qui marquerait, selon les scientifiques, la fin de l'Holocène, qui avait cours depuis la dernière glaciation, et le début de l'**Anthropocène**, ou ère de l'humain, une nouvelle époque géologique **caractérisée par l'influence prédominante de l'humain sur son environnement** (sous-commission de stratigraphie du quaternaire, 2019). (Les caractères gras sont de nous.)

FIGURE 1 : TENDANCES DU SYSTÈME TERRESTRE ET TENDANCES SOCIO-ÉCONOMIQUES



Source : Andy Hoffman, d'après Steffen, W. et autres, 2015.

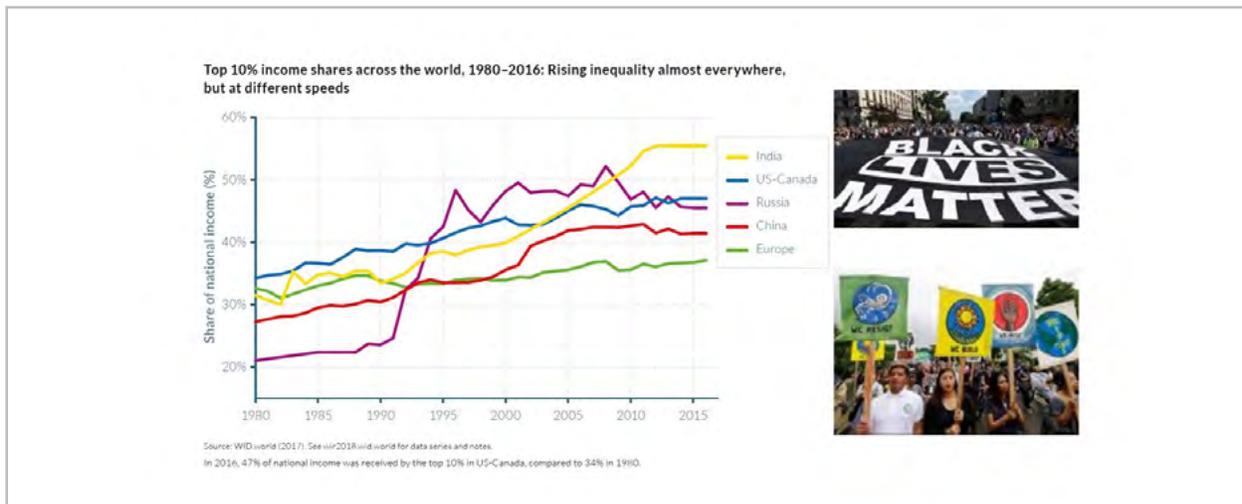
## Les inégalités sociales se creusent

Selon les chercheurs qui ont présenté les tableaux de la [figure 1](#), traiter l'humanité comme un tout tel qu'on le fait lorsqu'on parle de l'Anthropocène, c'est escamoter d'importants problèmes d'équité (Steffen, W. et autres, 2015). Par exemple, alors que l'économie mondiale (les PIB) demeure fortement dominée par les pays membres de l'[OCDE](#), la croissance démographique a lieu principalement hors de ces pays (Steffen, W. et autres, 2015).

Partout dans le monde, les inégalités de revenu augmentent avec le temps (figure 2). À titre d'exemple, aux États-Unis et au Canada, la tranche de 10 % des personnes dont le revenu est le plus élevé représentait environ 47 % du revenu national en 2016, contre 34 % en 1980 (Alvaredo, F. et autres, 2019, p. 12). La pandémie de COVID-19 a mis en lumière des injustices sociales de longue date sur les plans de la diversité, de l'inclusion et de la juste répartition des avantages et des fardeaux (figure 2).

Ces disparités ne peuvent plus durer.

**FIGURE 2 : INÉGALITÉS DE REVENUS, SOCIALES ET LIÉES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES**



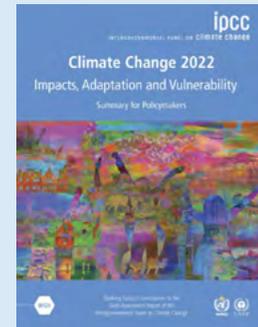
Source : Andy Hoffman (à droite) et Andy Hoffman (graphique), d'après Alvaredo, F. et autres, 2019.

## Rapport de 2022 | Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)<sup>2</sup>

Février 2022. Les manchettes sur l'invasion russe en Ukraine ont éclipsé la nouvelle de la publication du sixième rapport du GIEC, qui porte sur les éléments scientifiques relatifs aux changements climatiques. Comparativement aux précédents, ce rapport traite davantage des **interactions entre systèmes couplés** : climat, écosystèmes (et biodiversité), et société humaine (GIEC, 2022). (Les caractères gras sont de nous.)

Selon ce rapport, intitulé *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability*, les changements climatiques causés par l'humain, y compris **l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes extrêmes**, ont eu des répercussions généralisées. Les pertes et préjudices qui en découlent ont, pour l'environnement et les populations, des effets supérieurs à ceux de la seule variabilité naturelle du climat. Certains efforts de développement et d'adaptation ont réduit la vulnérabilité. Dans tous les secteurs et toutes les régions, **les personnes et les systèmes les plus vulnérables sont touchés de manière disproportionnée**. La multiplication des phénomènes climatiques et météorologiques extrêmes a engendré des **répercussions irréversibles, car les systèmes naturels et humains ne sont plus en mesure de s'adapter** (GIEC, 2022). (Les caractères gras sont de nous.)

Plus qu'un diagnostic, ce rapport est, comme l'a dit le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, un « atlas des souffrances humaines » (*The Economist*, 2022).



## Limites environnementales franchies

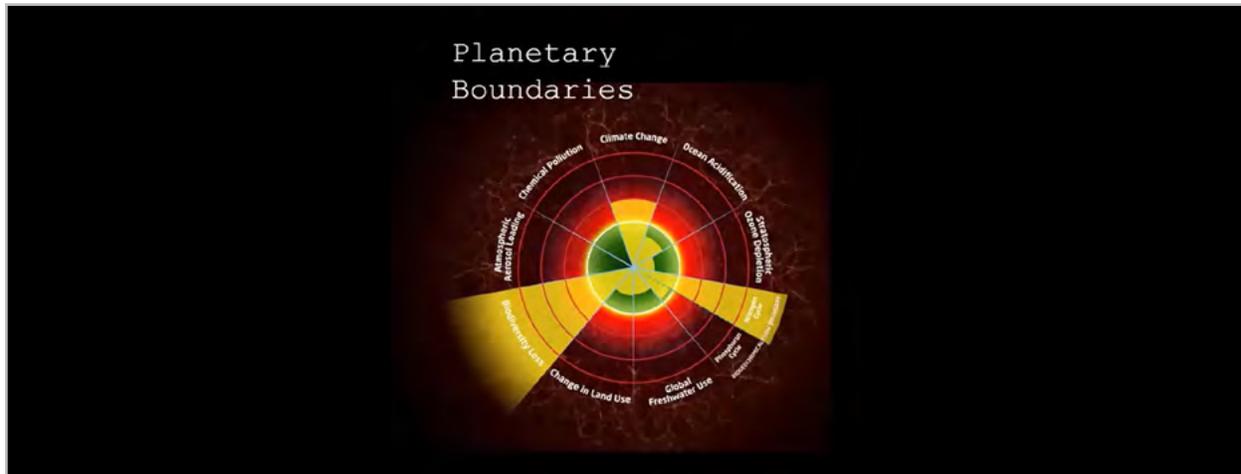
En 2009, neuf **limites planétaires** ont été fixées, introduisant une nouvelle approche pour inciter les gens à réfléchir à la durabilité mondiale. Transgresser une ou plusieurs limites planétaires pourrait s'avérer **délétère, voire catastrophique**, en raison du risque de franchir des seuils qui déclencheront des changements environnementaux **brusques et non linéaires** dans des systèmes continentaux ou planétaires (Rockström, J. et autres, 2009)<sup>3</sup>. (Les caractères gras sont de nous.)

Nous avons déjà dépassé **trois** de ces limites, prévient Andy Hoffman : celles de la perte de biodiversité, des concentrations d'azote et des changements climatiques (figure 3).

2 Le [Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat](#) (GIEC), qui réunit 195 pays membres, a été créé en 1988, sous l'égide du Programme des Nations Unies pour l'environnement et de l'Organisation météorologique mondiale. Il s'agit de l'organe des Nations Unies responsable d'évaluer les fondements scientifiques relatifs aux changements climatiques.

3 Les limites ont été fixées en définissant ce qui constitue un changement environnemental planétaire inacceptable d'origine humaine. Elles sont fonction de la résilience sociale et écologique des sociétés touchées et du degré de risque que l'humanité accepte de courir en les transgressant (Rockström et autres, 2009, [figure 3](#)).

FIGURE 3 : LIMITES PLANÉTAIRES



Source : Andy Hoffman d'après Rockström, J. et autres, 2009.

## L'attrait des placements ESG

« Chaque année, partout dans le monde, des épargnants placent des dizaines de milliards de dollars dans des fonds et des sociétés qui font étalage de leurs attributs supérieurs sur les plans environnemental, social et de la gouvernance (ESG). Nombre d'entre eux croient, ce faisant, contribuer à la protection de l'environnement ou à l'égalité des genres tout en épargnant en vue de la retraite. »

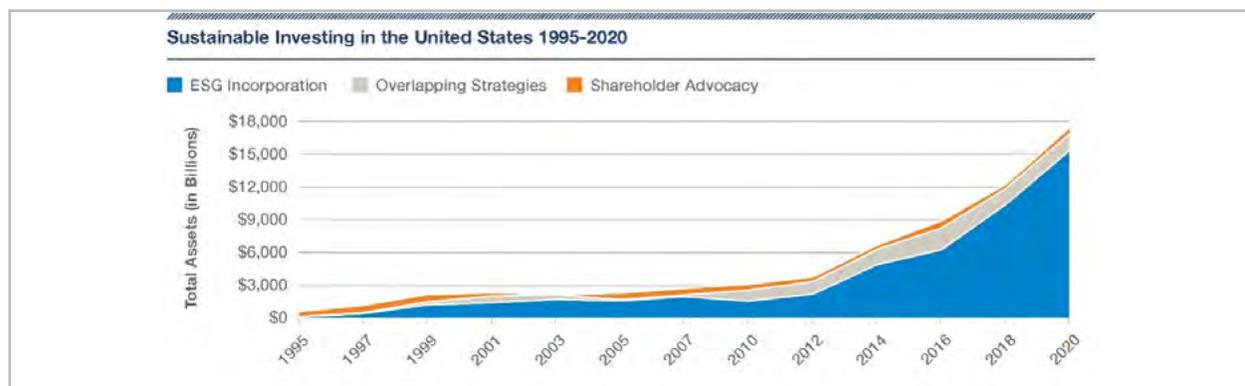
JONES ET MILSTEAD, 2022

Stimulé par une rapide croissance ([figure 4](#)), le marché des placements durables se chiffrait en 2020 à 17 100 G\$ US (US SIF, 2021). Au Canada, les actifs de fonds communs de placements et de fonds négociés en bourse axés sur des critères ESG ont doublé en 2021, atteignant 34 G\$ (Jones et Milstead, 2022).

Pour sa part, Tariq Fancy, ancien responsable des investissements durables de BlackRock, considère l'investissement ESG comme un « immense placebo » conçu davantage pour aider les investisseurs professionnels à améliorer les rendements corrigés du risque que pour promouvoir la prise de mesures mondiales visant à répondre à des menaces complexes à long terme comme les changements climatiques et les inégalités (Jones et Milstead, 2022).

La demande de placements durables a certes forcé les entreprises à accorder plus d'attention aux questions de durabilité, mais le conférencier Andrew King soutient qu'il n'existe aucun lien fiable entre la durabilité des entreprises et le rendement futur des actions. Son document de recherche à venir (Berchicci et King, 2022) reproduit et réfute l'une des plus importantes publications sur l'investissement durable (Khan, Serafeim et Yoon 2016), en démontrant que l'estimation initiale des rendements (de 300 à 600 points de base supplémentaires par année) découle d'un effet statistique attribuable à une mauvaise évaluation de la durabilité des entreprises.

**FIGURE 4 : CROISSANCE RAPIDE DU MARCHÉ DES PLACEMENTS DURABLES**



Source : US SIF, 2021.

## Appel à l'action : ce que doivent savoir les CPA tournés vers l'avenir

« Les CPA peuvent poser un regard différent sur les transformations profondes qui secouent la société et le monde en général. Notre façon d'aborder des questions telles que l'automatisation, l'intelligence artificielle, les pressions sociales et géopolitiques, les technologies de la chaîne de blocs et les initiatives ESG nous donne l'occasion de consolider notre statut de leaders de demain. »

CPA CANADA, 2022

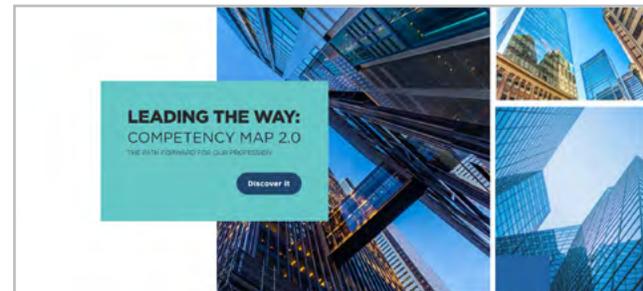
« Le document [Tracer la voie pour l'avenir de la profession : La grille de compétences CPA 2.0](#) recense les habiletés et les compétences à posséder dans le contexte de l'évolution rapide des entreprises, de la société et des technologies. Il constitue le fondement des changements apportés aux programmes de formation, à l'apprentissage expérientiel et aux évaluations des CPA tournés vers l'avenir (d'aujourd'hui et de demain) », explique la conférencière [Irene Wiecek](#) au sujet des nouvelles compétences exigées pour obtenir le titre

canadien de CPA. « Il traite des thèmes qui ont guidé sa création, notamment des nouvelles occasions qui s'offrent à la profession comptable dans les domaines de la durabilité, des questions ESG, de la gouvernance des données, de la création de valeur, du leadership, de la pensée systémique et de l'apprentissage continu. » La *Grille 2.0* sera examinée plus en détail à la [partie 6](#) de la présente série.

### [Tracer la voie pour l'avenir de la profession : la Grille de compétences CPA 2.0](#)

Dans la *Grille 2.0*, la durabilité, y compris les questions ESG, inclut la compréhension des façons de soutenir l'environnement, les personnes, les organisations et l'économie à long terme. Parmi les aspects importants, on cite :

- les limites et les écosystèmes de notre planète;
- la variété des perspectives;
- la création de valeur à long terme pour les parties prenantes, et l'évaluation de cette valeur;
- l'importance des actifs naturels détenus gérés et réglementés par le secteur public. (CPA Canada, 2022).



La deuxième des six parties de cette série traite de la **disparité des définitions** selon que l'on considère la durabilité du point de vue d'une entreprise, de l'environnement, d'un exploitant ou d'un gardien. Le marché est-il la solution aux défis inhérents à la durabilité?

## Références de la partie 1

Alvaredo, F. et autres (2019). [Rapport sur les inégalités mondiales 2018](#). World Inequality Lab.

Berchicci, L. et King, A. (2022). [Corporate Sustainability: A Model Uncertainty Analysis of Materiality](#).

CPA Canada (2022). [Tracer la voie pour l'avenir de la profession – La grille de compétences CPA 2.0](#).

GIEC (2022). [Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability](#).

Groupe de travail sur l'Anthropocène de la sous-commission de stratigraphie du quaternaire (2019). [Results of binding vote by AWG Released 21st May 2019](#).

Jones, J. et Milstead, D. (2022). The Ratings Game: As ESG investing goes mainstream, the business of ratings companies' sustainability efforts is often business as usual, a Globe investigation finds. *The Globe and Mail*, B1, B6–B7.

Khan, M., Serafeim, G. et Yoon, A. (2016). [Corporate Sustainability: First Evidence on Materiality](#). *The Accounting Review*, vol. 91, no 6, p. 1697–1724.

Rockström, J. et autres (2009). [Planetary Boundaries: Exploring the Safe Operating Space for Humanity](#). *Ecology & Society*, vol. 14, no 2, p. 32.

Steffen, W. et autres (2015). [The trajectory of the Anthropocene: The Great Acceleration](#). *The Anthropocene Review*, vol. 2, no 1), p. 81–98.

The Economist (2022). [The latest UN climate report is gloomy, with some sunny patches](#).

US SIF (Forum for Sustainable and Responsible Investment) (2021). Overview of Sustainable and Impact Investing 2020, [Fast Facts](#).

## PARTIE 2

# Durabilité : définitions et perspectives

La deuxième partie de cette série de six lectures de 10 minutes présente les points saillants du [colloque MMPA de 2021](#)<sup>1</sup> (en anglais) sur le thème **Durabilité : Un appel à l'action**. Elle porte sur les occasions, les défis et les forces souvent contradictoires avec lesquels doivent composer les comptables, les entreprises, les collectivités et les États dans leurs pratiques en matière de durabilité, leur transition vers cette dernière et leur adhésion aux principes qui y sont liés.

## Table des matières

<b>Définitions</b>	<b>16</b>
Durabilité faible et durabilité forte	17
Débat et compromis	19
<b>Perspectives</b>	<b>20</b>
Vision centrée sur l'humain	20
Vision de la gérance	21
Autochtonomie	23
Quatre croyances liées à la durabilité	23
De l'évolution du point de vue d'une génération	26
<b>Appel à l'action : ce que doivent savoir les CPA tournés vers l'avenir</b>	<b>27</b>
<b>Le marché : la solution?</b>	<b>27</b>
Évolution du marché	28
Transformation du marché	29
Transformation du secteur financier	29
Redéfinir le monde des affaires?	30
<b>Références de la partie 2</b>	<b>32</b>
<b>Lecture recommandée</b>	<b>33</b>

1 Le colloque MMPA de 2021 est organisé par le [programme de maîtrise en gestion et comptabilité professionnelle](#) (MMPA) et le [BIGDataAIHUB](#) de l'[Institute for Management & Innovation](#) de l'[Université de Toronto à Mississauga](#). Le programme MMPA combine un programme de maîtrise en administration des affaires à l'acquisition de compétences techniques et en leadership qui sont essentielles dans la profession comptable. Rappel : cette série ne présente que certains points saillants tirés des exposés riches en informations offerts dans les conférences et les périodes de questions subséquentes. Pour en savoir plus, [consultez le site Web du colloque](#).

La première partie, [Durabilité : les impératifs](#), explore les facteurs de durabilité et explique pourquoi l'inaction n'est plus une option.

Cette deuxième partie, **Durabilité : définitions et perspectives**, traite de la disparité des définitions qui existe selon que l'on considère la durabilité du point de vue d'une entreprise, de l'environnement, d'un exploitant ou d'un gardien. Le marché est-il la solution aux défis inhérents à la durabilité?

La troisième partie, [Indicateurs de durabilité : les comptables peuvent-ils sauver le monde?](#), s'intéresse aux indicateurs qui nuisent à la durabilité et à ceux qu'il convient de prendre en considération. Vous y examinerez l'évaluation au-delà de la monétisation, et serez mis en garde contre la simplification à outrance.

La quatrième partie, [Information sur la durabilité et certification : les comptables prennent les devants](#), étudie la forte tendance, portée par les marchés financiers et le commerce international, à consolider et à normaliser l'information et les indicateurs liés à la durabilité. Grâce au nouveau Conseil des normes internationales d'information sur la durabilité (International Sustainability Standards Board – ISSB), les comptables parviendront peut-être à convaincre les autorités de réglementation de changer les règles du jeu.

La cinquième partie, [L'engagement mondial du Canada : atteindre la carboneutralité](#), explore les engagements mondiaux du Canada en matière de durabilité, le rôle que jouera Comptables professionnels agréés du Canada (CPA Canada) dans leur réalisation, et les conflits et contradictions auxquels sont confrontées les économies dans leur transition vers la carboneutralité.

La sixième et dernière partie, [Appel à l'action : préparer des CPA tournés vers l'avenir](#), se penche sur ce que nous pouvons faire, comme professionnels et particuliers, pour favoriser un mode de vie plus durable. Elle examine en détail les nouvelles compétences exigées pour l'obtention du titre canadien de CPA et les étapes à franchir pour progresser vers des économies plus durables.

Dans la présente section, [Andy Hoffman](#), conférencier principal, explique l'évolution continue de la durabilité et propose quelques définitions. Le conférencier [Terry Goodtrack](#) compare et oppose la vision dominante de la durabilité à la gérance environnementale et à la perspective autochtone. Enfin, [Andrew King](#) présente un point de vue à contre-courant.

Le marché peut-il répondre aux impératifs de la durabilité? [Andy Hoffman](#), conférencier principal, traite de l'évolution et de la transformation du marché.

## Définitions

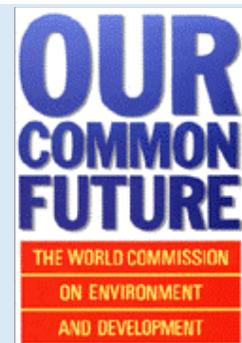
Dans le rapport de l'Organisation des Nations Unies (ONU) intitulé *Notre avenir à tous*<sup>2</sup> (1987), la Commission Brundtland définit le développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». Bien que l'ONU emploie toujours cette définition, [Andy Hoffman](#), conférencier principal, estime que le développement durable s'entend, de façon générale, de la gestion des ressources sans les épuiser.

Même si les avertissements formulés dans *Notre avenir à tous* n'ont guère été pris en compte, Andy Hoffman observe que le public est nettement plus sensibilisé à la cause aujourd'hui qu'en 1987. La [figure 1](#) montre un échantillon d'organisations qui mesurent ou prennent en compte la durabilité et témoigne de l'évolution du concept de « **durabilité** ». (Pour en savoir plus sur les mesures relatives la durabilité et l'information sur la durabilité, voir les [parties 3](#) et [4](#) de cette série.)

### Dans le déni depuis une génération et demie?

**En 1987**, la Commission Brundtland écrivait : « [N]ous nous bornons à signifier à l'humanité [...] **de toute urgence** [...] qu'il est largement temps de prendre les décisions qui s'imposent pour s'assurer des ressources qui feront vivre cette génération et celles à venir. »

« Mais **l'espoir que la Commission place en l'avenir** est conditionné par la prise **immédiate** de mesures politiques décisives pour commencer à gérer les ressources de l'environnement de manière à assurer un progrès durable et à garantir la survie de l'humanité. » (Les caractères gras sont de nous.)



2 Appelé aussi le Rapport Brundtland, du nom de Gro Harlem Brundtland, ancienne première ministre de la Norvège, qui a présidé la Commission.

FIGURE 1 : L'ÉVOLUTION CONTINUE DE LA DURABILITÉ



Source : Andy Hoffman.

### Durabilité faible et durabilité forte

Comme l'explique Andy Hoffman, en termes purement économiques, la **durabilité faible** est la notion selon laquelle le **capital humain** et le **capital naturel**<sup>3</sup> sont substituables. Il peut y avoir diminution d'une réserve de ressources naturelles – par exemple, on décapite des montagnes pour extraire du charbon ([figure 2](#)) – pourvu qu'il y ait augmentation du capital humain (on embauche des humains et on produit de l'électricité à partir du charbon, au bénéfice de la population). Ce genre de pratique se poursuivra aussi longtemps qu'il sera économique d'y recourir, soit tant que l'on comptabilise le coût de l'utilisation des ressources naturelles et de la production de résidus (émissions atmosphériques, débris, perturbation de l'écosystème, dégradation de l'environnement, effets sur la santé). (Voir la [partie 3](#) sur la comptabilité économique et environnementale.)

<sup>3</sup> Dans une mesure plus ou moins grande, la valeur financière créée par les sociétés dépend de six formes de capital : financier, humain, social, intellectuel, manufacturé et naturel. Elles peuvent à leur tour être touchées par les activités de la société et par les liens réciproques existant entre ces formes de capital (CPA Canada, 2015, p. 17). Pour en savoir plus sur les types de capital, voir la [partie 3](#).

FIGURE 2 : DÉCAPITATION DE MONTAGNES – MINE DE CHARBON À CIEL OUVERT



Source : Human Rights Watch, 2018.

Selon **Andrew King**, une économie bien réglementée suit une logique de durabilité faible. Il estime de plus que la définition du développement durable selon la Commission Brundtland (répondre « aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs » [voir la [partie 1](#)]) est aussi une forme de durabilité faible.

Quant à la durabilité forte, Andy Hoffman affirme qu'elle s'applique lorsque le capital humain et le capital naturel sont complémentaires, mais **non** substituables (c.-à-d. que la nature apporte certaines choses que le capital humain ne peut remplacer). Elle repose sur la **pensée systémique** et exige une compréhension des systèmes couplés et de leurs interactions : le climat, les écosystèmes et leur biodiversité, et la société humaine (GIEC, 2022). (Voir la [partie 1](#).)

Andrew King reformule le concept comme suit : selon la notion de durabilité forte, certaines choses ont le droit d'exister dans la nature, quelle que soit leur incidence sur le bien-être humain. La préservation des derniers putois d'Amérique, même s'il en coûte un milliard de dollars pour le faire, est un exemple de durabilité forte. Andrew King ajoute toutefois : « Cette notion est difficile à justifier d'un point de vue éthique. J'envisage les choses, peut-être à tort, d'un point de vue humain; je pense aux **êtres humains** et à la **maximisation du bien-être**. »

Ce que l'exemple, certes extrême, d'Andrew King passe sous silence est qu'une espèce donnée peut être un indicateur de biodiversité ou d'écosystème menacé. M. King reconnaît toutefois qu'une espèce, par exemple le renard, peut contribuer à la durabilité d'un écosystème dont il est natif (certaines régions d'Amérique du Nord), mais entraîner la perturbation d'un écosystème dans lequel il est introduit (par exemple, l'Australie).

### Débat et compromis

« Le débat de fond entourant la durabilité porte sur la question de savoir laquelle de l'approche forte ou faible sera retenue. »

PELENC, BALLEET ET DEDEURWAERDERE, 2015

La durabilité faible et la durabilité forte (voir la figure 3 pour d'autres différences entre les deux) continuent d'être matière à débat. Or, Andy Hoffman estime que la vraie question n'est pas de savoir laquelle des deux choisir, mais plutôt de savoir quand privilégier l'une, et quand privilégier l'autre.

FIGURE 3 : DURABILITÉ FORTE ET DURABILITÉ FAIBLE

Main differences between weak and strong sustainability		
	Strong sustainability	Weak Sustainability
<b>Key Ideas</b>	The sustainability of natural capital by other types of capital is severely limited	Natural capital and other types of capitals (manufactured etc.) are perfectly substitutable
<b>Consequences</b>	Certain human actions can entail irreversible consequences	Technological innovation and monetary compensation for environmental degradation
<b>Sustainability issue</b>	Conserving the irreplaceable « stocks » of critical natural capital for the sake of future generation	The total value of the aggregate stock of capital should be at least maintained or ideally increased for future generation
<b>Key concept</b>	Critical natural capital	Optimal allocation of scarce resources
<b>Definition of thresholds and environmental norms</b>	Scientific knowledge as input for public deliberation (procedural rationality)	Technic/scientific approach for determining thresholds and norms (instrumental rationality)

Source : Adapté de Mancebo, 2013.

Source : Pelenc, Ballet & Dedeurwaerdere, 2015.

Andrew King préconise l'approche du **compromis**. Il prend pour exemple l'extraction du lithium, une activité très polluante contribuant à la fragmentation et à la perturbation de l'écosystème, une **limite planétaire** déjà largement franchie. Toutefois, le lithium est un élément constitutif des piles rechargeables, essentielles aux véhicules électriques qui, à leur tour, jouent un rôle important dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) pour combattre les changements climatiques.

Si la quantité de lithium extrait est insuffisante, la lutte aux GES risque d'être compromise, mais si elle est excessive, il peut y avoir de graves répercussions sur l'environnement. « Laquelle des deux situations a un **effet marginal** sur le bien-être », demande Andrew King? « C'est la question que doit se poser toute entreprise ayant une stratégie axée sur la durabilité. » (Pour en savoir plus sur ce sujet, voir la section « Les limites des indicateurs » de la [partie 3](#).)

Voilà qui nous amène à examiner pourquoi la durabilité semble être une question de **perspectives**.

## Perspectives

Comme le montrent les perspectives qui suivent on ne peut aborder la durabilité sans prendre en compte la création (ou la destruction) de valeur ainsi que les enjeux économiques, environnementaux et sociaux.

### Vision centrée sur l'humain

Andy Hoffman juge que le rapport de la Commission Brundtland, *Notre avenir à tous* (1987), est fortement axé sur l'équité intergénérationnelle; il est plutôt anthropocentrique en ce sens qu'il considère les besoins des humains. Il cultive un paradoxe étonnant : le développement durable consisterait à maintenir le bien-être économique et **humain** à long terme. Par exemple, on y lit : « [Le] développement durable n'est pas un état d'équilibre, mais plutôt un processus de changement dans lequel l'exploitation des ressources, le choix des investissements, l'orientation du développement technique ainsi que le changement institutionnel sont déterminés en fonction des besoins tant actuels que futurs. »

En 2011, Andrew King et Ken Pucker écrivent que le système économique actuel repose sur le droit de chaque personne de décider comment atteindre le bonheur. Si on a le choix entre prendre l'avion pour des vacances ou pour un entretien d'embauche, on peut choisir les vacances si l'on juge que ce voyage crée plus de valeur. Vis-à-vis de telles convictions, soutenues par des **choix individuels**, le système économique doit s'adapter pour répondre aux attentes des individus. C'est d'ailleurs l'efficacité à satisfaire les désirs humains qui définit la base morale du système de libre marché. (Les caractères gras sont de nous.)

Andy Hoffman affirme que la vision centrée sur l'humain nous a fait entrer dans l'Anthropocène (voir la [partie 1.](#)) Pour résumer les préoccupations liées à l'Anthropocène et les défis qu'elle posera, il cite le biologiste évolutionniste et historien américain Stephen Jay Gould.

« [...] du simple fait d'un glorieux accident évolutionniste appelé intelligence, nous sommes devenus les régisseurs de la continuité de la vie sur terre. Nous n'avons pas demandé ce rôle, mais nous ne pouvons pas refuser de l'assumer. Cette responsabilité ne nous convient peut-être pas, mais voilà, nous sommes ici. »

GOULD, 1987

Le conférencier [Terry Goodtrack](#) relève que le biologiste semble associer la mission de gérance à un coup du sort. Les peuples autochtones voient toutefois les choses autrement. Ils considèrent que leur rôle de gérance ne leur a pas été confié par accident; il **fait partie intégrante de leur vie**. (Les caractères gras sont de nous.)

### Vision de la gérance

Terry Goodtrack compare la vision dominante de la durabilité, qu'il trouve très proche de la définition de la durabilité faible énoncée plus haut, à la vision autochtone. La [figure 4](#), selon lui, montre clairement la différence dans la formulation et le sens plus profond que revêt la durabilité pour les peuples autochtones.



FIGURE 4 : VISION DOMINANTE ET VISION AUTOCHTONE DE LA DURABILITÉ

	Dominant View of Sustainability	Indigenous View of Sustainability
Basic definition of sustainability	Enduring well-being of human societies and communities	Overall enduring well-being
Root assumptions	Dualistic worldview, as reflected in nature's objectification and the human nature divide (emphasis on separation)	Interconnection and interdependence of all elements of the universe (emphasis on unity and relationality)
Human relationship with nature	Utilitarian attitude toward nature, essentially oriented toward a "regulated" exploitation	Sense of respect, giving and reciprocity, as expressed in the idea of caretaking or guardianship
Key notions and metaphors	Development Resources, Commodities, Ecosystem services, Nature benefits to people	Living well, Gifts, Relatives, Mother Earth

Source : Terry Goodtrack citant Fulvio Mazzocchi, 2020.

### Autochtonomie

« L'**autochtonomie** est une proposition collective née en réaction à la violente suppression de la vision autochtone de l'économie et à l'exclusion systémique des peuples autochtones des économies dominantes d'aujourd'hui.

Elle fait la promotion des **préceptes des économies autochtones : favoriser le bien-être des peuples autochtones, vivre dans l'équilibre écologique et la prospérité, et transmettre les concepts autochtones d'équilibre, de richesse et de générosité d'une génération à l'autre.**

Pour la toute première fois, l'espace économique moderne fait une place à la réalité autochtone : le nombre d'entreprises autochtones qui réussissent à s'imposer est appelé à exploser au cours de la prochaine décennie. Un nouveau programme de plusieurs milliards de dollars se dessine, et les peuples autochtones sont les vecteurs de nouveaux partenariats, d'investissements et d'une croissance à long terme. »

Carol Anne Hilton, fondatrice de l'Indigenomics Institute (Lacerte et Hilton, 2020)  
(Les caractères gras sont de nous.)



Selon la vision dominante (figure 4), les humains sont déconnectés de la nature, qu'ils voient comme une ressource à exploiter. À l'opposé, selon la vision autochtone, les humains font partie de la nature : humains et nature sont interreliés, ils n'évoluent pas isolément l'un de l'autre. La nature donne, mais il est essentiel de redonner à notre mère la Terre et d'en prendre soin dans un souci de bien-être global, qui ne se limite pas à celui des humains.

### Autochtonomie

Au sujet de l'autochtonomie, Carol Anne Hilton<sup>4</sup>, auteure et fondatrice de l'[Indigenomics Institute](#), la décrit comme une économie relationnelle, qui est à la base du mode de vie autochtone, c'est-à-dire qu'elle façonne le rapport des humains à la nature, à l'environnement, à eux-mêmes, aux autres, à l'univers ainsi qu'au temps et à l'espace. Elle façonne l'économie écologique et le développement économique moderne. Tout est relié. Tel est le fondement de l'**autochtonomie** (Hilton, 2021).



« L'autochtonomie repose sur des principes ancestraux qui soutiennent les économies autochtones depuis des milliers d'années et vise à en faire des pratiques d'affaires modernes. »  
INDIGENOMICS INSTITUTE

### Quatre croyances liées à la durabilité

Au moyen d'exemples concrets, le conférencier Terry Goodtrack énonce quatre valeurs liées aux croyances des Autochtones et à leur vision du monde. Il aborde aussi la difficulté de concilier les perspectives de la culture dominante avec celles des Autochtones.

#### ***Croyance no 1 : Prendre seulement ce dont on a besoin et tenter de redonner plus que ce qu'on a pris.***

Les communautés autochtones ont du mal à concilier cette croyance avec le modèle d'accumulation de capital et de richesse économique de la société en général.

Terry Goodtrack explique qu'à l'heure actuelle, les communautés autochtones misent sur les sociétés communautaires de développement économique pour accroître la richesse. Certains estiment qu'il serait nécessaire de créer des fonds souverains dont le capital durera pendant des générations, surtout dans le cas de communautés où les ressources sont non renouvelables.

Il souligne qu'il s'agit d'un enjeu important, voire déterminant, pour l'avenir des peuples autochtones. Les moyens justifient-ils la fin? Les sacrifices à court terme mènent-ils réellement à un gain à long terme? Des seuils ou des garde-fous sont-ils prévus si le choix est fait de tirer parti d'occasions d'affaires qui ne correspondent pas aux valeurs et aux croyances, ou est-ce que tout est permis? (Voir l'encadré « Bien-être de la communauté ».)

4 Carol Anne Hilton est la fondatrice de l'[Indigenomics Institute](#) et l'auteure de [Indigenomics: Taking a Seat at the Economic Table](#).

### **Bien-être de la communauté**

« L'accumulation du capital ne peut se faire aux dépens de questions sociales [...] À quoi bon continuer d'accroître le capital si le nombre de suicides dans les communautés augmente? »

Terry Goodtrack

(Citant George Lafond, ancien représentant tribal du Conseil tribal de Saskatoon).

Terry Goodtrack poursuit en se questionnant sur les façons qui permettraient d'accumuler du capital se traduisant par des retombées sociales. Il s'en trouvera pour dire que les Autochtones employés par les entreprises contribuent à l'économie autochtone.

### **Bâtir un capital social auprès des communautés autochtones**

« Comment établir la confiance [...]? Il faut d'abord comprendre [que] les groupes autochtones sont très diversifiés et que leurs intérêts le sont tout autant. Les sujets de débats ne manquent pas, dont les pipelines. Qu'ils y soient en faveur ou opposés, bon nombre d'Autochtones s'en remettent à leurs valeurs. Il ne suffit pas d'avoir une compréhension de l'optique autochtone; vous devez comprendre les personnes ou les groupes avec lesquels vous travaillez. »

Carter Wilson, CPA, conseiller principal chez MNP à Winnipeg et membre de la Première Nation Peguis (Mitchell et Wilson, 2022)

### ***Croyance no 2 : Notre mère la Terre pourvoit à nos besoins et nous devons la traiter avec respect.***

Au sujet de cette croyance, Terry Goodtrack mentionne qu'elle a trait à la gérance des terres. Notre mère la Terre est au cœur de la vision autochtone du monde. Il faut protéger les terres et l'environnement, y compris l'eau. Les terres ne nous appartiennent pas. Nous avons à leur égard un rôle de gérance et nous les partageons avec tous les autres êtres vivants.

### ***Croyance no 3 : Tout est interrelié. En tant que gardiens des terres, nous avons l'obligation de maintenir l'équilibre.***

Au lieu de s'attarder ici à la vision autochtone concernant l'équilibre et la connexion à tout ce qui nous entoure, Terry Goodtrack nous invite à envisager la question de l'équilibre sous l'angle d'événements économiques récents. La crise financière de 2008 nous a montré à quel point nos systèmes financiers sont interconnectés et comment cette interconnexion peut avoir une incidence et des conséquences non voulues sur une foule de personnes dans le monde. De même, l'impact de la pandémie sur les chaînes d'approvisionnement et sur les systèmes sociaux nous a montré à quel point nous sommes interreliés.

### De l'aménagement forestier aux pratiques forestières durables

« En aménagement forestier, il serait possible de planter de pins dans une ancienne forêt de peupliers. Il y a bien eu replantation, mais aussi un changement d'espèce qui peut avoir des répercussions sur tout un écosystème. Les êtres vivants, autant les plantes que les animaux, qui dépendent de la présence d'une espèce, pourraient dépérir dans une forêt où se trouve une espèce différente.

Selon les pratiques forestières durables, il faudrait tenir compte de l'écosystème dans lequel le peuplier a poussé. »

Terry Goodtrack

(Citant Toni Baggos, vidéographe et concepteur graphique, permanent de l'Association des agents financiers autochtones du Canada).

« La nature nous montre que l'interrelation s'accompagne d'une recherche d'équilibre, poursuit-il. Par exemple, lorsqu'il y a surabondance quelque part, la nature corrige la situation. Une abondance de lapins entraîne une abondance de coyotes ou de renards. Une réduction du nombre de lapins entraîne une réduction du nombre de leurs prédateurs. En raison de l'interrelation entre les hommes et la vie végétale, l'eau, l'air et la terre, toute activité humaine ayant une incidence sur un secteur de la nature aura des répercussions sur d'autres secteurs. Il faut se demander dans quelle mesure.

Nous devons prendre conscience de l'interrelation [et des conséquences non voulues]. »

#### ***Croyance no 4 : Les décisions que nous prenons aujourd'hui doivent donner lieu à un monde durable pendant sept générations.***

C'est ce que les Iroquois et bon nombre de cultures autochtones appellent le **principe des sept générations**.

Autrement dit, il s'agit de tenir compte de l'incidence que les décisions prises aujourd'hui à l'égard de l'énergie, de l'eau et des ressources naturelles auront sur notre descendance et sur celle des autres. Nous pouvons être le point de départ des sept générations, ou en être le cœur, comme le montre la [courte vidéo Seven Generations](#) (en anglais) ([figure 5](#)).

FIGURE 5 : SEPT GÉNÉRATIONS

« La représentation [...] met en relief le lien qui unit les sept générations, qui témoigne de l'importance à accorder aux rapports, à l'interrelation et à l'interdépendance avec les générations qui nous ont précédés et celles qui nous suivront.

Le principe de base des sept générations est donc [...] que nos choix, nos comportements et nos erreurs ont des répercussions sur une longue période. »

Ron (Deganadus) McLester (McLester et Collège Algonquin, 2017) (Les caractères gras sont de nous.)

Regardez la [vidéo Seven Generations](#).



## De l'évolution du point de vue d'une génération

La [figure 6](#) montre un échantillon de réponses spontanées à la question « Comment définiriez-vous la durabilité? », recueillies lors d'un sondage réalisé en direct au début de la conférence. L'auditoire, composé en grande partie d'étudiants<sup>5</sup>, a privilégié trois thèmes : environnement, long terme et avenir.

Selon Andy Hoffman, le débat évolue en ce qui concerne les enjeux environnementaux. N'importe qui pourrait être un environnementaliste, car la protection de l'environnement est un enjeu qui touche tout le monde. Il donne en exemple les jeunes qui se mobilisent à l'égard des enjeux environnementaux en général et climatiques en particulier. Ils crient à l'injustice devant leur avenir que d'autres ont compromis. En ce sens, le discours évolue.

FIGURE 6 : RÉPONSES À UN SONDAGE RÉALISÉ EN DIRECT SUR LA DÉFINITION DE LA DURABILITÉ



## Appel à l'action : ce que doivent savoir les CPA tournés vers l'avenir

### Tracer la voie pour l'avenir de la profession : la grille de compétences CPA 2.0

Dans la *Grille 2.0*, la pensée systémique et la théorie de la complexité supposent, entre autres choses, la compréhension :

- de l'interconnexion des systèmes, notamment les systèmes humains, environnementaux, technologiques, organisationnels, réglementaires et sociaux;
- de la façon dont les organisations s'adaptent et gèrent les interdépendances, les interactions imprévisibles et les incertitudes (CPA Canada, p. 27, 2022).



## Le marché : la solution?

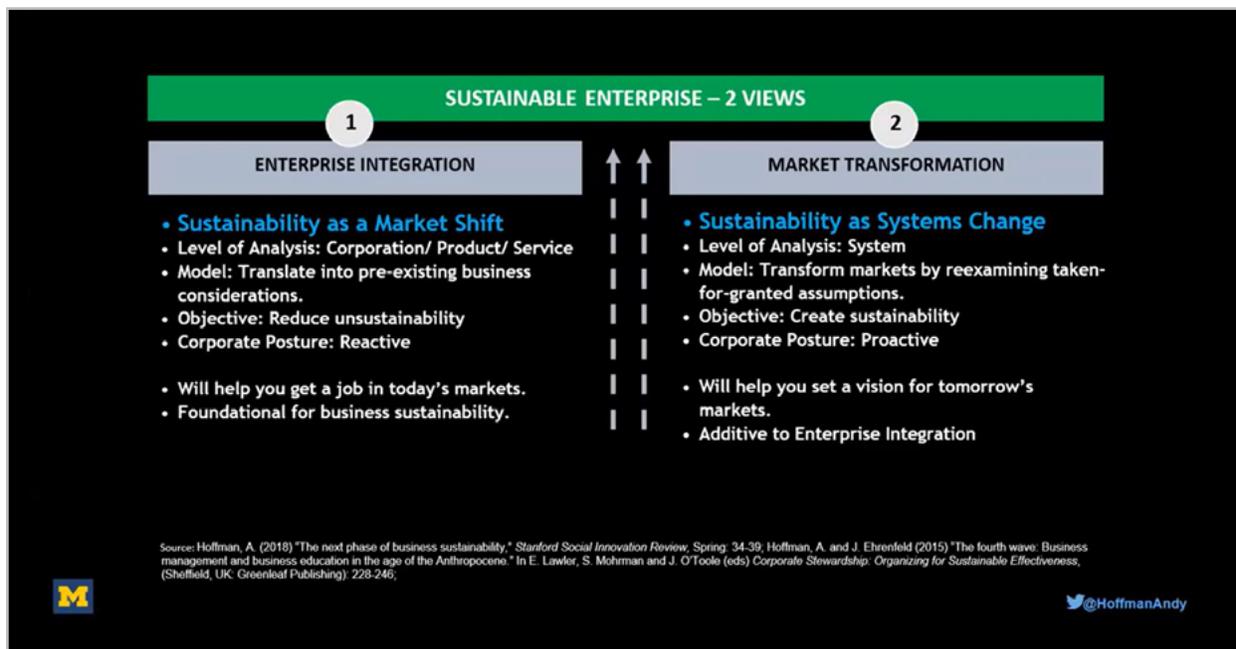
Depuis un siècle, l'amélioration du niveau de vie dans le monde et l'allongement de l'espérance de vie sont attribuables au marché (c.-à-d. le capital). Le marché nous apporte beaucoup, explique Andy Hoffman, mais il laisse à désirer lorsqu'il est question de changements climatiques et d'autres enjeux.

« Les changements climatiques ne forment qu'une manifestation parmi d'autres de la mesure dans laquelle nous perturbons les systèmes de la planète. Nous avançons sans savoir ce que nous faisons si ce n'est que nous devons nous mettre à chercher des solutions. C'est ici qu'intervient le marché : il est l'architecte de la situation actuelle et il en sera la clé. »

ANDY HOFFMAN

La solution aux problèmes de durabilité passe par le marché, soutient Andy Hoffman. Il avance une démarche en deux phases : 1) **intégration aux pratiques d'affaires et évolution du marché**; 2) **changement systémique et transformation du marché** (figure 7).

FIGURE 7 : ÉVOLUTION ET TRANSFORMATION DU MARCHÉ



Source: Andy Hoffman.

## Évolution du marché

Andy Hoffman considère l'intégration aux pratiques d'affaires comme la première phase de la durabilité des entreprises. Reprenant ce qu'il a écrit dans un article en 2018, il mentionne que les entreprises à la recherche d'un avantage concurrentiel **réagissent** à l'évolution du marché en intégrant la durabilité à des considérations commerciales déjà existantes. Cette intégration aux pratiques d'affaires repose sur les indicateurs **actuels** de réussite et vise à **réduire la non-durabilité** (Les caractères gras sont de nous).

Dans un marché en évolution, les entreprises continuent de privilégier les produits et services. Elles sont en réaction à des facteurs externes (réglementation, actionnaires, consommateurs). L'approche en matière de durabilité peut être appliquée en vase clos, par un service interne (relations avec les gouvernements, efficacité opérationnelle, marketing), ou faire partie de la stratégie globale. Quoiqu'il en soit, Andy Hoffman affirme que **l'entreprise doit parler de la durabilité en mettant l'accent sur ce qu'elle veut promouvoir, puisque c'est ainsi qu'elle réussira à rejoindre son public cible**. Whirlpool, par exemple, a misé sur l'efficacité de ses appareils ménagers parce qu'il s'agit d'un critère qui importe de plus en plus aux consommateurs. Whirlpool ne prétend pas qu'il s'agit là de sa façon de lutter contre les changements climatiques. C'est plutôt la demande des consommateurs qui motive son discours. (Les caractères gras sont de nous.)

## Transformation du marché

Dans son article de 2018, Andy Hoffman enchaîne avec la phase suivante de la durabilité des entreprises, soit la **transformation du marché**, qui est propulsée par un modèle d'affaires. Autrement dit, plutôt que d'attendre une évolution du marché qui les pousserait à adopter des pratiques durables, les entreprises **provoquent cette évolution** pour favoriser de nouvelles formes de durabilité. Cette phrase vise à **créer la durabilité**.

Au lieu de miser sur les produits et services, l'entreprise se tourne vers les systèmes et le changement systémique. L'ajout d'un parc éolien ne rendrait pas un service public d'énergie durable, **car c'est dans la perspective d'un système qu'on doit évaluer la durabilité**. Il faut donc prendre en compte la production, la transmission, la distribution et la consommation d'électricité, voire la mobilité, puisque l'électrification des transports semble être un choix de société. Ensuite nous pourrions nous demander si le système est durable.

## Transformation du secteur financier

En 1993,

**[...] à peine 12 % des entreprises publiaient des rapports sur la durabilité. Aujourd'hui, la proportion s'élève à 80 %, et atteint plus de 90 % parmi les plus grandes entreprises du monde. L'évolution des attitudes face aux changements climatiques a été le facteur clé de cette tendance. Jusqu'à tout récemment, la question des changements climatiques en était une de responsabilité sociale des entreprises qui, bien qu'elle pouvait entraîner des risques d'atteinte à la réputation des entreprises perçues comme contribuant au problème, n'avait aucune incidence sur la performance financière actuelle ou future. Tout cela a changé avec la création, en 2015, du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC), qui a mis en lumière le fait que les risques financiers inhérents aux changements climatiques étaient peu ou pas mentionnés dans les rapports d'entreprise (KPMG, 2020).**

En 2019, le GIFCC, sous la direction de Mark Carney, alors gouverneur de la Banque d'Angleterre, s'est adressé au secteur financier, soit les fournisseurs de capital (banques, assureurs, gestionnaires d'actifs) et les organismes de surveillance, et a demandé à ce que les entreprises dans lesquelles investissent les institutions financières fournissent des informations financières en lien avec les changements climatiques.

Lors d'une allocution, Mark Carney a déclaré que la prise en compte des risques climatiques et de la résilience dans les décisions financières nécessite que les informations financières en lien avec les changements climatiques – fournies par les utilisateurs de capital – soient exhaustives; il faut revoir la gestion des risques climatiques, et l'investissement durable doit devenir la norme.

L'objectif était d'accélérer la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, voire carboneutre. (Pour en savoir plus sur le rôle du GIFCC, voir les [parties 3](#) et [4](#).)

### Redéfinir le monde des affaires?

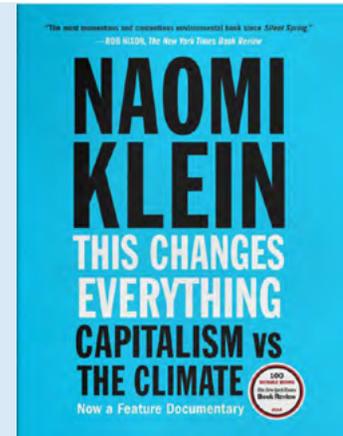
Pour la journaliste et activiste [Naomi Klein](#), la solution ne passe pas par le marché (voir l'encadré « Une opinion divergente : Capitalisme et climat »), car le monde des affaires a une emprise trop grande sur les questions d'intérêt public.

#### Une opinion divergente : Capitalisme et climat

« On nous a dit que le marché allait nous sauver, alors qu'en fait nous nous enfonçons un peu plus chaque jour en raison de notre **dépendance au profit et à la croissance**.

On nous a dit qu'il était impossible d'abandonner les combustibles fossiles, alors qu'en fait nous savons exactement comment y arriver; il suffit de tourner le dos à toutes les règles du libre marché : **restreindre le pouvoir des entreprises, rebâtir les économies locales et reconquérir nos démocraties**. » (Klein, 2019) (Les caractères gras sont de nous.)

« Si nous ne faisons pas preuve de courage et ne nous dressons pas contre la dominance des entreprises et la rapacité du capitalisme [...] nous ne réglerons absolument rien. » (Klein, 2021)



Andy Hoffman ne partage pas l'avis de Naomi Klein. Il affirme que la transformation du marché et le changement systémique s'accompagnent d'une remise en question des modèles d'affaires traditionnels. Comme Andy Hoffman l'a souligné en 2018, le marché est l'institution la plus puissante au monde et l'entreprise, l'entité la plus puissante qui le symbolise. Il nous faut utiliser les outils dont nous disposons pour repenser le capitalisme et pouvoir résoudre les problèmes auxquels nous faisons face.

Par exemple, le [Manifeste de Davos 2020](#) (Schwab, 2019) du Forum économique mondial énonce qu'une réforme du capitalisme est nécessaire et qu'il faut faire la transition du capitalisme actionnarial au **capitalisme des parties prenantes**.

L'autochtonomie propose elle aussi une **redéfinition** du monde des affaires (voir la section « Autochtonomie »). Peu à peu, les grandes entreprises et l'administration fédérale commencent à prendre des mesures qui s'imposaient depuis longtemps pour respecter et mettre en œuvre les droits des Autochtones du Canada, d'autant plus que la demande pour des ressources sur des terres traditionnelles est en croissance.

## Lente évolution vers l'inclusion

Heather Exner-Pirot, auteure et conseillère en développement économique des Autochtones et du Nord

**2004-2005** : « La Cour suprême [du Canada] déclare que la Couronne a l'obligation de consulter et d'accommoder les peuples autochtones lorsque des activités menées sur leurs territoires traditionnels portent atteinte à leurs droits ancestraux ou issus de traités. Cette décision a des répercussions importantes sur le processus d'approbation réglementaire. Parmi les manifestations immédiates, mentionnons le nombre d'ententes sur les répercussions et les avantages entre les promoteurs de projets et les communautés touchées qui a quadruplé entre la période 2000-2005 et la période 2005-2010. Négocier avec les communautés autochtones n'est plus seulement souhaitable; c'est devenu une nécessité. » (Exner-Pirot, 2021)

« Il n'y a pas d'autodétermination politique sans autodétermination économique. Pour de nombreuses nations autochtones de régions rurales et de régions éloignées, le développement des ressources représente l'assise sur laquelle construire. » (Exner-Pirot, 2021)

**2007** : Adoption de la [Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples autochtones](#) (Déclaration de l'ONU).

**2021** : [Assemblée des Premières Nations](#) (APN<sup>6</sup>), organisme national de défense des droits des Premières Nations du Canada.

« [...] après des décennies d'efforts de promotion des intérêts déployés par les Premières Nations, le Parlement du Canada a adopté la [Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones](#) (anciennement le projet de loi C-15). La Loi a reçu la sanction royale le 21 juin 2021.

« La Loi énonce l'obligation du Canada de respecter les droits de la personne (y compris les droits issus de traités et les droits inhérents) des peuples autochtones affirmés par la Déclaration des Nations Unies [...] Ces droits comprennent le droit à l'autodétermination et le droit au respect et à l'application des traités.

« La Déclaration des Nations Unies contient des normes internationales en matière de droits de la personne que le Canada et tous les membres des Nations Unies ont affirmées, et réaffirmées, à maintes reprises.

« La Loi ne crée pas de nouveaux droits. Elle ne supprime, ne diminue, ni ne redéfinit aucun droit. Il s'agit de prendre des mesures qui auraient dû être prises depuis longtemps pour faire respecter et mettre en œuvre les droits que les Premières Nations possèdent déjà. » (APN, sans date)

La partie 3 de cette série (qui en compte six) traite de mesures qui nuisent à la durabilité ainsi que de celles à envisager. Elle aborde la question de l'**évaluation au-delà de la monétisation** et nous met en garde contre la simplification exagérée. Les comptables (avec un peu d'aide) sauveront-ils le monde?

6 Le Canada compte cinq organisations autochtones nationales reconnues par le gouvernement fédéral : l'[Assemblée des Premières Nations](#) (APN), le [Congrès des Peuples Autochtones](#) (CPA), [Inuit Tapiriit Kanatami](#) (ITK), le [Ralliement national des Métis](#) (RNM) et l'[Association des femmes autochtones du Canada](#) (AFAC).

## Références de la partie 2

- Assemblée des Premières Nations (APN) (sans date). [À propos de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.](#)
- Brundtland, G.H. (1987). [Notre avenir à tous. Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement](#) (en anglais).
- Carmichael, K. (2021) [Indigenomics 101: A new voice shows how to make room for First Nations at the economic table.](#) *Financial Post*.
- Carney, M. [Allocution prononcée à l'occasion du sommet Action Climat 2019 présidé par le Secrétaire général de l'ONU](#) (en anglais).
- CPA Canada (2015). [L'évolution de l'information d'entreprise. Exposé sur l'information sur le développement durable, l'information intégrée et l'information sur les questions environnementales, sociales de gouvernance.](#)
- CPA Canada (2022). [Tracer la voie pour l'avenir de la profession. La grille de compétences CPA 2.0.](#)
- Exner-Pirot, H. (2021). [It's not a stark choice between Indigenous rights and economic development. We can have both.](#) *Financial Post*.
- GIEC (2022). [Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability.](#)
- Gould, S.J. (1988). *Le Sourire du flamant rose : réflexions sur l'histoire naturelle*. Éditions du Seuil.
- Hilton, C.A. (2021). *Indigenomics: Taking a Seat at the Economic Table*. New Society Publishers.
- Hoffman, A. (2018). [The Next Phase of Business Sustainability.](#) *Stanford Social Innovation Review*, vol. 16, n° 2, p. 35 à 39.
- Human Rights Watch (HRW) (2018). [The Coal Mine Next Door: How the US Government's Deregulation of Mountaintop Removal Threatens Public Health.](#)
- Investopedia (sans date). [Capitalism.](#)
- King, A. et Pucker, K.P. (2021). [Heroic Accounting,](#) *Stanford Social Innovation Review*.
- Klein, N. (2021). [Now or never, rein in capitalism: Doha Debates](#) [vidéo de 3 min 46 s]. YouTube.
- Klein, N. (2019). [This Changes Everything \[description\].](#)

KPMG (2020). [Le moment est venu. Sondage de 2020 de KPMG sur les rapports sur le développement durable](#) (en anglais).

Lacerte, P. et Hilton, C.A. (2020). [Indigenomics: Harnessing the Power of Our Communities](#). *Cultural Survival Quarterly Magazine*.

Mazzocchi, F. (2020). [A Deeper meaning of sustainability: Insights from Indigenous Knowledge](#). *The Anthropocene Review*, vol. 7, n° 1, p. 77 à 93.

McLester, R. (Deganadus) et Collège Algonquin (2017). [Seven Generations](#) [vidéo de 2 min 35 s]. YouTube.

Mitchell, J. et Wilson, C. (2022). [Building Social Capital with Indigenous Communities: A conversation with Jonathon Mitchell and Carter Wilson](#). *Journal of Aboriginal Management (JAM)*, vol. 30, n° 3, p. 6-7.

Nations Unies (ONU) (2022). [Objectifs de développement durable](#).

Pelenc, J., Ballet, J. et Dedeurwaerdere, T. (2015). [Weak Sustainability versus Strong Sustainability](#), *Brief for GSDR 2015*, mémoire inclus dans le rapport des Nations Unies sur le développement durable mondial.

Schwab, K. (2019). [Manifeste de Davos 2020 : L'objectif universel d'une entreprise dans la quatrième révolution industrielle](#), Forum économique mondial.

## Lecture recommandée :

Keyes, S. (2021). [Intégrer les facteurs ESG pour créer de la valeur à long terme : Cinq étapes pour l'élaboration d'une stratégie ESG](#), CPA Canada.

## PARTIE 3

# Indicateurs de durabilité : les comptables peuvent-ils sauver le monde?

La troisième partie de cette série de six lectures de 10 minutes présente les points saillants du [colloque MMPA de 2021](#)<sup>1</sup> (en anglais) sur le thème **Durabilité : Un appel à l'action**. Elle porte sur les occasions, les défis et les forces souvent contradictoires avec lesquels doivent composer les comptables, les entreprises, les collectivités et les États dans leurs pratiques en matière de durabilité, leur transition vers cette dernière et leur adhésion aux principes qui y sont liés.

## Table des matières

<b>Les indicateurs bénéfiques à la durabilité</b>	<b>36</b>
<b>Les catégories de capital</b>	<b>37</b>
<b>Les indicateurs nuisibles à la durabilité</b>	<b>39</b>
Les taux d'actualisation	39
Le produit intérieur brut	40
<b>Autres indicateurs à envisager</b>	<b>41</b>
Comptabilité économique et environnementale : cadres macroéconomiques	41
<b>Les limites des indicateurs</b>	<b>43</b>
<b>La réglementation éclairée par l'expertise comptable sauvera-t-elle le monde?</b>	<b>45</b>
<b>Appel à l'action : ce que doivent savoir les CPA tournés vers l'avenir</b>	<b>46</b>
<b>Références de la partie 3</b>	<b>48</b>

1 Le colloque MMPA de 2021 est organisé par le [programme de maîtrise en gestion et comptabilité professionnelle](#) (MMPA) et le [BIGDataAIHUB](#) de l'[Institute for Management & Innovation](#) de l'[Université de Toronto à Mississauga](#). Le programme MMPA combine un programme de maîtrise en administration des affaires à l'acquisition de compétences techniques et en leadership qui sont essentielles dans la profession comptable. Rappel : cette série ne présente que certains points saillants tirés des exposés riches en informations offerts dans les conférences et les périodes de questions subséquentes. Pour en savoir plus, [consultez le site Web du colloque](#).

La première partie, [Durabilité : les impératifs](#), explore les facteurs de durabilité et explique pourquoi l'inaction n'est plus une option.

La deuxième partie, [Durabilité : définitions et perspectives](#), traite de la disparité des définitions qui existe selon que l'on considère la durabilité du point de vue d'une entreprise, de l'environnement, d'un exploitant ou d'un gardien. Le marché est-il la solution aux défis inhérents à la durabilité?

Cette troisième partie, **Indicateurs de durabilité : les comptables peuvent-ils sauver le monde?**, s'intéresse aux indicateurs qui nuisent à la durabilité et à ceux qu'il convient de prendre en considération. Vous y examinerez l'évaluation au-delà de la monétisation, et serez mis en garde contre la simplification à outrance.

La quatrième partie, [Information sur la durabilité et certification : les comptables prennent les devants](#), étudie la forte tendance, portée par les marchés financiers et le commerce international, à consolider et à normaliser l'information et les indicateurs liés à la durabilité. Grâce au nouveau Conseil des normes internationales d'information sur la durabilité (International Sustainability Standards Board – ISSB), les comptables parviendront peut-être à convaincre les autorités de réglementation de changer les règles du jeu.

La cinquième partie, [L'engagement mondial du Canada : atteindre la carboneutralité](#), explore les engagements mondiaux du Canada en matière de durabilité, le rôle que jouera Comptables professionnels agréés du Canada (CPA Canada) dans leur réalisation, et les conflits et contradictions auxquels sont confrontées les économies dans leur transition vers la carboneutralité.

La sixième et dernière partie, [Appel à l'action : préparer des CPA tournés vers l'avenir](#), se penche sur ce que nous pouvons faire, comme professionnels et particuliers, pour favoriser un mode de vie plus durable. Elle examine en détail les nouvelles compétences exigées pour l'obtention du titre canadien de CPA et les étapes à franchir pour progresser vers des économies plus durables.

La présente section porte sur les indicateurs qui nous rapprochent de la durabilité et sur ceux qui nous en éloignent. Nous commencerons par un tour d'horizon des indicateurs de durabilité et de l'adhésion qu'ils suscitent. Ce n'est toutefois qu'à la **partie 4** que nous traiterons de l'évolution et de la consolidation de multiples cadres et normes et, plus concrètement, de l'avènement de l'International Sustainability Standards Board (ISSB), qui exerce un rôle fédérateur. C'est dans la présente section que les conférenciers **Andy Hoffman** et **Michael Vardon** mettent en lumière les dangers associés au PIB. Occupant une place névralgique dans l'établissement des politiques, cet indicateur macroéconomique est de loin le plus souvent cité et le moins bien compris. Michael Vardon présente la notion de comptabilité économique et environnementale et explique en quoi la nature doit être prise en compte dans les analyses macroéconomiques. Les comptables sauveront-ils le monde? Quoique jugés essentiels par les deux intervenants précités et par **Davinder Valeri**, la « comptabilisation des retombées » et les indicateurs actuels comportent, de l'avis du conférencier **Andrew King**, des limites attribuables au contexte et aux inévitables arbitrages.

« Si le monde souhaite relever les nombreux défis qui sont les siens – et si les entreprises veulent retrouver la confiance des populations –, les gens d'affaires doivent absolument se montrer plus transparents et reconnaître la nécessité d'intégrer à la valorisation de leurs entreprises – et donc à leurs activités courantes – les ressources exploitées ou conservées et les bienfaits procurés ou retirés à la société. Des changements progressifs ne suffiront pas. L'heure est à une réforme de fond en comble, et ce sont les comptables qui ouvriront la marche. » (Les caractères italiques sont de nous.)

PETER BAKKER, PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION DU CONSEIL MONDIAL DES ENTREPRISES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE (BAKKER, 2013)

## Les indicateurs bénéfiques à la durabilité

Les **informations sur la durabilité** ou les indicateurs **non financiers** relatifs aux facteurs **environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)** sont de nature aussi bien quantitative que qualitative.

Ces données très variées liées à la durabilité et aux facteurs ESG – émissions de gaz à effet de serre (GES), diversité en milieu de travail, composition des conseils d'administration, etc. – ont conduit, comme l'explique la partie 4, à une pléthore d'organismes de normalisation et de cadres d'application volontaire. On observe une hausse de l'intérêt suscité par les indicateurs ESG du [Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques](#) (GIFCC) et du livre blanc [Measuring Stakeholder Capitalism: Towards Common Metrics and Consistent Reporting of Sustainable Value Creation](#), publié en 2020 par le Conseil international des affaires du Forum économique mondial (FEM) à l'issue d'un projet lancé en 2017. Les organismes de normalisation et d'élaboration de cadres d'application volontaire se sont soit regroupés sous l'égide de l'[International Sustainability Standards Board](#) (ISSB) (KPMG, 2022, p. 2), soit engagés à collaborer avec ce dernier. (Voir la [partie 4](#) de la série.)

Les indicateurs ont pour but d'arrimer les stratégies et valeurs des grandes entreprises aux [objectifs de développement durable](#) (ODD) des Nations Unies ([figure 2](#)) et d'uniformiser, entre les régions et les secteurs, les informations et les données comparatives que contiennent les rapports annuels courants (FEM, 2020). Pour l'heure, « les entreprises qui adoptent les indicateurs du capitalisme des parties prenantes établis par le FEM [peuvent] se doter des capacités nécessaires avant que les obligations d'information et les normes mondiales [de l'ISSB] n'entrent en vigueur » (KPMG, 2022).

« [L]es entreprises qui alignent leurs objectifs sur les aspirations à long terme des populations, à savoir les ODD, sont les plus à même de créer de la valeur à long terme tout en générant des retombées positives pour le monde des affaires, l'économie, l'humanité et la planète. C'est là la vraie définition du capitalisme des *parties prenantes* [par opposition au capitalisme des actionnaires]. » (Les caractères italiques sont de nous.)

KPMG, 2022

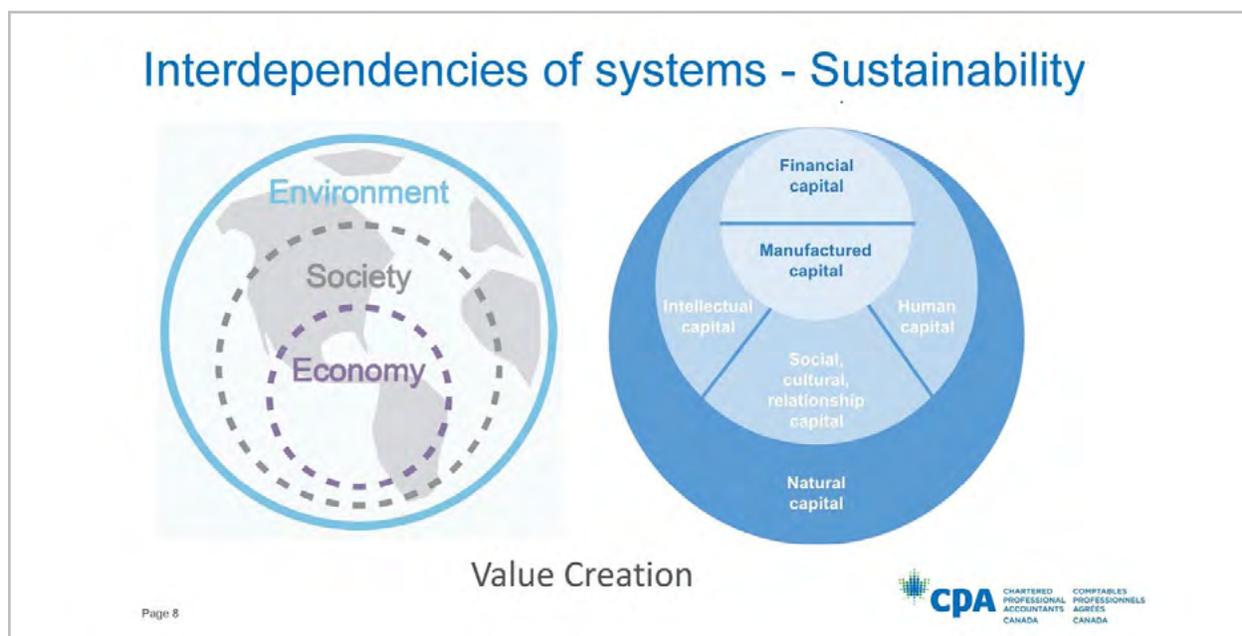
Selon le FEM, les indicateurs associés à la création de valeur sont organisés « autour de quatre piliers alignés sur les ODD et les principaux domaines ESG : les personnes, la prospérité, la planète et les principes de gouvernance » (KPMG, 2022).

Le **capital** s'entend des extrants (capital utilisé) et des retombées (capital touché) qui font partie de la création de valeur d'une organisation.

## Les catégories de capital

Il y a interdépendance entre l'économie, la société et l'environnement. L'économie a besoin de la société, et ces deux dernières sont tributaires de l'environnement, fait valoir la conférencière [Davinder Valeri](#). Inextricablement liées à cette interdépendance, les différentes catégories de **capital** occupent une place centrale dans la création de valeur. (Voir la figure 1).

FIGURE 1 : CRÉATION DE VALEUR ET INTERDÉPENDANCE DES SYSTÈMES



Source : Davinder Valeri.

Les comptables et les professionnels de la finance connaissent bien les trois catégories traditionnelles de capital que sont le capital **manufacturier**, le capital **financier** et le capital **intellectuel**. L'environnement est un intrant, et les émissions de gaz à effet de serre, des extrants, qui intéressent le capital **naturel**. Cependant, dans une perspective de résilience à long terme, l'experte conseille également aux entreprises de mesurer et de gérer le capital **humain et social**<sup>2</sup>, le « S » du sigle ESG.

### Exemples de capital humain et social, le « S » du sigle ESG

L'évolution rapide des technologies nécessite du capital humain, notamment des connaissances individuelles et de nouvelles aptitudes et compétences.

Ce **capital humain** est nourri par l'apprentissage en contexte scolaire ou professionnel. Au sein d'une entreprise, la formation peut signifier au départ une réduction du capital financier, lequel peut finir par augmenter grâce à des gains de productivité.

La pandémie de COVID-19 a mis au jour des lacunes sociétales en matière, entre autres, d'équité, de diversité et de soins de santé, lacunes que les organisations peuvent contribuer à combler.

Le **capital social et relationnel** englobe l'usage qu'une entreprise fait de la société et des parties prenantes autres que les actionnaires, et l'incidence que l'entreprise a sur ces tiers, notamment par l'effet de « normes, valeurs et conceptions communes » (FEM, 2020). Ce peut être la « valeur ajoutée à la société par les produits, les services et les activités d'une entreprise, ainsi que par les relations à l'intérieur de l'entreprise et entre les collectivités, les groupes de parties prenantes et d'autres réseaux » (Réseau de leadership des chefs des finances de l'ACD, 2017).

« Le capital social complète le capital économique en affirmant la valeur des relations humaines dans des dénominations qui ne sont pas nécessairement des dollars. Cette distinction est particulièrement utile pour les communautés autochtones, qui ne disposent peut-être pas d'une quantité illimitée d'argent, mais qui ont des personnes ainsi que de riches traditions culturelles, des enseignements et des valeurs. »

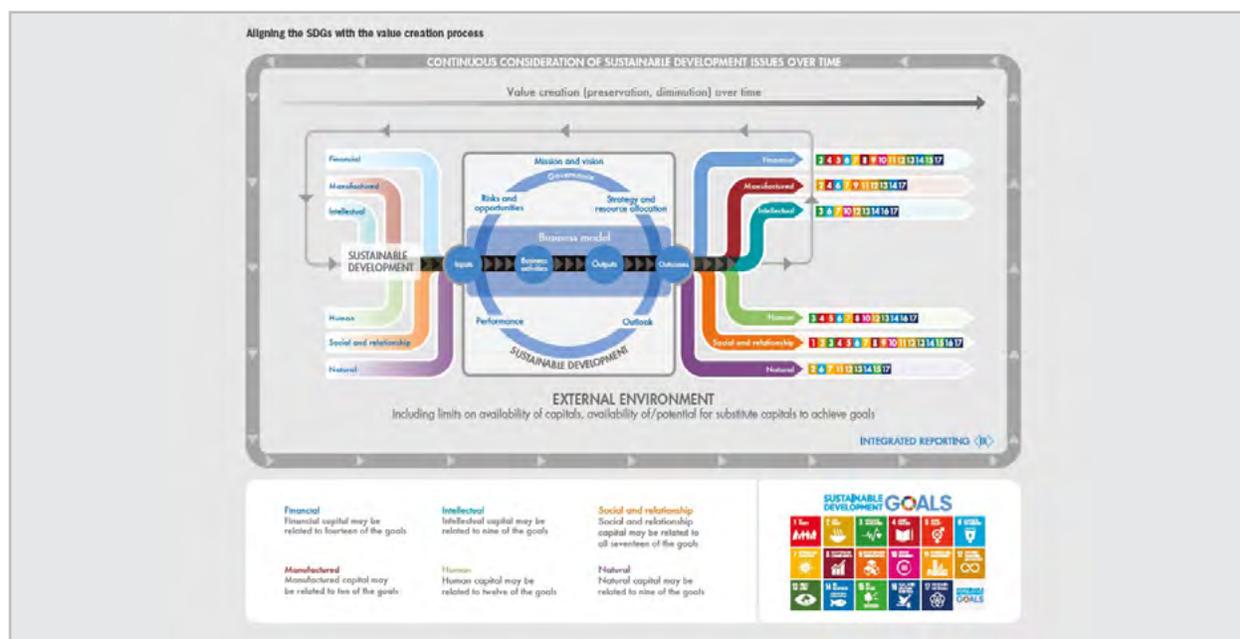
Wayne K. Spear, rédacteur, *Journal des dirigeants autochtones (JAM)* (Spear, 2022)

La [figure 2](#) montre que le capital accru, réduit ou transformé par les activités d'une entreprise, en application de son modèle d'affaires et de sa stratégie, pourrait se répercuter positivement ou négativement sur plusieurs ODD. Par exemple, une augmentation du recours à des sources d'énergie renouvelables et un accroissement de la diversité en milieu de travail enrichissent le capital naturel et humain, et peuvent contribuer à l'atteinte de l'ODD 5 (égalité entre les sexes), de l'ODD 7 (énergie propre et d'un coût abordable), de l'ODD 10 (inégalités réduites) et de l'ODD 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques) (Adams, 2017).

2 Le document [A4S Essential Guide: Social and Human Capital Accounting](#) illustre des moyens concrets. La [Section canadienne du Réseau de leadership des chefs des finances de l'ACD](#) (en anglais) donne des exemples où des chefs des finances de grandes entreprises collaborent afin d'intégrer la gestion des enjeux sociaux et environnementaux aux processus opérationnels et aux décisions stratégiques. En 2017, CPA Canada s'est associée au projet ACD pour doter le Réseau de leadership des chefs des finances d'une section canadienne (CPA Canada, 2022b).

« Que le capital appartienne ou non à l'organisation qui l'utilise ou l'affecte, les variations de sa disponibilité, de sa qualité et de son abordabilité peuvent avoir des conséquences sur la viabilité à long terme du modèle d'affaires de l'organisation et, par conséquent, sur sa capacité à créer de la valeur au fil du temps. C'est particulièrement le cas d'un capital non renouvelable dont la quantité est limitée » (IIRC, 2013).

**FIGURE 2 : PUBLICATION DE RAPPORTS INTÉGRÉS (<IR>) - MISE EN COHÉRENCE DES ODD ET DE LA CRÉATION DE VALEUR**



Source : Adams, 2017.

## Les indicateurs nuisibles à la durabilité

### Les taux d'actualisation

« Certes, un dollar aujourd'hui vaut plus qu'un dollar demain, mais en utilisant un taux d'actualisation, on se prononce sur la valeur de l'avenir. »

ANDY HOFFMAN

Dans son ouvrage [The Economics of Climate Change: The Stern Review](#) (communément appelé le rapport Stern), paru en 2006, Nicholas Stern disait que le coût de l'inaction sur le front climatique excédait de loin celui de l'action et qualifiait la crise climatique de **pire échec du marché** jamais observé (Carrington, 2021). (Les caractères gras sont de nous.)

Le conférencier [Andy Hoffman](#) rapporte que Nicholas Stern a jeté un pavé dans la mare en appliquant des taux d'actualisation extrêmement bas dans le calcul du coût des changements climatiques et du coût de l'action climatique. C'est que, de l'avis de Stern, le recours à un taux d'actualisation est parfois intrinsèquement immoral. « Le simple fait d'utiliser un taux d'actualisation de 10 % de manière linéaire, revient à exclure tout ce qui dépasse un horizon de dix ans, et donc à en nier la valeur », explique le conférencier.

Lors de la [Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques](#) de 2021 (COP26), Nicholas Stern s'est exprimé ainsi : « En d'autres mots, les économistes ont grandement sous-estimé la valeur de la vie des jeunes et des générations futures, pourtant menacés plus que tous par les conséquences dévastatrices des changements climatiques [...]. Dans les faits, l'application de taux d'actualisation a engendré une **discrimination basée sur la date de naissance** » (Carrington, 2021). (Les caractères gras sont de nous.)

## Le produit intérieur brut

« Le produit intérieur brut (PIB) est la mesure standard de la valeur ajoutée créée grâce à la production de biens et de services dans un pays pendant une période donnée. Il mesure également le revenu généré par cette production, ou encore le montant total dépensé pour les biens et les services finaux (diminué des importations).

« Bien que le PIB soit l'indicateur le plus important pour capturer l'activité économique, il ne fournit pas une mesure adéquate du bien-être matériel des individus pour lequel d'autres indicateurs sont plus appropriés » (OCDE, s.d.).

« Depuis les années 1970, on reproche souvent aux tenants du PIB de faire fi de l'épuisement des ressources et de la dégradation de l'environnement, ou plutôt de traiter cet épuisement des ressources et cette dégradation de l'environnement comme un apport à la production économique. Par exemple, la vente de produits forestiers extraits d'une forêt pluviale ferait augmenter le PIB, même si elle causerait des effets délétères sur la croissance économique et le bien-être à long terme » (Schweinfest et autres 2021).

## Autres indicateurs à envisager

### Comptabilité économique et environnementale : cadres macroéconomiques

Le conférencier [Michael Vardon](#) explique que les méthodes actuelles de comptabilité macroéconomique sont incomplètes, parce qu'elles ne rendent pas compte d'une grande partie des échanges entre l'économie et l'environnement, dont le coût d'utilisation des ressources naturelles<sup>3</sup>.

La comptabilité est une affaire d'opérations. Dans notre profession de comptables, nous avons l'habitude de flux de trésorerie associés à des biens et services. « Nous avons cependant de la difficulté avec certaines opérations non monétaires; je pense surtout aux **services écosystémiques** et aux **résidus** (p. ex., les émissions de CO<sub>2</sub>) que nous rejetons dans la nature, fait valoir Michael Vardon. En règle générale, nous ne comptabilisons pas nos transactions avec l'environnement. »

« Quand on ne consigne pas les ressources consommées ni les résidus générés, on omet d'en payer le prix et d'en comptabiliser le coût. On ne peut pas les gérer sans les mesurer. »

D'où la pertinence de la comptabilité environnementale.

En 1992, en réponse à la Commission Brundtland (voir la [partie 2](#) de cette série), lors du Sommet planète Terre des Nations Unies à Rio de Janeiro, le plan [Action 21](#) (en anglais) appelait à **l'incorporation de l'environnement**

<sup>3</sup> Pour en savoir plus sur la comptabilisation du capital naturel, voir Vardon (2022).

« La comptabilité environnementale est une extension naturelle de la comptabilité traditionnelle des entreprises et des pays. »

MICHAEL VARDON

#### [Le Cadre de comptabilité écosystémique du Système de comptabilité environnementale et économique \(SCEE\) \(en anglais\)](#)

Le PIB « [...] mesure tout, sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue. »

Robert F. (Bobby) Kennedy (Glaser Progress Foundation, 2008)



À visionner : [Making Nature Count with the System of Environmental-Economic Accounting](#) (Nations Unies, 3 mars 2021).

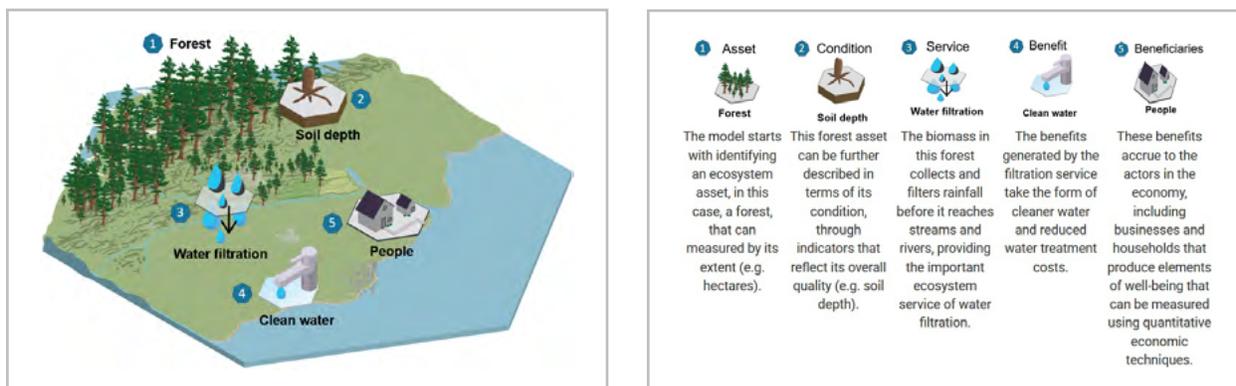
Pour dépasser le PIB et prendre en compte la nature, les Nations Unies ont adopté le Système de comptabilité économique et environnementale :

« Depuis 75 ans, nous mesurons notre succès et notre bien-être en dollars de PIB et refilons à la nature la note de la pollution, de la déforestation et de la dégradation qu'engendrent nos activités. [En 2021], nous commençons à changer les choses sur ce plan. Soucieuse d'aller au-delà du PIB et d'enfin prendre en compte la nature, la Commission de statistique des Nations Unies entend adopter [le [Cadre de comptabilité écosystémique du Système de comptabilité environnementale et économique](#)]. » (Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, 3 mars, 2021).

au [système des comptes nationaux](#)<sup>4</sup> (en anglais) des pays. En 1993, le [Système de comptabilité environnementale et économique](#) (SCEE) (en anglais) des Nations Unies a vu le jour. En 2012, le [Cadre central du SCEE](#) (en anglais) a été reconnu comme norme statistique internationale par les Nations Unies. Il est employé en tout ou en partie par quelque 90 pays, y compris le Canada (pour les émissions de GES); les comptes environnementaux sont par ailleurs obligatoires au sein de l'UE<sup>5</sup>.

Si le Cadre central du SCEE traite individuellement les actifs environnementaux (ressources en eau, ressources énergétiques, etc.), le [Cadre de comptabilité écosystémique du SCEE](#) (en anglais) adopté en 2021 va plus loin. Il s'intéresse à l'**étendue** et à la **condition** d'un écosystème, ainsi qu'à ses bénéfices et à ses bénéficiaires. Il « traduit une **approche spatiale** de la comptabilité [car] les bénéfices qu'une société tire des écosystèmes dépendent de l'emplacement des actifs écosystémiques par rapport à celui des bénéficiaires » (SCEE des Nations Unies, 2021). (Voir la figure 3.)

**FIGURE 3 : MODÈLE CONCEPTUEL DE COMPTABILITÉ ÉCOSYSTÉMIQUE – LES ACTIFS ÉCOSYSTÉMIQUES PROCURENT DES SERVICES AUX BÉNÉFICIAIRES À L'INTÉRIEUR D'UNE RELATION SPATIALE**



Source : SCEE des Nations Unies, 2021.

Ce cadre apporte des réponses notamment aux questions suivantes : Quelle est la contribution des écosystèmes et des services écosystémiques à l'économie, au bien-être collectif, aux emplois et à la subsistance? À quoi ressemblent les estimations de la richesse et du potentiel économique d'un pays si l'on prend en compte l'état de son environnement? (SCEE des Nations Unies, 2021.)

Il peut être plus profitable de garder les forêts debout que d'en faire du bois d'œuvre, vu les nombreux bénéfices qu'elles procurent : filtration de l'air et de l'eau, rétention du sol, consolidation des pentes, atténuation du ruissellement, etc.

4 Le [Système canadien des comptes macroéconomiques](#) (SCCM) et ses énoncés statistiques d'ordre économique fournissent un portrait agrégé de l'activité économique au cours d'une période donnée.

5 Par exemple, voir Statistique Canada (26 mars 2021), [Système de comptabilité économique et environnementale du Canada : utilisation d'énergie et émissions de gaz à effet de serre, 2018](#).

« L'adoption de ce cadre économique et environnemental est un progrès de taille dans la transformation de notre façon de voir la nature et de la valeur que nous y accordons [...] Nous devons absolument tenir compte de sa valeur véritable dans nos politiques, nos plans et nos systèmes économiques. Les effets positifs seront immenses. »

ANTÓNIO GUTERRES, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
(DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DES NATIONS UNIES, MARS 2021)

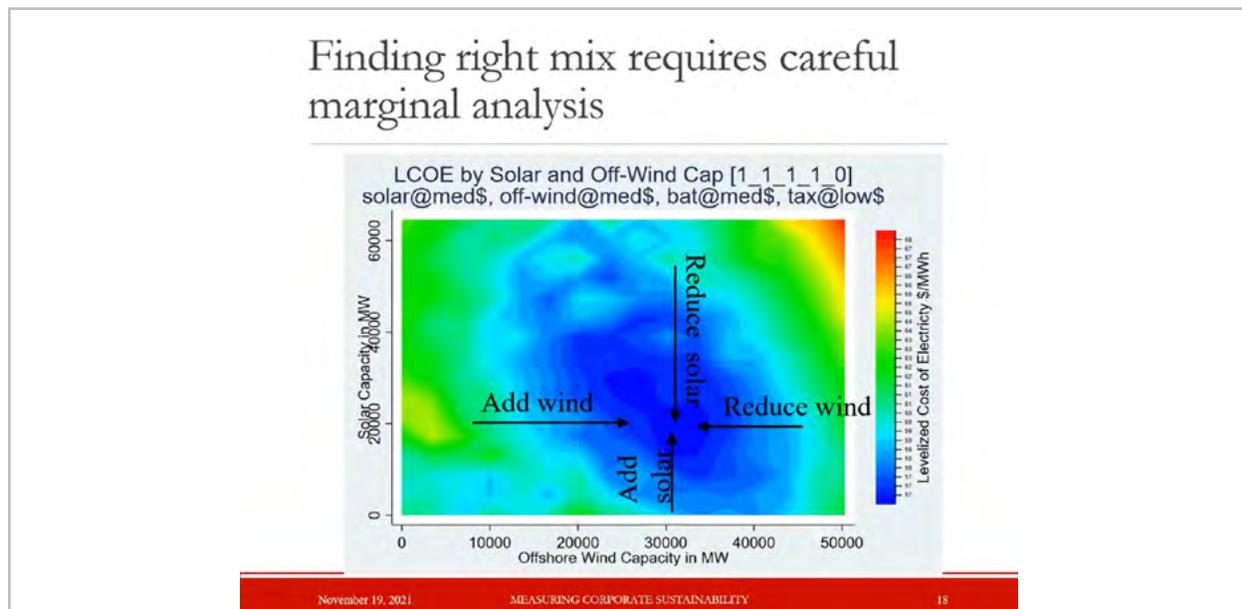
## Les limites des indicateurs

« Quels sont les effets marginaux des activités de l'entreprise sur le bien-être? À mon avis, c'est ce que nous devons mesurer si la durabilité des entreprises nous intéresse vraiment. »

ANDREW KING

Le conférencier [Andrew King](#) estime que la durabilité d'une entreprise est extrêmement difficile à calculer et que nous devons comprendre les limites entourant ce que nous pouvons mesurer tout court, et ce que nous pouvons mesurer avec justesse. Plutôt que de s'interroger sur la durabilité de telle ou telle entreprise, il s'intéresse au système économique, environnemental et social dans lequel nous évoluons et à sa durabilité. Il a signé avec Kenneth Pucker un article intitulé [Heroic Accounting](#), dans lequel ils mettent le public en garde contre la **comptabilisation des retombées**. Les tenants de cette idée, dont les responsables du projet [Impact Weighted Accounts](#) de la Harvard Business School, cherchent à comptabiliser et à monétiser les conséquences externes, et à faire en sorte que les comptes financiers d'une entreprise reflètent ses résultats financiers, sociaux et environnementaux.

FIGURE 4 : L'OPTIMISATION PASSE PAR UNE ANALYSE MARGINALE



Source : Le conférencier Andrew King.

Les coauteurs concluent que « les nouvelles propositions consistant à monétiser les conséquences planétaires des activités des entreprises sont attrayantes, mais irréalisables et périlleuses ».

T. Robert Zhochowski, Katie Panella et Ben Carpenter (2022) rétorquent dans leur article [Fair Accounting](#) que « la monétisation des externalités des entreprises est une évolution possible, opportune et nécessaire » (King et Pucker, 2021).

Andrew King prévient que les indicateurs actuels risquent de ne pas donner un portrait fidèle de la durabilité des entreprises, soulignant que, dans certains cas :

- **Ils reposent sur des simplifications dangereuses.** « La durabilité étant un concept systémique, la “durabilité de l’entreprise” correspond à l’incidence de l’entreprise sur le système dans son ensemble », explique Andrew King. « Or, [son évaluation] nécessite de grandes quantités d’informations sur l’entreprise, l’économie et chacun des effets sur les ressources, et pour l’effectuer, il faut calculer la réponse du système entier. »
- **Ils font fi des spécificités locales et des compromis entre les retombées.** Par exemple, au sein du réseau électrique de la Nouvelle-Angleterre, une centrale au gaz naturel a sa place, parce qu’elle peut pallier les insuffisances des énergies renouvelables. « Elle contribue à la durabilité du réseau », dit Andrew King. « Si le gaz naturel n’était pas là, il faudrait se tourner vers le charbon, ce qui serait pire pour l’environnement. Or, en Islande, une centrale au gaz naturel viendrait remplacer les sources géothermales et hydrauliques déjà disponibles, ce qui serait contre-productif. Le type de centrale et les émissions sont identiques, mais les implications diffèrent. »

- **Ils mesurent les effets moyens, mais pas les effets marginaux.** Par exemple, pour les quantités émises, les coûts associés aux émissions et les salaires, on mesure actuellement des **moyennes**. Andrew King est d'avis qu'il vaudrait mieux penser en **vecteurs** et s'interroger sur les effets d'une variation des intrants. Par exemple, l'énergie solaire peut perdre de la valeur par temps ensoleillé, si l'électricité produite dépasse les besoins. Une partie du surplus pourra être stockée dans des batteries ou envoyée vers les usagers d'un réseau flexible, mais une autre partie sera gaspillée. Bref, le **coût marginal** de l'énergie solaire monte, et sa valeur marginale baisse. On a analysé le réseau électrique de la Nouvelle-Angleterre en se penchant sur la **valeur marginale** de l'énergie solaire par rapport à celle de l'énergie éolienne. Dans la [figure 4](#), plus le bleu est foncé, moins le coût pour le consommateur et le coût de production sont élevés (selon un ensemble de contraintes conditionnelles) et, par conséquent, plus les bénéfices sont grands.
- **Ils peuvent se révéler contre-productifs.** Andrew King soutient qu'en ne mesurant pas les bonnes choses ou en proposant aux entreprises les mauvais incitatifs, on peut causer à la population plus de tort que de bien. Qu'en est-il, par exemple, d'une entreprise pharmaceutique qui investit dans la réduction de sa consommation d'eau à un endroit où cette ressource est abondante, alors qu'elle pourrait consacrer ces sommes à la production d'un médicament contre une maladie qui fait des millions de morts? Selon lui, si l'entreprise n'utilise pas efficacement son temps ou son argent, le bien-être humain ne connaîtra pas d'amélioration notable.

## La réglementation éclairée par l'expertise comptable sauvera-t-elle le monde?

Andrew King préconise d'axer nos efforts sur l'**écoefficacité** (plutôt que sur la durabilité) et l'**action politique** pour **favoriser la réglementation**. Il insiste sur les gestes que peuvent poser volontairement les entreprises de quelques secteurs d'activité, faisant valoir que des initiatives individuelles ou locales peuvent catalyser des interventions réglementaires. Par exemple, « [...] les moyens pris [en Californie] pour réduire les émissions des véhicules ont débouché sur des mesures législatives nationales » (King et Pucker, 2021).

**« Il ne s'agit pas de porter aux nues ou de vouer aux gémonies telle ou telle entreprise [...] Il s'agit plutôt de légiférer et, par exemple, de mettre un prix sur le carbone et la destruction des forêts. Nous avons besoin de mécanismes pour limiter les importations et les intrants associés à des préjudices sociaux ou environnementaux importants. Nous devons établir les règlements, les prix et les règles du jeu qui conviennent. »**  
(Les caractères italiques sont de nous.)

ANDREW KING

« La comptabilité environnementale est une extension naturelle de la comptabilité des entreprises et des pays », explique le conférencier Michael Vardon.

Ce dernier estime que l'un des principaux rôles des comptables consiste à fournir des informations et de les rendre objectives. Le plus souvent, notre travail éclaire des décideurs. Ceux-ci ne prennent pas toujours les décisions que nous voudrions, mais ils le font en s'appuyant sur les bonnes informations, et on peut espérer que ces bonnes informations conduiront à de meilleures décisions. Les **pressions du milieu comptable** doivent être suivies d'**actions politiques** : il faut que les décideurs soient plus nombreux à comprendre et à utiliser les données.

La conférencière Davinder Valeri ajoute que, grâce à leurs compétences (actuelles ou visées), les CPA peuvent assurer la qualité des données et aider les entreprises à prendre des décisions génératrices de valeur. Ces rôles ont été explorés en détail dans les documents [Création de valeur : de la mesure à la décision](#) et [Le rôle du professionnel comptable dans la gestion des données](#) de CPA Canada.

## Appel à l'action : ce que doivent savoir les CPA tournés vers l'avenir

Dans le document *Tracer la voie pour l'avenir de la profession : la grille de compétences CPA 2.0*, on lit ce qui suit sous « Sens éthique des CPA » : « Les CPA apportent logique et structure aux activités de mesure et d'analyse des données afin d'en tirer de l'information fiable et utile à la prise de décisions tout en s'assurant de bien comprendre la provenance des données qu'ils utilisent. Ils veillent à la collecte des données pertinentes ainsi qu'à la protection des systèmes d'information (dont la protection de la confidentialité des données).

« Il est essentiel de maintenir l'intégrité des données et de l'information, de s'assurer que les données et les systèmes sont exempts de partis pris, et de faire preuve de transparence à l'égard de l'information obtenue » (CPA Canada, 2022a).

Sous « Information non financière », on lit ce qui suit :

- compréhension du rôle de l'information sur le rendement de l'organisation s'appuyant sur des données non financières;
- compréhension du rôle de la stratégie et de la gouvernance;
- application des cadres de durabilité et d'autres cadres de référence;
- présentation des activités dans des situations différentes et nouvelles (c'est-à-dire au-delà de l'information financière traditionnelle).

« L'analyse des données et la pensée systémique sont particulièrement importantes pour l'information non financière. »

Puis sous « Sens éthique des CPA », on peut lire :

« Nous créons de la valeur et la préservons pour les parties prenantes en apportant logique, structure et fiabilité à l'information ainsi qu'au processus de mesure et de gestion du rendement. »

« Nous sommes tournés vers l'avenir et nous accueillons favorablement le changement et les nouvelles technologies, ce qui nous permet d'anticiper les occasions, de créer de la valeur à long terme et de la maintenir ainsi que de gérer les risques pour les particuliers, les organisations et, plus globalement, la société et la planète » (CPA Canada, 2022a).

La quatrième des six parties de cette série porte sur la consolidation et la normalisation de l'information et des indicateurs relatifs à durabilité, des tendances lourdes soutenues par les marchés financiers et les acteurs du commerce international. Par le truchement du nouvel ISSB, les comptables parviendront possiblement à convaincre les autorités de réglementation de changer les règles du jeu.

## Références de la partie 3

Adams, C. A. (2017). [\*The Sustainable Development Goals, integrated thinking and the integrated report\*](#). International Integrated Reporting Council (IIRC) and Institute of Chartered Accountants of Scotland (ICAS).

Bakker, P. (5 mars 2013). [\*Accountants Will Save the World\*](#). *Harvard Business Review*.

Carrington, D. (26 octobre 2021). [\*Climate crisis: economists 'grossly undervalue young lives', warns Stern: Economists have failed to take account of 'immense risks and potential loss of life', says author of landmark review\*](#). *The Guardian*.

CPA Canada ([janvier] 2022a). [\*Tracer la voie pour l'avenir de la profession : la Grille de compétences CPA 2.0\*](#).

CPA Canada (2022b). [\*Association pour la comptabilité durable \(ACD\) : comptabilisation du capital social et humain\*](#). [Page Web]

Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (3 mars 2021). [\*Making Nature Count with the System of Environmental-Economic Accounting\*](#). [Vidéo de 1 min 59 s], YouTube.

Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (mars 2021). [\*Countries agree to go beyond GDP with new framework that accounts for nature's contribution to economy: UN adopts landmark framework to integrate natural capital in economic reporting\*](#).

Forum économique mondial (FEM) (septembre 2020). [\*Measuring Stakeholder Capitalism: Towards Common Metrics and Consistent Reporting of Sustainable Value Creation\*](#). [Livre blanc]

International Integrated Reporting Council (IIRC) (mars 2013). [\*Capitals Background Paper for <IR>\*](#).

King, A. A. et Pucker, K. P. (20 septembre 2021). [\*Heroic Accounting\*](#). *Stanford Social Innovation Review*.

KPMG (janvier 2022). [\*Measuring Stakeholder Capitalism: WEF IBC Common Metrics: Implementation guide for sustainable value creation\*](#).

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (s.d.). [\*Produit intérieur brut \(PIB\)\*](#). *Données de l'OCDE*.

Réseau de leadership des chefs des finances de l'Association pour la comptabilité durable (ACD) (25 mai 2017). [\*Executive Summary: A4S Essential Guide Series: Social and Human Capital Accounting\*](#).

Spear, W. K. (mars 2022). [Le capitaliste social : dans quelle mesure comprenez-vous la richesse unique des personnes qui font partie de votre vie?](#) *Journal des dirigeants autochtones (JAM)*, vol. 3, no 30, p. 2.

Système de comptabilité environnementale et économique des Nations Unies (SCEE des Nations Unies) (2021). [Ecosystem Accounting](#). [Site Web]

Vardon, M. (2022). [Natural capital accounting: what we know and what we need](#). *Philip Brown Seminar Series*, University of Western Australia.

Voir demain de CPA Canada, International Federation of Accountants (IFAC) et Institute of Chartered Accountants of Scotland (ICAS) (2 février 2021). [Le leadership axé sur l'éthique, à l'ère de la complexité et du changement numérique](#).

Zochowski, T. R., Panella, K. et Carpenter, B. (8 février 2022). [Fair Accounting](#). *Stanford Social Innovation Review*.

## PARTIE 4

# Information et certification en durabilité : les comptables prennent les devants

La quatrième partie de cette série de six lectures de 10 minutes présente les points saillants du [colloque MMPA de 2021](#)<sup>1</sup> (en anglais) sur le thème **Durabilité : Un appel à l'action**. Elle porte sur les occasions, les défis et les forces souvent contradictoires avec lesquels doivent composer les comptables, les entreprises, les collectivités et les États dans leurs pratiques en matière de durabilité, leur transition vers cette dernière et leur adhésion aux principes qui y sont liés.

## Table des matières

<b>Le contexte actuel de l'information sur la durabilité</b>	<b>53</b>
<b>L'IFRS Foundation et son avenir en matière d'information sur la durabilité</b>	<b>54</b>
Un appui de taille	54
Un nouveau conseil de normalisation : l'ISSB	55
L'ISSB regroupe certains des principaux cadres volontaires et normalisateurs	56
L'ISSB collabore avec la Global Reporting Initiative.	56
L'ISSB publie des prototypes de normes sur les informations à fournir en lien avec les changements climatiques et sur les obligations d'information générales	56
L'ISSB accroît la diversité sur le plan de la géographie et de l'expérience	57
L'ISSB assurera la liaison avec le nouveau Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité	57
L'ISSB suscite certaines inquiétudes	58
Quel est le rôle des gouvernements?	59
Rendre obligatoire l'application des normes de l'ISSB	59

1 Le colloque MMPA de 2021 est organisé par le [programme de maîtrise en gestion et comptabilité professionnelle](#) (MMPA) et le [BIGDataAIHUB](#) de l'[Institute for Management & Innovation](#) de l'[Université de Toronto à Mississauga](#). Le programme MMPA combine un programme de maîtrise en administration des affaires à l'acquisition de compétences techniques et en leadership qui sont essentielles dans la profession comptable. Rappel : cette série ne présente que certains points saillants tirés des exposés riches en informations offerts dans les conférences et les périodes de questions subséquentes. Pour en savoir plus, [consultez le site Web du colloque](#).

<b>Certification de l'information non financière</b>	<b>60</b>
Concurrence en matière de normes de certification	<b>60</b>
<b>Appel à l'action : ce que doivent savoir les CPA tournés vers l'avenir</b>	<b>61</b>
Le rôle des CPA dans la présentation d'informations fiables – <i>Grille 2.0</i>	<b>61</b>
<b>Références de la partie 4</b>	<b>63</b>

La première partie, [Durabilité : les impératifs](#), explore les facteurs de durabilité et explique pourquoi l'inaction n'est plus une option.

La deuxième partie, [Durabilité : définitions et perspectives](#), traite de la disparité des définitions qui existe selon que l'on considère la durabilité du point de vue d'une entreprise, de l'environnement, d'un exploitant ou d'un gardien. Le marché est-il la solution aux défis inhérents à la durabilité?

La troisième partie, [Indicateurs de durabilité : les comptables peuvent-ils sauver le monde?](#), s'intéresse aux indicateurs qui nuisent à la durabilité et à ceux qu'il convient de prendre en considération. Vous y examinerez l'évaluation au-delà de la monétisation, et serez mis en garde contre la simplification à outrance.

Cette quatrième partie, **Information et certification en durabilité : les comptables prennent les devants**, étudie la forte tendance, portée par les marchés financiers et le commerce international, à consolider et à normaliser l'information et les indicateurs liés à la durabilité. Grâce au nouveau Conseil des normes internationales d'information sur la durabilité (International Sustainability Standards Board – ISSB), les comptables parviendront peut-être à convaincre les autorités de réglementation de changer les règles du jeu.

La cinquième partie, [L'engagement mondial du Canada : atteindre la carboneutralité](#), explore les engagements mondiaux du Canada en matière de durabilité, le rôle que jouera Comptables professionnels agréés du Canada (CPA Canada) dans leur réalisation, et les conflits et contradictions auxquels sont confrontées les économies dans leur transition vers la carboneutralité.

La sixième et dernière partie, [Appel à l'action : préparer des CPA tournés vers l'avenir](#), se penche sur ce que nous pouvons faire, comme professionnels et particuliers, pour favoriser un mode de vie plus durable. Elle examine en détail les nouvelles compétences exigées pour l'obtention du titre canadien de CPA et les étapes à franchir pour progresser vers des économies plus durables.

Dans la [partie 1](#) et la [partie 2](#), [Andy Hoffman](#) a présenté l'évolution des cadres volontaires d'information sur la durabilité et des normalisateurs de ce domaine. Il a déclaré que le marché est l'institution la plus puissante sur terre, et que l'entreprise est l'entité la plus puissante au sein du marché. Dans la [partie 3](#), nous avons découvert la forte tendance à la consolidation et à l'uniformisation des indicateurs et de l'information, tendance menée par les marchés des capitaux et les entreprises internationales à travers le **Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques** (GIFCC) et les **initiatives du Forum économique mondial** (FEM).

À présent, dans la partie 4 de la série, [Maria Theofilaktidis](#) et [Roger Simnett](#) relatent le parcours qui a abouti à la création du **Conseil des normes internationales d'information sur la durabilité** (International Sustainability Standards Board ou **ISSB**), qui jouit d'un appui majeur. Pour sa part, [Davinder Valeri](#) nous traite du soutien de CPA Canada et de ce qu'il signifie pour les CPA du pays. Enfin, [Roger Simnett](#) s'intéresse à l'évolution de la certification en marge des nouvelles normes.

## Le contexte actuel de l'information sur la durabilité



« [...] Partout dans le monde, les préparateurs et les consommateurs de données sur les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) demeurent confrontés à une profusion de référentiels et de normes qui ne permettent pas la fourniture d'informations uniformes et comparables. »

FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL, 2021

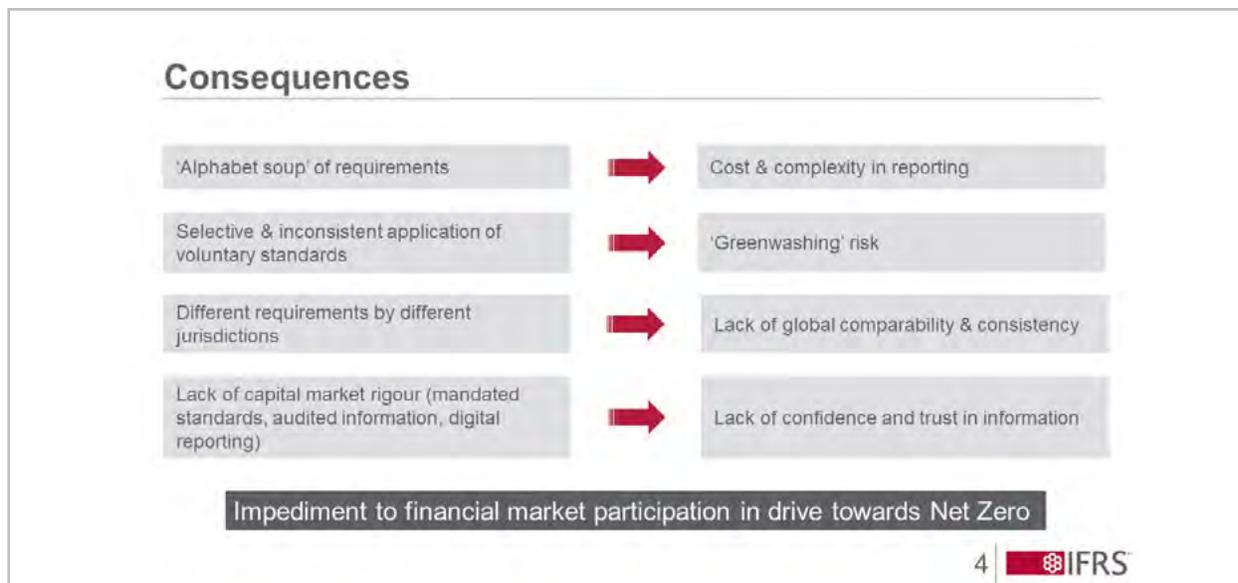
Selon [Maria Theofilaktidis](#), « les marchés des capitaux ont manifestement besoin d'informations pour fonctionner efficacement et évaluer les risques et les possibilités qui se présentent à chaque entreprise. Aujourd'hui, ils doivent également connaître les risques liés aux facteurs ESG. Par conséquent, la demande des investisseurs pour des informations de haute qualité est devenue énorme. Les investisseurs tiennent à fournir des capitaux – à condition de le faire efficacement ».

La réponse à cette demande a donné lieu à différents problèmes en matière d'information sur la durabilité ([figure 1](#)) :

- Il existe un **assortiment confus** d'initiatives volontaires internationales et de cadres visant un vaste éventail d'objectifs et d'utilisateurs : investisseurs, marchés des capitaux, ONG et autres. Ce n'est pas le contenu des cadres volontaires qui pose problème, mais bien leur nombre, qui rend la présentation de l'information encore plus coûteuse et plus complexe pour les investisseurs, les entreprises et les autorités de réglementation.
- Comme les cadres sont **volontaires** et que leur contenu et la méthodologie qui les sous-tendent peuvent varier, les entreprises peuvent choisir celui qui leur permettra de projeter une image plus verte qu'elle ne l'est en réalité (écoblanchiment).
- Les cadres sont **peu uniformes**. Compte tenu des disparités sur le plan des indicateurs de durabilité, des méthodologies des agences de notation et des exigences des autorités, il est possible que des rapports divergents soient produits pour une même entreprise.

Maria Theofilaktidis ajoute que le manque de confiance, de cohérence et de qualité quant aux informations présentées nuit aux efforts des marchés des capitaux pour réduire leurs émissions en vue de l'atteinte de la carboneutralité d'ici 2050.

FIGURE 1 : LE CONTEXTE ACTUEL DE L'INFORMATION SUR LA DURABILITÉ



Sources : Maria Theofilaktidis et IFRS Foundation.

## L'IFRS Foundation et son avenir en matière d'information sur la durabilité

### Un appui de taille

En octobre 2021, un mois avant le sommet mondial de l'ONU sur le climat, également appelé la [26<sup>e</sup> Conférence des parties](#) (COP26), 60 organisations réunissant des actifs de plus de 8,5 billions d'euros et des effectifs de plus de 5 millions de personnes ont publié une lettre ouverte pour appuyer l'ISSB. Dans cette lettre, elles déclarent ce qui suit :

L'uniformisation qui s'opère déjà dans la comptabilité financière est un modèle de réussite [pour les données sur les facteurs ESG]. Par le passé, la profession comptable devait composer avec la multiplication des indicateurs, des autorités et des organisations, et les démarches de coordination s'échelonnaient sur des décennies. Grâce aux règles comptables mondiales qui sont en place aujourd'hui, les entreprises de n'importe quel secteur et de n'importe quel pays présentent des résultats comparables et sont tenues de rendre des comptes aux investisseurs.

Le monde devrait s'inspirer de ces démarches pour obtenir rapidement le même résultat sur le plan des facteurs ESG. À cette fin, il devrait former un organisme indépendant pour garantir l'objectivité et établir une procédure officielle. C'est pourquoi nous soutenons résolument l'initiative de l'**International Financial Reporting Standards**

(IFRS) Foundation visant à créer un Conseil des normes internationales de durabilité (International Sustainability Standards Board – ISSB) chargé d'élaborer des normes en matière d'information sur la durabilité susceptibles d'être acceptées et adoptées dans le monde entier (FEM, 2021).

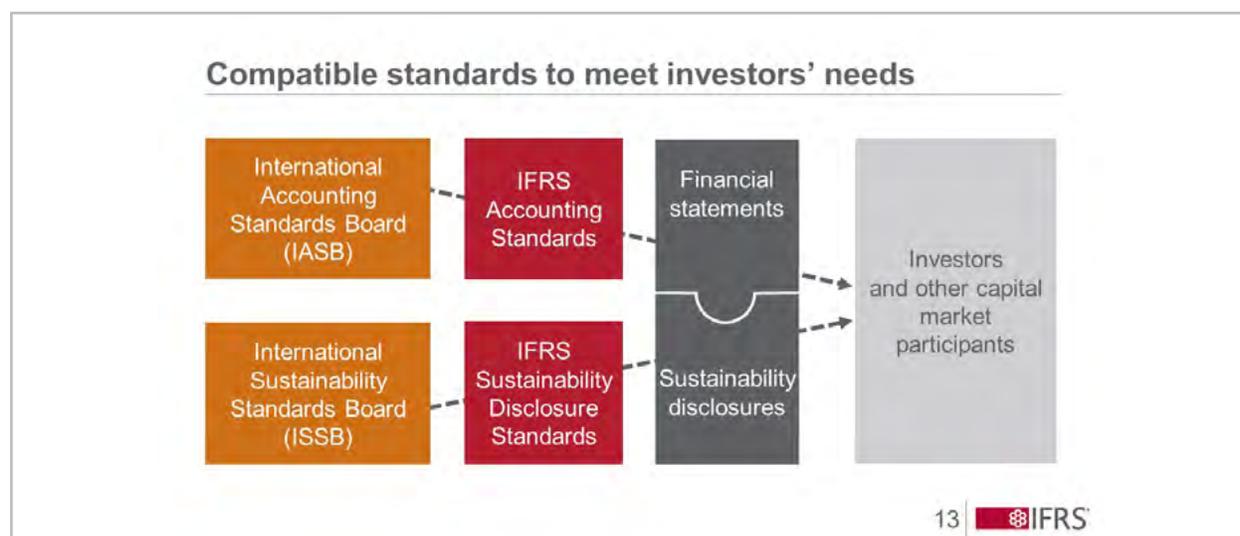
En novembre 2021, dans le cadre de la COP26, l'IFRS Foundation a annoncé la formation de l'ISSB.

### Un nouveau conseil de normalisation : l'ISSB

« L'objectif est que l'ISSB établisse un ensemble complet de normes d'information sur la durabilité afin de fournir aux investisseurs et aux autres intervenants du marché des informations sur les risques et les possibilités liés à la durabilité qui se présentent aux entreprises, de façon à les aider à prendre des décisions éclairées » (IFRS Foundation, 2021a). Sous la supervision de l'IFRS Foundation, l'International Accounting Standards Board (IASB) élabore des normes IFRS de comptabilité afin d'assurer la transparence, la responsabilité et l'efficacité des marchés financiers au niveau international; l'application de ces normes est obligatoire dans plus de 140 pays (IFRS, 2021).

Maria Theofilaktidis ajoute : « L'IASB et l'ISSB agiront en tant que conseils apparentés. On s'attend à une collaboration très étroite entre les deux pour assurer la connectivité et la compatibilité entre les normes de comptabilité de l'IASB et les normes d'information sur la durabilité de l'ISSB, ce qui favoriserait la complémentarité des normes et la fourniture d'informations exhaustives aux investisseurs. »

**FIGURE 2 : IFRS – COMPATIBILITÉ DES NORMES DE COMPTABILITÉ ET D'INFORMATION SUR LA DURABILITÉ**



Sources : Maria Theofilaktidis et IFRS.

### L'ISSB regroupe certains des principaux cadres volontaires et normalisateurs

Le nouvel ISSB est issu de la fusion entre le Climate Disclosure Standards Board (CDSB) et la Value Reporting Foundation (VRF), deux des principaux organismes consacrés à l'information sur la durabilité pour les investisseurs. Maria Theofilaktidis précise que la VRF est elle-même issue de la fusion entre le Sustainability Accounting Standards Board (SASB) et l'International Integrated Reporting Council (IIRC)<sup>2</sup>.

### L'ISSB collabore avec la Global Reporting Initiative

Lors de l'annonce initiale de la création de l'ISSB, [Roger Simnett](#) était d'avis que « l'initiative ne concerne pas nécessairement l'information sur la durabilité au sens large, comme c'est le cas avec la Global Reporting Initiative (GRI), mais bien l'information destinée aux investisseurs ». La GRI a participé à l'élaboration du projet du Conseil international des affaires du Forum économique mondial intitulé [Measuring Stakeholder Capitalism: Towards Common Metrics and Consistent Reporting of Sustainable Value Creation](#) (voir la [partie 3](#) de la série). En juillet 2021, la GRI et le Groupe consultatif pour l'information financière en Europe (European Financial Reporting Advisory Group ou EFRAG) ont été mandatés pour créer les nouvelles normes européennes d'information sur la durabilité (GRI, 2021).

En mars 2022, l'IFRS Foundation et la GRI ont annoncé leur volonté d'« harmoniser les normes visant les investisseurs des marchés financiers et celles visant de multiples parties prenantes, dans le but de créer une approche axée sur l'interrelation de l'information sur la durabilité et de l'information financière ».

« L'IFRS Foundation et la GRI concertent leurs efforts pour offrir deux piliers d'information internationale sur la durabilité. Le premier représente des normes IFRS d'information sur la durabilité créées par l'ISSB qui sont axées sur les investisseurs et les marchés des capitaux. Le second représente des obligations d'information sur la durabilité du GRI établies par le [Global Sustainability Standards Board](#) (GSSB) qui sont compatibles avec le premier pilier et conçues pour répondre aux besoins de multiples parties prenantes » (IFRS, 2022a).

### L'ISSB publie des prototypes de normes sur les informations à fournir en lien avec les changements climatiques et sur les obligations d'information générales

Publiés en novembre 2021 dans le cadre de la COP26, les prototypes ont été créés par le groupe de travail sur l'état de préparation technique (Technical Readiness Working Group) de l'ISSB, qui comprend l'IASB de l'IFRS Foundation, le CDSB, la VRF, le GIFCC et le FEM.

2 Voir la [partie 3](#) et le cadre d'information intégrée de l'IIRC, qui fait désormais partie du nouvel ISSB.

« Le [prototype de norme sur les informations à fournir en lien avec les changements climatiques](#) (en anglais) énonce les exigences en matière d'identification, d'évaluation et de présentation des informations financières liées aux changements climatiques » en fonction des quatre thèmes du GIFCC, soit la gouvernance, la stratégie, la gestion des risques et les indicateurs et objectifs (Duru, et autres, 2021).

« Le [prototype de norme sur les obligations d'information générales](#) (en anglais) énonce des principes pour la présentation d'informations financières liées à la durabilité tels que la définition de l'importance relative dans le contexte des facteurs ESG, ou encore l'intégration de l'information sur la durabilité dans les pratiques de gouvernance d'une entreprise (p. ex., le rôle des comités et de la direction dans l'évaluation des risques et des occasions) » (Duru, et autres, 2021).

Au terme d'une période de consultation de 120 jours qui s'est terminée le 29 juillet 2022, l'ISSB prendra connaissance des commentaires reçus. Le conseil a l'intention de publier les nouvelles normes d'ici la fin de l'année (IFRS, 2022b).

#### **L'ISSB accroît la diversité sur le plan de la géographie et de l'expérience**

Étant donné que la durabilité comporte de multiples facettes, le conseil est composé de membres cumulant un savoir-faire dans différents domaines et représentant différentes régions. Soucieux d'inclure tant les marchés émergents que les économies en développement et développées, l'ISSB sera présent dans différentes régions du monde. Montréal sera le centre régional pour les Amériques et bénéficiera d'un financement de 8 millions de dollars du gouvernement fédéral (Canada, ministère des Finances, 2021). CPA Canada a coordonné des efforts de collaboration considérables avec plus de 55 autres organisations des secteurs public et privé du Canada pour appuyer la proposition du gouvernement fédéral d'accueillir ce bureau (CPA Canada, 2021).

#### **L'ISSB assurera la liaison avec le nouveau Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité**

Dans un [document de consultation](#) publié en décembre 2021, le [Comité d'examen indépendant de la normalisation au Canada](#) (CEIN) explore des sujets liés à la durabilité, notamment la prise en compte de l'intérêt public et des responsabilités envers les peuples autochtones dans l'élaboration des normes et la mise sur pied d'un [Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité](#) (CCNID), en tenant compte de la nécessité de le doter d'un cadre de gouvernance et de reddition de comptes. « Un CCNID assurera la liaison avec le nouvel ISSB pour veiller à ce que le point de vue canadien soit considéré dans la prise de décisions à l'échelle internationale », a déclaré Edward Waitzer, président du CEIN (CEIN, 2021).

## L'ISSB suscite certaines inquiétudes

« De par sa nature, le processus d'établissement de normes est empreint de tensions et de conflits [...] Pour qu'une norme puisse être élaborée, des compromis doivent être trouvés. Par définition, le normalisateur ne peut pas faire plaisir à tout le monde. »

ROBERT G. ECCLES, PRÉSIDENT FONDATEUR DU SASB, 2022



Photo : [Pink Elephant Communications](#).

Aux États-Unis et au Canada, les sociétés fermées qui ne négocient pas leurs actions ou leurs titres de créance sur un marché public ne sont pas tenues de publier ou de faire auditer leurs états financiers.

« En Europe, les sociétés à responsabilité limitée, qu'elles soient ouvertes ou fermées, sont toutefois tenues de publier un bilan, un compte de résultat, un rapport annuel et une opinion d'audit. Les petites et moyennes entreprises dont le bilan et le chiffre d'affaires atteignent certains seuils doivent elles aussi publier leurs informations financières » (Tarver, 2022).

Puisque les États-Unis ne se conforment pas aux normes de l'IASB, ils pourraient ne pas se sentir concernés par l'ISSB ou par sa collaboration avec la GRI (Eccles, 2022).

### S'agit-il de ce que Greta Thunberg qualifie de « bla-bla »?

La création de l'ISSB représente-t-elle un geste concret ou de belles paroles en l'air?

« Au bout du compte, l'ISSB est un autre organisme qui établit des normes d'application volontaire, mais qui n'a pas le pouvoir de les faire appliquer. Par conséquent, il doit obtenir l'aval des autorités de réglementation qui supervisent leurs marchés. L'Union européenne (UE) possède un pouvoir d'exécution. Ses normes, qui ont été élaborées par l'EFRAG et la GRI, ont un impact réel. En revanche, la création de l'ISSB n'est pour l'instant que du "bla-bla". »

Jean Rogers, fondatrice du SASB (Harrison, 2021)

### Un autre geste concret, loin du « bla-bla »

En mars 2022, l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV) signifie son appui aux versions préliminaires des normes d'information sur la durabilité de l'ISSB (OICV, 2022).

## Quel est le rôle des gouvernements?

En 2018, l'impression générale était que « la responsabilité quant aux normes d'information sur la durabilité devait être laissée aux forces du marché ou établie par l'intermédiaire d'un processus appuyé par les autorités de réglementation [...] [Mais] un changement capital est survenu : on est passé d'un débat sur l'opposition entre les forces du marché et la réglementation à une discussion quant à savoir *qui devrait être chargé d'élaborer les normes devant être mises en application. Ne l'oublions pas.* » (Les caractères italiques sont de nous.)

ROBERT G. ECCLES (2022)

« Quel est le rôle du gouvernement sur les marchés? », demande le conférencier principal [Andy Hoffman](#). Plusieurs croient que le gouvernement n'a aucun rôle à jouer sur le marché et que la réglementation est une intrusion injustifiée. Andy Hoffman croit que cette idée ne tient pas la route, parce que c'est le gouvernement qui fixe les règles du marché.

[Andrew King](#) ajoute que depuis la toute première [Conférence des Nations unies sur l'environnement](#) (1972) et la [Commission Brundtland](#) (1987), qui reconnaissaient déjà les problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui (changements climatiques, santé des océans, perturbation du cycle de l'azote), la solution suggérée passait par la transparence des entreprises et l'action volontaire. Il explique que cette suggestion a été réitérée pendant les années 1990, 2010 et 2020, mais qu'elle a freiné l'adoption de la réglementation dont nous avons vraiment besoin.

Pour que les normes de l'ISSB puissent changer les choses, elles doivent devenir obligatoires.

### Rendre obligatoire l'application des normes de l'ISSB

Pour rendre obligatoire l'application des normes des marchés financiers, il revient aux différents acteurs de concerter leurs efforts.

- Le rôle de l'ISSB sera d'établir les normes.
- L'[OICV](#), en tant que normalisateur mondial du secteur des valeurs mobilières, examinera et approuvera les normes et aidera ses membres à les utiliser comme référence pour leurs propres obligations d'information sur la durabilité (OICV, 2022).
- L'ISSB et l'OICV travailleront avec les normalisateurs en audit pour faciliter la certification de l'information sur la durabilité par des tiers.
- Les autorités des différents pays décideront du caractère obligatoire des normes et de la façon de les intégrer à leurs exigences locales particulières.

Bien que l'ISSB ne puisse pas rendre obligatoire l'application des normes, il peut certainement encourager leur adoption, affirme Maria Theofilaktidis. Les entreprises devraient continuer d'appliquer les référentiels existants en attendant l'adoption des normes proposées.

## Certification de l'information non financière

« Les auditeurs croient qu'il faudra des années pour mettre au point des contrôles fiables à l'égard de l'expertise des entreprises en matière de durabilité. Résultat : les investisseurs qui placent des milliards de dollars dans des fonds verts sont encore plus à risque de se faire duper. »

JONES & JESSOP, 2022

Roger Simnett souligne que si l'entreprise communique généralement ses informations dans le rapport annuel, l'information non financière, elle, peut se trouver dans le rapport des administrateurs ou le rapport de gestion. Lorsque l'information non financière est incluse dans les états financiers, elle est couverte par les normes d'audit. Depuis que le [Conseil des normes internationales d'audit et d'assurance](#) (International Auditing and Assurance Standards Board ou IAASB) a apporté des modifications à ses normes en 2016-2017, les auditeurs doivent lire et prendre en considération ces autres sources d'information.

Roger Simnett affirme que 80 % des plus grandes entreprises (N100) dans 52 pays présentent de l'information non financière (KPMG, 2020), et que l'augmentation de l'information présentée suscite à son tour une hausse de la demande pour les services de certification.

### Concurrence en matière de normes de certification

Entre 2017 et 2020, le taux de certification indépendante de l'information sur la durabilité est passé de 45 à 51 %, souligne Roger Simnett. Or, la profession comptable n'a fourni cette certification que dans 60 % des cas (KPMG, 2020).

« La [certification de l'information externe élargie](#) (en anglais) sert à décrire les missions visant à fournir une assurance sur différentes formes d'**information non financière**, dont l'information intégrée, l'information sur la durabilité et l'information non financière sur les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance. Cette [vidéo](#) [de 2018] donne un aperçu de la certification de l'information externe élargie » (IAASB, 2021).



Pour en savoir plus, voir Krasodomska, Simnett et Street (2021) et Venter et Eck (2021).

Dans la pratique, deux normes de certification sont principalement utilisées :

1. La norme [ISAE 3000, Norme internationale de missions d'assurance, de l'IAASB](#) (en anglais). L'ISAE est une norme d'application générale. D'autres normes la complètent, comme l'[ISAE 3410, Missions de certification des bilans des gaz à effet de serre](#) (en anglais).
2. La [norme d'assurance AA1000](#) (en anglais), élaborée par [AccountAbility.org](#), un cabinet de consultation et organisme de normalisation de calibre mondial. Elle a été mise à jour en 2020 et est largement utilisée aujourd'hui.

« La profession comptable a tendance à utiliser la norme ISAE 3000 de l'IAASB et encourage les autres à suivre cette voie, explique Roger Simnett. Mais dans la pratique, nous constatons parfois que les deux normes sont utilisées. »

L'IAASB a été confronté à des défis importants concernant la réalisation de missions de certification de **l'information externe élargie** (voir l'encadré à la page 60).

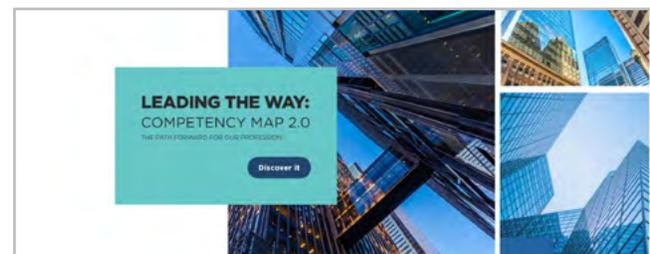
La présentation de Roger Simnett met de l'avant plusieurs idées pouvant servir à des recherches ultérieures sur la certification de l'information non financière. Par exemple, il peut être difficile d'évaluer l'importance relative dans le cas de l'information sur la durabilité.

## Appel à l'action : ce que doivent savoir les CPA tournés vers l'avenir

### Le rôle des CPA dans la présentation d'informations fiables - Grille de compétences 2.0

#### [Tracer la voie pour l'avenir de la profession : la Grille de compétences CPA 2.0](#)

Dans la *Grille 2.0*, le « sens éthique des CPA » est défini comme suit : « Les CPA renforcent la fiabilité de l'information et des processus dans différents rôles, notamment lorsqu'ils sont responsables des tâches suivantes : veiller à la pertinence et à la fiabilité de l'information utilisée et des systèmes connexes, et/ou fournir de manière indépendante des services de certification externes ou internes.



Tous les CPA adhèrent au code de déontologie des CPA provincial ou régional et font preuve d'esprit critique, ce qui contribue grandement à susciter la confiance » (CPA Canada, 2022).

**Q :** En quoi l'importance croissante de l'information sur la durabilité touche-t-elle notre rôle d'auditeurs et notre responsabilité à l'avenir?

**R :** Il existe deux dichotomies. 1) D'un point de vue opérationnel, l'entreprise doit déterminer en quoi l'information crée de la valeur et pourquoi elle répond aux besoins. 2) Ensuite, l'auditeur doit donner aux parties externes l'assurance que l'entreprise joint bel et bien le geste à la parole.

**DAVINDER VALERI**

La [cinquième partie](#) de cette série en six volets porte sur **les engagements mondiaux du Canada en matière de durabilité, le rôle que joue CPA Canada** dans le respect de ces engagements, et les conflits et contradictions auxquels les marchés font face dans la transition vers la carboneutralité.

## Références de la partie 4

Canada, ministère des Finances (3 novembre 2021). [La vice-première ministre accueille favorablement l'annonce de l'implantation au Canada des bureaux du Conseil des normes internationales d'information sur la durabilité.](#)

Comité d'examen indépendant de la normalisation au Canada (CEIN) (9 novembre 2021). [Implications pour le Canada de la création d'un conseil des normes internationales d'information sur la durabilité.](#)

Conseil des normes internationales d'audit et d'assurance (International Auditing and Assurance Standards Board – IAASB) (2021). [Extended External Reporting \(EER\) Assurance.](#)

CPA Canada (octobre 2021). [Transition du Canada vers la carboneutralité : Accélérer la collaboration en vue de 2050.](#)

CPA Canada (2022). [Tracer la voie pour l'avenir de la profession : la Grille de compétences CPA 2.0.](#)

Duru, M. C., et autres (6 décembre 2021). [ESG & Sustainability Reporting Developments: Climate Disclosure Prototypes.](#) Covington [& Burling LLP] : Inside Energy & Environment.

Eccles, R. G. (7 avril 2022). [Why Collaboration By IFRS Foundation And GRI Is A Progressive Step For Corporate Transparency.](#) Forbes.

Forum économique mondial (FEM) (25 octobre 2021). [60 organizations release open letter for EU to act on ESG.](#)

Global Reporting Initiative (GRI) (17 décembre 2021). [GRI looks forward to working with new ISSB chair.](#) GRI News.

International Financial Reporting Standards (IFRS) Foundation (24 mars 2022a). [IFRS Foundation and GRI to align capital market and multi-stakeholder standards to create an interconnected approach for sustainability disclosures.](#) IFRS News.

International Financial Reporting Standards (IFRS) Foundation (31 mars 2022b). [ISSB delivers proposals that create comprehensive global baseline of sustainability disclosures.](#) IFRS News.

International Financial Reporting Standards (IFRS) Foundation (2021a). [Conseil des normes internationales d'information sur la durabilité](#) (International Sustainability Standards Board) (en anglais).

International Financial Reporting Standards (IFRS) Foundation (2021b). [About us.](#)

Jones, H. et Jessop, S. (22 février 2022). [Corporate sustainability push a \\$35 trillion dollar conundrum for auditors](#). *Reuters.com*.

KPMG (8 décembre 2020). [The Time Has Come: The KPMG Survey of Sustainability Reporting 2020](#).

Krasodomska, J., Simnett, R. et Street, D. L. (février 2021). [Extended External Reporting Assurance: Current Practices and Challenges](#). *Journal of International Financial Management and Accounting*, 32(1), 104-142.

Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV) (31 mars 2022). [IOSCO welcomes ISSB's publication of sustainability standards exposure drafts](#) [Communiqué].

Tarver, E. (15 janvier 2022). [Are Private Companies Required to Publish Financial Statements?](#) *Investopedia*.

Venter, E. R. et van Eck, L. (février 2021). [Research on Extended External Reporting Assurance: Trends, Themes, and Opportunities](#). *Journal of International Financial Management and Accounting*, 32(1), 63-103.

## PARTIE 5

# L'engagement mondial du Canada : atteindre la carboneutralité

La cinquième partie de cette série de six lectures de 10 minutes présente les points saillants du [colloque MMPA de 2021](#)<sup>1</sup> (en anglais) sur le thème **Durabilité : Un appel à l'action**. Elle porte sur les occasions, les défis et les forces souvent contradictoires avec lesquels doivent composer les comptables, les entreprises, les collectivités et les États dans leurs pratiques en matière de durabilité, leur transition vers cette dernière et leur adhésion aux principes qui y sont liés.

## Table des matières

<b>Les engagements du Canada envers la durabilité</b>	<b>67</b>
<b>Définition de la carboneutralité</b>	<b>68</b>
La carboneutralité change tout	68
<b>Comment le Canada atteindra ses cibles</b>	<b>69</b>
Les trajectoires du Canada vers l'adoption de systèmes énergétiques carboneutres	71
Au-delà des gouvernements : mobiliser financièrement les secteurs public et privé	72
Et les combustibles fossiles du Canada?	74
<b>Ce qui peut nuire aux cibles</b>	<b>74</b>
<b>L'engagement de CPA Canada envers la carboneutralité et ce qu'il signifie pour les CPA canadiens</b>	<b>75</b>
L'engagement de CPA Canada	75
Section canadienne du Réseau de leadership des chefs des finances de l'ACD	77
<b>Appel à l'action : ce que doivent savoir les CPA tournés vers l'avenir</b>	<b>78</b>
<b>Références de la partie 5</b>	<b>79</b>

1 Le colloque MMPA de 2021 est organisé par le [programme de maîtrise en gestion et comptabilité professionnelle](#) (MMPA) et le [BIGDataAIHUB](#) de l'[Institute for Management & Innovation](#) de l'[Université de Toronto à Mississauga](#). Le programme MMPA combine un programme de maîtrise en administration des affaires à l'acquisition de compétences techniques et en leadership qui sont essentielles dans la profession comptable. Rappel : cette série ne présente que certains points saillants tirés des exposés riches en informations offerts dans les conférences et les périodes de questions subséquentes. Pour en savoir plus, [consultez le site Web du colloque](#).

La première partie, [Durabilité : les impératifs](#), explore les facteurs de durabilité et explique pourquoi l'inaction n'est plus une option.

La deuxième partie, [Durabilité : définitions et perspectives](#), traite de la disparité des définitions qui existe selon que l'on considère la durabilité du point de vue d'une entreprise, de l'environnement, d'un exploitant ou d'un gardien. Le marché est-il la solution aux défis inhérents à la durabilité?

La troisième partie, [Indicateurs de durabilité : les comptables peuvent-ils sauver le monde?](#), s'intéresse aux indicateurs qui nuisent à la durabilité et à ceux qu'il convient de prendre en considération. Vous y examinerez l'évaluation au-delà de la monétisation, et serez mis en garde contre la simplification à outrance.

La quatrième partie, [Information et certification en durabilité : les comptables prennent les devants](#), étudie la forte tendance, portée par les marchés financiers et le commerce international, à consolider et à normaliser l'information et les indicateurs liés à la durabilité. Grâce au nouveau Conseil des normes internationales d'information sur la durabilité (International Sustainability Standards Board - ISSB), les comptables parviendront peut-être à convaincre les autorités de réglementation de changer les règles du jeu.

Cette cinquième partie, **L'engagement mondial du Canada : atteindre la carboneutralité**, explore les engagements mondiaux du Canada en matière de durabilité, le rôle que jouera Comptables professionnels agréés du Canada (CPA Canada) dans leur réalisation, et les conflits et contradictions auxquels sont confrontées les économies dans leur transition vers la carboneutralité.

La sixième et dernière partie, [Appel à l'action : préparer des CPA tournés vers l'avenir](#), se penche sur ce que nous pouvons faire, comme professionnels et particuliers, pour favoriser un mode de vie plus durable. Elle examine en détail les nouvelles compétences exigées pour l'obtention du titre canadien de CPA et les étapes à franchir pour progresser vers des économies plus durables.

Dans la présente section, le conférencier [Dan Wicklum](#) aborde les engagements mondiaux du Canada envers la durabilité et les moyens que prendra le pays pour éliminer les émissions de gaz à effet de serre (GES) et devenir carboneutre. La conférencière [Davinder Valeri](#) énonce l'engagement de CPA Canada envers la carboneutralité et précise ce qu'il signifie pour les CPA canadiens.

## Les engagements du Canada envers la durabilité

En 2015, le Canada et 192 autres pays ont convenu de mettre en œuvre le [Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030](#), qui comprend 17 [objectifs de développement durable](#) (ODD).

Les objectifs « sont un appel à l'action de tous les pays – pauvres, riches et à revenu intermédiaire – afin de promouvoir la prospérité tout en protégeant la planète. Ils reconnaissent que mettre fin à la pauvreté doit aller de pair avec des stratégies qui développent la croissance économique et répondent à une série de besoins sociaux, notamment l'éducation, la santé, la protection sociale et les possibilités d'emploi, tout en luttant contre les **changements climatiques** et veillant à la protection de **l'environnement**. » (ONU – Action Climat, sans date). (Les caractères gras sont de nous.)

En novembre 2021, **193 pays**, dont le Canada, ont réaffirmé l'objectif de l'[Accord de Paris](#) de 2016 à la [COP26 : Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques \(2021\) à Glasgow, en Écosse](#). Ce traité international juridiquement contraignant est une entente visant à limiter la hausse de la température moyenne mondiale à moins de 2°C, et **de préférence à 1,5°C**, par rapport aux niveaux préindustriels.

Dans le cadre de son engagement envers l'Accord de Paris, le Canada a adopté le 29 juin 2021 la [Loi canadienne sur la responsabilité en matière de carboneutralité](#). La Loi oblige le gouvernement du Canada à fixer des objectifs quinquennaux, à élaborer un plan pour les atteindre et à faire évaluer l'état d'avancement de la réalisation de ce plan par le Commissaire à l'environnement et au développement durable du Canada.

### **COP26<sup>2</sup> : Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (2021) à Glasgow, en Écosse**

**Quatre objectifs de la COP26\* pour lutter contre les changements climatiques :**

1. **Atteindre la carboneutralité mondiale d'ici 2050** et garder la limite de 1,5°C à notre portée.
2. **S'adapter** pour protéger les communautés et les habitats naturels et les rendre plus résilients.
3. **Mobiliser des capitaux** en faisant appel aux institutions financières internationales.
4. **Miser sur la collaboration** entre les gouvernements, les entreprises et la société civile.

\* Ils sont ici abrégés.

### **Loi canadienne sur la responsabilité en matière de carboneutralité**

« La Loi établit un processus juridiquement contraignant visant à fixer des objectifs nationaux quinquennaux de réduction des émissions et à élaborer des plans crédibles et fondés sur des données scientifiques pour atteindre chaque objectif.

« Elle fixe la cible pour 2030 en matière d'émissions de gaz à effet de serre, qui est la contribution déterminée au niveau national (CDN) du Canada en vertu de l'Accord de Paris, soit des réductions d'émissions de l'ordre de 40 à 45 % par rapport aux niveaux de 2005 d'ici 2030. »

2 Les sommets mondiaux de l'ONU sur le climat sont appelés « Conférence des Parties » (COP). Depuis 30 ans que se tiennent les COP, « les changements climatiques, naguère une question marginale, sont devenus une priorité mondiale ». (UNRIC, 2021).

## Définition de la carboneutralité

On atteint la carboneutralité lorsque les émissions anthropogéniques (dus à l'activité humaine) qui entrent dans l'atmosphère sont compensées par les émissions anthropogéniques qui sortent de l'atmosphère. Cette élimination des émissions peut être aussi simple que le fait de planter un arbre, ou aussi complexe que la transformation des pratiques agricoles, voire l'extraction du CO<sub>2</sub> de l'atmosphère par épuration mécanique, explique le conférencier Dan Wicklum. Il est nécessaire de trouver **dès maintenant** les trajectoires les plus efficaces et les plus probables.

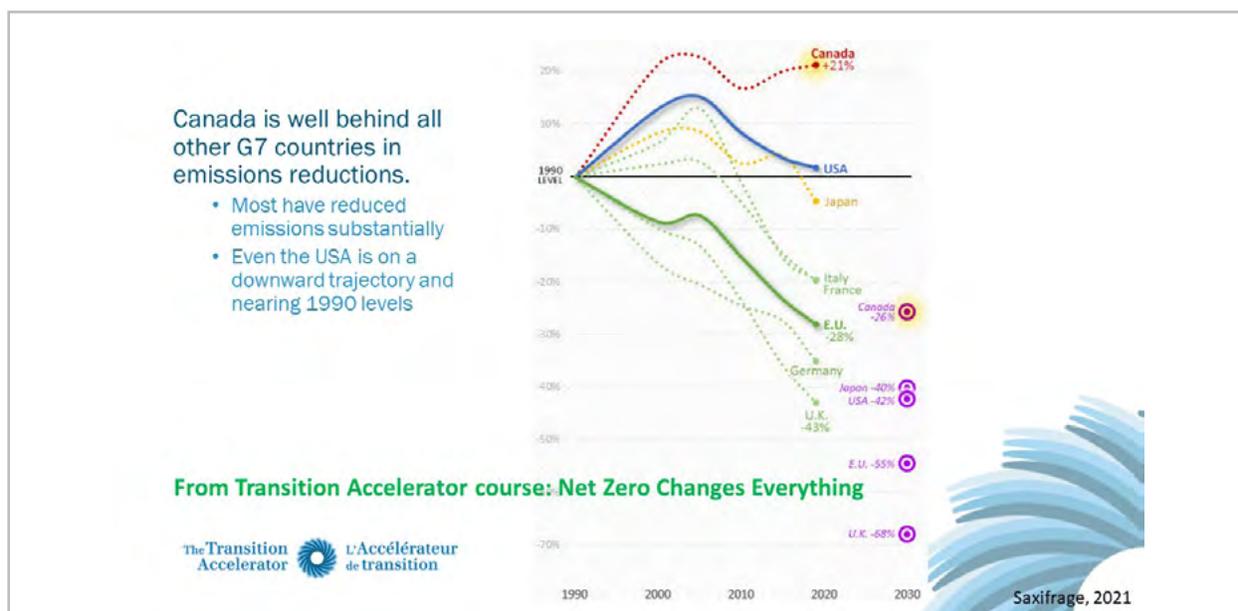
## La carboneutralité change tout

« Les scientifiques nous disent depuis 30 ans que nous devons réduire nos émissions pour ne pas détériorer l'état du monde que nous laisserons aux générations futures. Disons-le sans ambages : nous avons tellement tergiversé que nous ne pouvons plus nous contenter de simplement réduire les émissions. Nous devons les éliminer en parvenant à la carboneutralité d'ici 2050. »

DAN WICKLUM

Les changements climatiques sont bien réels et sont causés par l'activité humaine. De tous les pays du G7, **le Canada est à la traîne** sur la scène mondiale au chapitre de la réduction des émissions (figure 1). Depuis 1990, les émissions au Canada **ont augmenté** considérablement, celles des États-Unis se sont stabilisées et celles de tous les autres pays du G7 ont diminué.

FIGURE 1 : RÉDUCTION DES ÉMISSIONS : LE CANADA TRAÎNE DERRIÈRE LES AUTRES PAYS DU G7



Source : Dan Wicklum et L'Accélérateur de transition, d'après Saxifrage [2021], 2022.

## Comment le Canada atteindra ses cibles

Dans le cadre des exigences de la [Loi canadienne sur la responsabilité en matière de carboneutralité](#), le Canada a établi le [Groupe consultatif pour la carboneutralité](#) (GCPC), qui offre des conseils indépendants sur les cibles et sur les plans de réduction des émissions. Le GCPC relève du ministre de l'Environnement et du Changement climatique.

Le Canada a publié son premier [Plan de réduction des émissions pour 2030](#), avant de faire une annonce contradictoire.

Le premier rapport à produire en vertu de la [Loi canadienne sur la responsabilité en matière de carboneutralité](#) a été publié le 29 mars 2022.

« À propos des politiciens qui trouvent le moment mal choisi pour lutter contre les changements climatiques alors que la guerre en Ukraine attise l'inflation et fait grimper les prix de l'essence, le premier ministre Justin Trudeau a déclaré à Vancouver que « ce n'est pas le moment de trouver des excuses. » La question n'est pas de savoir si on doit continuer à agir pour le climat, mais plutôt ce qu'on peut faire de plus, et à quel rythme, » a soutenu Justin Trudeau.

**« Le problème est particulièrement épineux, et politiquement chargé, dans le domaine du pétrole et du gaz. Comme le reconnaît le gouvernement dans son rapport, le secteur pétrolier et gazier contribue de façon importante à l'économie canadienne et Le défi que représente la réalisation des objectifs climatiques du Canada et la transformation d'une industrie aussi complexe que celle du pétrole et du gaz pour atteindre la carboneutralité est énorme » (Wherry, 2022).**

Les groupes environnementaux déplorent que l'industrie pétrolière et gazière soit tenue d'éliminer moins d'émissions que d'autres secteurs au cours des huit prochaines années. « D'ici 2030, les émissions du secteur pétrolier et gazier devraient s'établir à 31 % au-dessous des niveaux de 2005, ce qui est inférieur à la réduction de 40 % à 45 % pour l'ensemble de l'économie » (Tasker, 2022).

### Annnonce contradictoire

**Le 6 avril 2022**, le gouvernement fédéral canadien a annoncé l'approbation d'un mégaprojet d'extraction pétrolière et gazière au large de Terre-Neuve-et-Labrador, qui pourrait produire 200 000 barils par jour à partir de 2028 (Roberts, 2022).

« Les militants du climat sont parfois dépeints comme de dangereux radicaux, alors que **les véritables dangereux radicaux** sont les pays qui augmentent la production de combustibles fossiles, a déclaré António Guterres, secrétaire général de l'ONU. Investir dans de nouvelles infrastructures de combustibles fossiles est, **moralement et économiquement, une folie** » (ONU, 2022). (Les caractères gras sont de nous.)



Coprésident du GCPC, Dan Wicklum voit le travail de ce dernier comme étant « surtout catalytique ». Il consiste à « conseiller le gouvernement sur la façon d'amener l'ensemble du système canadien (les divers ordres de gouvernement, le milieu universitaire, les associations professionnelles et d'autres institutions) à ajouter de la valeur et à proposer les meilleurs plans – **les trajectoires les plus probables** vers la carboneutralité – et à les mettre en œuvre ».

Le GCPC a rencontré 14 organisations canadiennes et internationales qui avaient défini des trajectoires rigoureuses vers la carboneutralité, afin d'analyser leur parcours et de déterminer quelles mesures étaient efficaces ou non.

À la suite de cette consultation, le GCPC a défini un ensemble de principes pour orienter ses propres trajectoires vers la carboneutralité :

- **Agir tôt et de façon urgente.** Pour réduire les émissions, on ne peut miser sur une stratégie reposant sur des actions limitées maintenant et l'intensification des mesures beaucoup plus tard.
- **Être audacieux et proactif.** Des changements graduels aux systèmes existants ne permettront pas d'atteindre les cibles de carboneutralité. Le GCPC a entrepris de définir des systèmes qui répondront aux exigences de la carboneutralité dans les bâtiments, le transport, l'agriculture et l'énergie, puis de définir des trajectoires pour la mise en œuvre de ces futurs systèmes.
- **Faire attention aux impasses.** Certains des moyens les moins coûteux et les plus faciles à adopter pour réduire les émissions nous aideraient sans doute à atteindre nos cibles pour 2030, mais pourraient nous faire perdre un temps précieux. Par exemple, comme les moteurs à combustion interne n'ont pas leur place dans une trajectoire crédible vers la carboneutralité, les véhicules hybrides pourraient retarder le processus.
- **Instaurer des programmes et des politiques** qui répondent aux besoins du public, et pas seulement aux impératifs de modèles ou de secteurs économiques.
- **Reconnaître qu'il y a plus de certitude** que d'incertitude. Pour **éliminer** les émissions, il faut abandonner le paradigme de la **réduction** des émissions. « Nous ne pouvons pas attendre d'autres innovations, ni une amélioration de la conjoncture économique. Nous avons la capacité d'agir maintenant grâce aux technologies existantes », affirme Dan Wicklum. Cela dit, le nombre de systèmes énergétiques qui peuvent être à la fois carboneutres et fonctionnels est restreint. Par exemple, la mobilité personnelle suppose l'adoption des transports publics, de voitures et de camionnettes électriques, et **non** de véhicules hybrides.
- **Ne pas se faire avoir par la notion de « neutralité ».** La « neutralité » consiste à utiliser des technologies d'élimination pour réduire les émissions, au lieu de les éliminer dans les secteurs qui polluent<sup>3</sup>.
- **Motiver le public** à opter pour des habitudes de vie et des entreprises à faibles émissions de carbone. Les avantages qu'aura pour la santé l'élimination des sous-produits de la combustion, ainsi que les économies en soins de santé, pourraient compenser les coûts de la transition. (Voir Princeton University, C-PREE, 2020.)
- **Collaborer à chaque étape du processus.** Les trajectoires les plus probables reposeront sur l'expérience concrète et seront déterminées en collaboration; on adoptera différentes trajectoires selon les régions et les secteurs.

3 Néanmoins, le [Plan de réduction des émissions pour 2030](#) publié en mars 2020 met l'accent sur les technologies d'épuration, mais est moins exigeant pour le secteur pétrolier et gazier que pour les autres.

## Les trajectoires du Canada vers l'adoption de systèmes énergétiques carboneutres

Dan Wicklum est aussi chef de la direction de l'[Accélérateur de transition](#), un organisme pancanadien qui soutient « la transition du Canada vers un avenir carboneutre tout en proposant des solutions à différents problèmes sociétaux » (L'Accélérateur de transition, sans date).

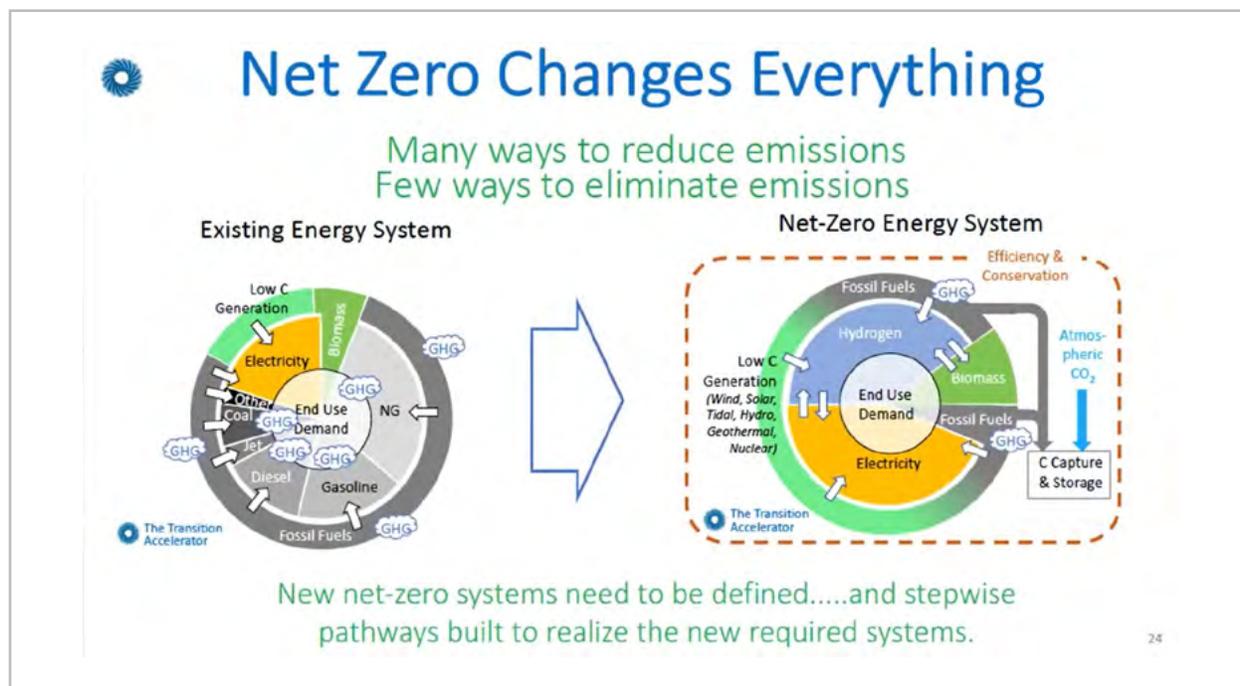
L'Accélérateur de transition définit de nouveaux systèmes qui permettront d'atteindre la carboneutralité, puis forme des coalitions sectorielles pour établir des trajectoires afin de les réaliser.

La [figure 2](#) montre le **système énergétique actuel** du Canada (à gauche), où dominent les combustibles fossiles. Le Canada a besoin, d'ici 2050, d'un **système énergétique carboneutre** comme celui qui est représenté à droite.

« Nous ne pourrions pas transformer nos systèmes de manière graduelle, précise Dan Wicklum. L'Accélérateur de transition mise sur quatre priorités afin de maximiser les résultats : »

- **l'électrification et l'intégration au réseau;**
- **l'économie de l'hydrogène au Canada** (l'utilisation généralisée de l'hydrogène comme carburant carboneutre – les trains, par exemple, ne peuvent être électrifiés, et les batteries seraient trop volumineuses);
- **la pénétration des véhicules électriques sur le marché;**
- **la décarbonisation des bâtiments.**

FIGURE 2 : FAIRE ÉVOLUER LE CANADA VERS UN SYSTÈME ÉNERGÉTIQUE CARBONEUTRE



Source : Dan Wicklum et L'Accélérateur de transition.

### Au-delà des gouvernements : mobiliser financièrement les secteurs public et privé

Tous les conférenciers soulignent que la collaboration est essentielle pour s'attaquer aux enjeux de la durabilité et des changements climatiques. Dan Wicklum affirme que l'atteinte de la carboneutralité ne dépend plus seulement des gouvernements. La [Glasgow Financial Alliance for Net Zero](#) (GFANZ) offre un exemple de leadership du secteur privé.

Représentant plus de 450 grandes institutions financières de 45 pays (dont le Canada), les membres proviennent de chaque maillon de la chaîne de valeur du secteur : propriétaires d'actifs, assureurs, gestionnaires d'actifs, banques, conseillers en investissements, bourses, agences de notation, cabinets d'audit et autres grands fournisseurs de services financiers. Lancée en avril 2021 par Mark Carney, envoyé spécial des Nations Unies pour le financement de l'action climatique, et par d'autres promoteurs<sup>4</sup>, la GFANZ a publié son rapport [Our progress and plan towards a net-zero economy](#) lors de la COP26 (GFANZ, 2021).

4 Pour en savoir plus, voir [Glasgow Financial Alliance for Net Zero](#) (GFANZ).

« Nous n'atteindrons pas la carboneutralité en menant des efforts dispersés; nous devons verdir [décarboniser] la totalité du système financier, ainsi que tous les secteurs de nos économies. Pour mobiliser les capitaux nécessaires, la GFANZ met en œuvre des outils axés sur les pratiques exemplaires, essentiels afin de mettre le climat au cœur de chaque décision financière. »

MARK CARNEY, COPRÉSIDENT DE LA GFANZ

FIGURE 3 : GLASGOW FINANCIAL ALLIANCE FOR NET ZERO



Source : Dan Wicklow, d'après la GFANZ, 2021.

« La finance durable désigne les activités financières qui tiennent compte des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance comme moyen de promouvoir une croissance économique durable et la stabilité à long terme du système financier. »

CANADA, MINISTÈRE DES FINANCES, 2021

Au Canada, le [Conseil d'action en matière de finance durable](#) soutiendra la transition du pays vers une économie à faibles émissions de carbone, puis carboneutre, d'ici 2050. « Son mandat est de faire des recommandations au gouvernement du Canada au sujet de l'infrastructure de marché nécessaire pour attirer et accroître la finance durable au Canada », explique Dan Wicklum. Le GCPC est un organisme permanent; cette organisation sœur est un conseil spécial, nommé pour deux ans, avec lequel le GCPC collabore étroitement.

## Et les combustibles fossiles du Canada?

« Nous n'atteindrons cet objectif [la carboneutralité] qu'à la condition de nouer, en bons Canadiens, des partenariats entre les administrations fédérale et provinciales et les entreprises.

Voici comment je vois les choses. Nous disposons de formidables ressources. Nous devons réinvestir ces liquidités dans les énergies d'avenir, dans la transition de nos activités de base, et dans le renforcement des compétences des personnes qui travaillent dans ce secteur d'activité. C'est tout à fait à notre portée. Mais comme vous le savez, cela ne se fera pas au hasard. Ce doit être fait avec résolution, en poursuivant un objectif clair. Et d'une manière où tout le monde y trouvera son compte. »

MARK CARNEY (MASSOUD, 2021)

## Ce qui peut nuire aux cibles

Les turbulences de l'actualité nationale et mondiale montrent bien les détours et les obstacles qui se dressent sur la voie de la carboneutralité. Par exemple :

- L'invasion de l'Ukraine par la Russie à l'hiver 2022 a entraîné une flambée des prix du pétrole et du gaz qui a donné lieu à la volonté d'augmenter, au lieu de diminuer, la production pétrolière et gazière aux États-Unis, au Canada et ailleurs, en partie pour réduire la dépendance au pétrole russe, mais aussi parce que la hausse des prix rend l'extraction économique si l'on ne tient pas compte de la comptabilité environnementale (Tollefson, 2022; Williams et Shakil, 2022).
  - « [...] malgré de fermes promesses de rompre les liens avec la Russie, les pays européens ont opté jusqu'ici pour la facilité : la quantité de pétrole et de gaz russe qui entre en Europe a plutôt augmenté depuis le début de la guerre en Ukraine » (Tollefson, 2022).
  - Le même conflit « pourrait amorcer un virage à long terme en matière de durabilité. Par exemple, l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni accélèrent leurs efforts pour installer l'énergie éolienne. Des usines d'engrais européennes ont annoncé qu'elles réduiraient leur production » (Tollefson, 2022).
  - Étant donné l'écart de prospérité croissant, les riches peuvent échapper aux répercussions de la hausse des prix de l'essence ou encore opter pour les véhicules électriques. Toutefois, d'autres ne pourront pas bénéficier de l'une ou l'autre option (Tollefson, 2022).

- Les communautés autochtones du Nord canadien seront de plus en plus appelées à prendre part, de près ou de loin, aux programmes accrus d'extraction des ressources (Conseil sur la stratégie industrielle, 2020).
- Le gouvernement fédéral canadien a instauré en avril 2022 une semaine de la taxe sur le carbone, le gouvernement de l'Ontario ayant promis de réduire la taxe de vente sur l'essence s'il était réélu en juin 2022 (Rocca, 2022).

## L'engagement de CPA Canada envers la carboneutralité et ce qu'il signifie pour les CPA canadiens

### L'engagement de CPA Canada

**« Au début, nos membres se demandaient quel était le rôle des comptables dans ce domaine. C'était il y a plus de 30 ans. Aujourd'hui, la durabilité est un thème important pour la profession comptable et reste une priorité stratégique pour CPA Canada. »**

DAVINDER VALERI

CPA Canada a été parmi les premières organisations à saisir les enjeux liés au développement durable et aux changements climatiques, il y a plus de 25 ans. Elle entend contribuer à un avenir plus durable par divers moyens : favoriser la recherche, réunir les parties prenantes, promouvoir le dialogue, contribuer à l'élaboration de politiques gouvernementales et offrir à l'égard de ces enjeux des documents de réflexion et d'orientation ainsi que des outils aux membres, aux leaders, aux décideurs et aux investisseurs ([figure 4](#)).

« Les comptables peuvent créer, favoriser et préserver une valeur durable, ainsi que présenter des informations sur cette valeur. À ce titre, leur apport à la discussion sur les changements climatiques et le milieu des affaires canadien est précieux » (CPA Canada, 2022a).

FIGURE 4 : PRIORITÉ STRATÉGIQUE DE CPA CANADA



Source : Davinder Valeri et CPA Canada.

À l'instar de 13 autres organisations comptables (sur 16) membres du [Réseau des organisations comptables](#) (ABN) de l'[Association pour la comptabilité durable](#) (ACD), CPA Canada [s'est engagée publiquement](#) à réduire ses émissions de GES pour prendre le virage carboneutre et à offrir la formation et l'infrastructure nécessaires pour aider ses membres à atteindre leurs objectifs de carboneutralité (CPA Canada, 2021).

Par exemple, en collaboration avec Ressources naturelles Canada, CPA Canada a produit des [lignes directrices en matière de durabilité et de changements climatiques](#) (figure 5), y compris [des notes d'information et des études de cas](#) expliquant l'incidence des changements climatiques sur les affaires et les mesures que peuvent prendre les comptables pour aider les organisations à s'adapter. CPA Canada offre aussi des [ressources sur la durabilité](#) et [sur les changements climatiques pour les CPA](#).

**FIGURE 5 : L'ENGAGEMENT DE CPA CANADA ENVERS LA CARBONEUTRALITÉ : LIGNES DIRECTRICES ET INFORMATION**

**Guidance & Education – Sustainability/Climate Change**

**Courses:**

- Build professional capacity within the private sector to adapt to the impacts of climate change.
- Build capacity within corporations and municipalities to improve climate-related disclosures and integrate climate change considerations into decision-making processes

**Audiences:**

- Boards of Directors
- Senior Financial Executives (e.g., CFOs)
- CPAs in Business
- CPAs in Professional Services (e.g., Audit, Consulting)
- Cities / Investors

**Guidance:**

- GHG Emissions
- Strategy, Risk / Data
- Valuations & Climate Change
- Reporting

**Credentials:**

- Value Creation Certificate: Sustainability for CPAs
- Advanced Data Management Certificate

Resources available at:  
[www.cpacanada.ca/climatechange](http://www.cpacanada.ca/climatechange)

CPA CANADA  
 CHARTERED PROFESSIONAL ACCOUNTANTS CANADA  
 COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS CANADA

Source : Davinder Valeri et CPA Canada.

### Section canadienne du Réseau de leadership des chefs des finances de l'ACD

« Le Réseau de leadership des chefs des finances de l'ACD entend arriver au point où l'on n'aura plus à mentionner la durabilité parce qu'elle s'inscrira dans les affaires courantes, explique Davinder Valeri. Nous devons changer notre mentalité afin de ne plus avoir à justifier la durabilité. Elle doit aller de soi. »

Les conseils d'administration et les chefs de la direction se tournent de plus en plus vers les directeurs financiers et la fonction finance pour comprendre les changements climatiques et leur incidence sur leurs activités. On demande maintenant à cette fonction de préciser et de surveiller l'information sur la durabilité.

Pour soutenir la fonction de directeur financier, CPA Canada et l'ACD ont lancé conjointement en 2017 une [section canadienne du Réseau de leadership des chefs des finances de l'ACD](#), où des directeurs financiers de grandes entreprises collaborent pour intégrer la gestion des enjeux environnementaux et sociaux à leurs processus opérationnels et à leur stratégie. [L'espace Knowledge Hub de l'ACD](#) (en anglais) offre à la fonction de directeur financier des guides, des études de cas, des webinaires et d'autres ressources couvrant des sujets comme la mobilisation du conseil d'administration et celle des investisseurs.

De plus, les comptables possèdent les compétences nécessaires pour faire en sorte que les données structurées et non structurées soient de grande qualité et pour aider les entreprises à prendre des décisions éclairées. La question est examinée en profondeur dans [Le rôle du professionnel comptable dans la gestion des données](#), une publication conjointe de CPA Canada et de la [Fédération internationale des comptables](#) (IFAC).

## Appel à l'action : ce que doivent savoir les CPA tournés vers l'avenir

*[Tracer la voie pour l'avenir de la profession. La Grille de compétences CPA 2.0](#)*

La conception de la **Grille 2.0** et la matière qu'elle couvre tiennent compte des [objectifs de développement durable](#) (ODD) des Nations Unies, notamment en mettant en valeur le rôle de protection du bien commun de la profession de CPA, l'éducation de qualité et la durabilité, qui constituent les fondements de la *Grille* (CPA Canada, 2022b).



La sixième des six parties de cette série porte sur ce que nous pouvons faire, comme professionnels et comme particuliers, pour rendre notre mode de vie plus durable. Elle énonce en détail les nouvelles exigences pour obtenir le **titre canadien de CPA** et les mesures à prendre pour atteindre des économies plus durables.

## Références de la partie 5

Canada, ministère des Finances (2021). [Finance durable](#).

Centre régional d'information des Nations Unies pour l'Europe occidentale (UNRIC) (2021). [COP26 : Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques \(2021\)](#).

Conseil sur la stratégie industrielle ([Innovation, Sciences et Développement économique Canada](#)) (2020). [Redémarrer, relancer, repenser la prospérité de tous les Canadiens. Un plan de croissance ambitieux pour bâtir une économie numérique, durable et innovante](#). Industrie Canada. [Rapport]

CPA Canada (2022a). [Durabilité et changements climatiques](#) [page Web].

CPA Canada (2022b). [Tracer la voie pour l'avenir de la profession. La Grille de compétences CPA 2.0](#).

CPA Canada (octobre 2021). [Transition du Canada vers la carboneutralité : accélérer la collaboration en vue de 2050](#).

CPA Canada et IFAC (avril 2021). [Le rôle du professionnel comptable dans la gestion des données](#). [Document de travail]

Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ) (novembre 2021). [Our progress and plan towards a net-zero global economy](#).

L'Accélérateur de transition (sans date). [Notre approche](#). [Site Web]

Massoud, M. (25 octobre 2021). [En exclusivité : Entretien avec Mark Carney](#). *Magazine Pivot*, CPA Canada.

Nations Unies (ONU) (4 avril 2022). [Face à l'urgence climatique, le Secrétaire général exhorte à précipiter le passage aux énergies renouvelables](#). [Communiqué de presse]

Nations Unies - Action Climat (ONU - Action Climat) (sans date). [Nations Unies - Action Climat, 17 Objectifs pour transformer notre monde](#).

Princeton University, C-PREE (Center for Policy Research on Energy and the Environment) (décembre 2020). [Net-Zero America: Potential Pathways, Infrastructure, and Impacts](#). [Rapport intermédiaire]

Roberts, D. (6 avril 2022). [Federal government approves controversial Bay du Nord oil project](#). *CBC News*.

Rocca, R (4 avril 2022). [Ontario to introduce legislation to temporarily cut gas, fuel taxes](#). *Global News*.

Saxifrage, B. (11 avril 2022). [Canada's failure to cut emissions is coming back to bite us](#). *Canada's National Observer*.

Tasker, J.P. (29 mars 2022). [Canada releases plan for a 40 per cent cut in carbon emissions by 2030](#). *CBC News*.

Tollefson, J. (5 avril 2022). [What the war in Ukraine means for energy, climate and food](#). *Nature.com*.

Wherry, A. (30 mars 2022). [Canada's new climate plan demonstrates the price we pay for procrastination](#). *CBC News*.

Williams, N. et Shakil, I. (24 mars 2022). [Canada says it can boost oil, gas exports to help replace lost Russian supply](#). *Reuters.com*.

## PARTIE 6

# Appel à l'action : préparer des CPA tournés vers l'avenir

La sixième partie de cette série de six lectures de 10 minutes présente les points saillants du [colloque MMPA de 2021](#)<sup>1</sup> (en anglais) sur le thème **Durabilité : Un appel à l'action**. Elle porte sur les occasions, les défis et les forces souvent contradictoires avec lesquels doivent composer les comptables, les entreprises, les collectivités et les États dans leurs pratiques en matière de durabilité, leur transition vers cette dernière et leur adhésion aux principes qui y sont liés.

## Table des matières

<b>Appels à l'action : la profession</b>	<b>83</b>
La voie à suivre	<b>83</b>
La <i>Grille 2.0</i> : une vision d'avenir	<b>83</b>
Appui de la profession	<b>86</b>
<b>La nécessité d'une transformation culturelle</b>	<b>87</b>
Forces opposées en temps de transition : message pour les nouveaux CPA	<b>88</b>
<b>Action personnelle</b>	<b>88</b>
<b>Conclusion</b>	<b>89</b>
Les comptables sauveront-ils le monde?	<b>90</b>
<b>Références de la partie 6</b>	<b>92</b>

1 Le colloque MMPA de 2021 est organisé par le [programme de maîtrise en gestion et comptabilité professionnelle](#) (MMPA) et le [BIGDataAIHUB](#) de l'[Institute for Management & Innovation](#) de l'[Université de Toronto à Mississauga](#). Le programme MMPA combine un programme de maîtrise en administration des affaires à l'acquisition de compétences techniques et en leadership qui sont essentielles dans la profession comptable. Rappel : cette série ne présente que certains points saillants tirés des exposés riches en informations offerts dans les conférences et les périodes de questions subséquentes. Pour en savoir plus, [consultez le site Web du colloque](#).

La première partie, [Durabilité : les impératifs](#), explore les facteurs de durabilité et explique pourquoi l'inaction n'est plus une option.

La deuxième partie, [Durabilité : définitions et perspectives](#), traite de la disparité des définitions qui existe selon que l'on considère la durabilité du point de vue d'une entreprise, de l'environnement, d'un exploitant ou d'un gardien. Le marché est-il la solution aux défis inhérents à la durabilité?

La troisième partie, [Indicateurs de durabilité : les comptables peuvent-ils sauver le monde?](#), s'intéresse aux indicateurs qui nuisent à la durabilité et à ceux qu'il convient de prendre en considération. Vous y examinerez l'évaluation au-delà de la monétisation, et serez mis en garde contre la simplification à outrance.

La quatrième partie, [Information et certification en durabilité : les comptables prennent les devants](#), étudie la forte tendance, portée par les marchés financiers et le commerce international, à consolider et à normaliser l'information et les indicateurs liés à la durabilité. Grâce au nouveau Conseil des normes internationales d'information sur la durabilité (International Sustainability Standards Board – ISSB), les comptables parviendront peut-être à convaincre les autorités de réglementation de changer les règles du jeu.

La cinquième partie, [L'engagement mondial du Canada : atteindre la carboneutralité](#), explore les engagements mondiaux du Canada en matière de durabilité, le rôle que jouera Comptables professionnels agréés du Canada (CPA Canada) dans leur réalisation, et les conflits et contradictions auxquels sont confrontées les économies dans leur transition vers la carboneutralité.

Cette sixième et dernière partie, **Appel à l'action : préparer des CPA tournés vers l'avenir**, se penche sur ce que nous pouvons faire, comme professionnels et particuliers, pour favoriser un mode de vie plus durable. Elle examine en détail les nouvelles compétences exigées pour l'obtention du titre canadien de CPA et les étapes à franchir pour progresser vers des économies plus durables.

Dans cette section, la conférencière [Irene Wiecek](#) présente les appels à l'action pour la profession. Elle explique d'abord les nouvelles exigences préagrément pour l'obtention du titre canadien de CPA, énoncées dans la [Grille 2.0](#). Nous verrons également pourquoi les années 2020 sont cruciales pour la réalisation des [appels à l'action en matière de durabilité](#) et les conséquences d'un éventuel échec à cet égard. Les conférenciers, dont [Terry Goodtrack](#), nous montreront comment adopter un mode de vie durable dans notre vie personnelle.

## Appels à l'action : la profession

### La voie à suivre

Le document intitulé [\*Tracer la voie pour l'avenir de la profession – la Grille de compétences CPA 2.0\*](#) (*Grille 2.0*) présente les habiletés et compétences nécessaires en raison de l'évolution rapide qui transforme le milieu des affaires, la société et les technologies. Il forme l'assise des changements apportés aux programmes de formation, à l'apprentissage expérientiel et aux évaluations des CPA (actuels et futurs) tournés vers l'avenir. Il reflète les thèmes d'importance, notamment les possibilités qui se présentent à la profession comptable dans des domaines comme la durabilité, les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), la gouvernance des données, la création de valeur, le leadership, la pensée systémique et l'apprentissage en continu.

Dans cette série, nous avons intégré des extraits de la [\*Grille 2.0\*](#) qui touchent la durabilité.

La conférencière [\*Irene Wiecek\*](#) vous permettra de situer ces extraits dans leur contexte<sup>2</sup> en décrivant les grands thèmes de la *Grille 2.0* et en expliquant comment la Grille 2.0 préparera les CPA futurs et actuels à être résolument tournés vers l'avenir.

**« Nous vivons actuellement une période de changements exponentiels qui se poursuivra dans un avenir prévisible. La *Grille 2.0* permet aux CPA de répondre à l'appel à l'action. »**

IRENE WIECEK

### La *Grille 2.0* : une vision d'avenir

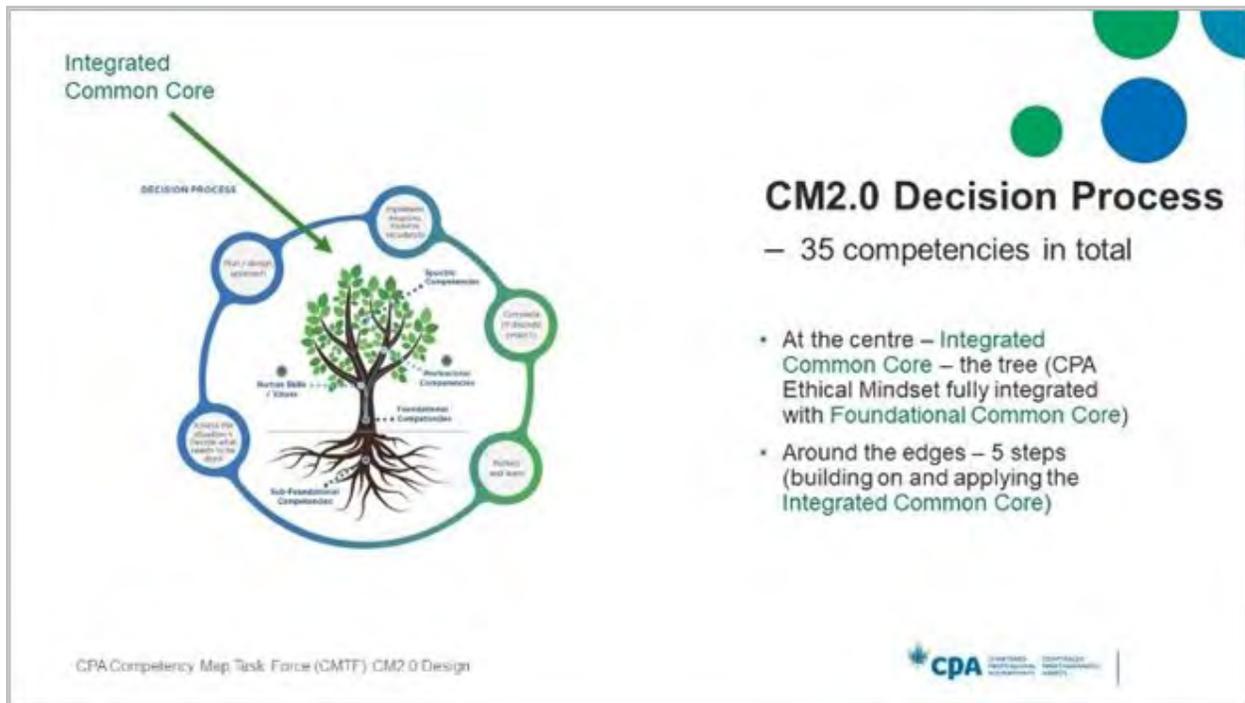
Rompant avec l'approche traditionnelle, la *Grille 2.0* correspond à une vision d'avenir ([\*figure 1\*](#)). Elle synthétise les éléments dont les CPA ont besoin dans leurs processus décisionnels, processus qui se complexifient au fil de la consolidation des compétences du CPA.

**« La *Grille* représente une vision. Elle n'est pas prescriptive. C'est un phare qui peut nous aider à progresser en période de changement. »**

IRENE WIECEK

<sup>2</sup> Il est recommandé de lire la publication [\*Tracer la voie pour l'avenir de la profession – la Grille de compétences CPA 2.0\*](#). On y trouve des descriptions détaillées, des précisions sur le contexte et des figures à jour.

FIGURE 1 : LA GRILLE 2.0 : UNE VISION D'AVENIR



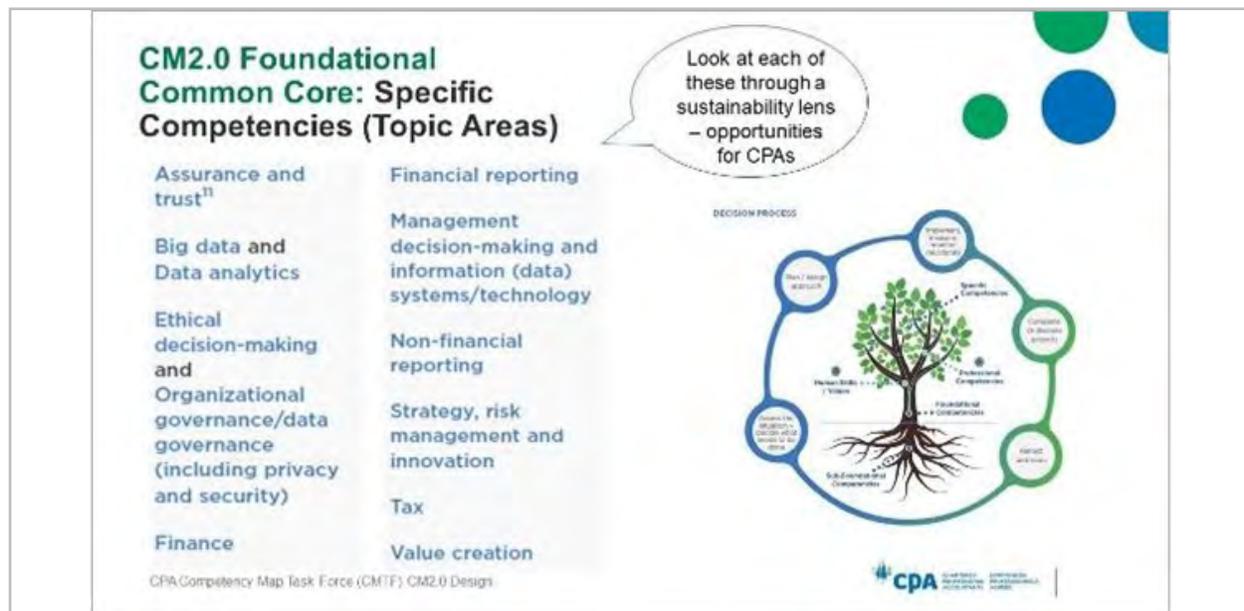
Source : Irene Wiecek et CPA Canada.

La *Grille 2.0* prépare des CPA tournés vers l'avenir :

- **en valorisant le développement de qualités et de valeurs humaines** caractérisées par leur adaptabilité face à l'automatisation (pensons à la curiosité et à la créativité, par exemple);
- **en structurant un parcours qui permet de comprendre les systèmes complexes et interreliés** – un fil conducteur au cours du colloque – et de tirer profit des innovations technologiques et autres;
- **en jetant les bases de l'apprentissage perpétuel** et de la spécialisation future dans des domaines actuels ou en émergence;
- **en mettant l'accent sur un tronc commun fondamental** pour faciliter la collaboration avec d'autres experts (comme dans les domaines de la durabilité et de la science des données);
- Le tronc commun fondamental de la *Grille 2.0* se subdivise en trois parties : les **compétences particulières** qui, elles, s'appuient sur les **compétences fondamentales**, ([figure 2](#)) et les **sous-compétences fondamentales** ([figure 3](#)).
- Envisagées du point de vue de la durabilité, thème du colloque, les compétences du tronc commun présentent de nombreuses **occasions** pour les CPA, et la durabilité est fondamentale ([figure 2](#) et [figure 3](#));

- **en intégrant l'éthique et les grandes valeurs** de la profession (agir dans l'intérêt public et protéger celui-ci) dans un contexte de plus en plus complexe, diversifié et mondialisé;

FIGURE 2 : TRONC COMMUN FONDAMENTAL DE LA GRILLE 2.0



Source : Irene Wiecek et CPA Canada.

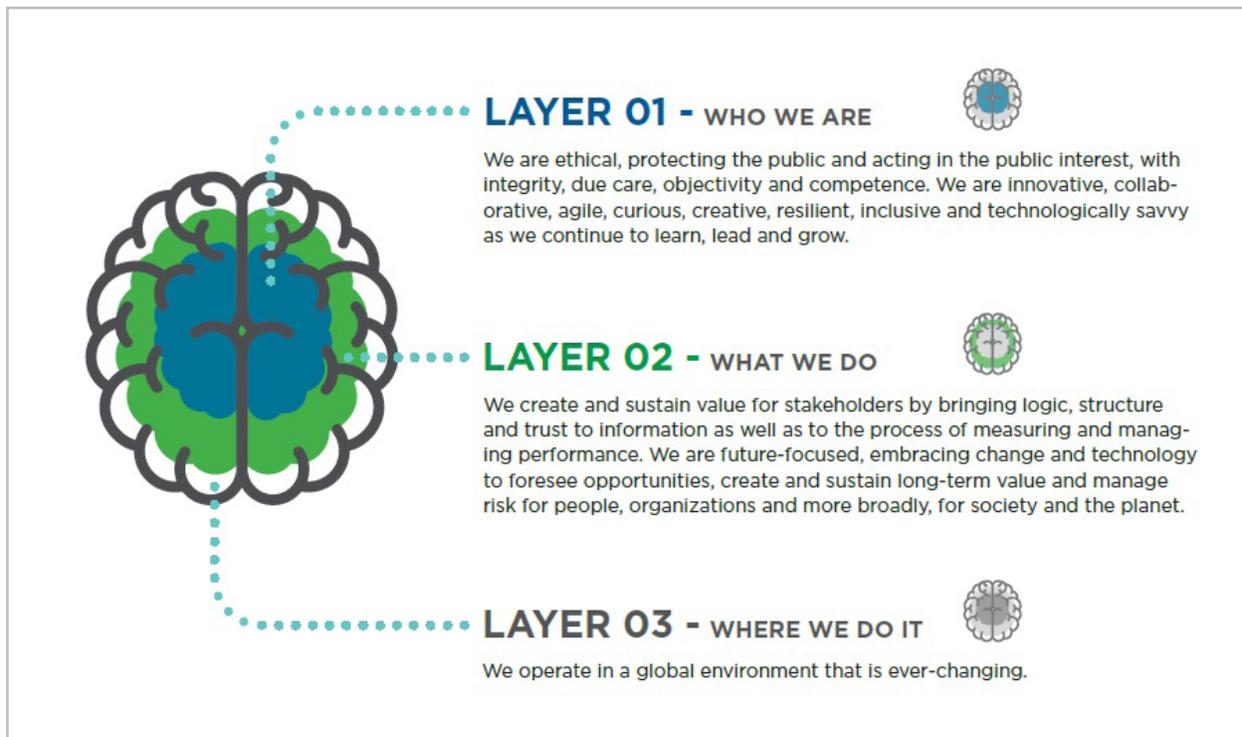
FIGURE 3 : SOUS-COMPÉTENCES FONDAMENTALES DE LA GRILLE 2.0



Source : Irene Wiecek et CPA Canada.

La figure 4 montre de nombreux messages répétés par les conférenciers, notamment en ce qui concerne la création et le maintien d'une valeur à long terme et la gestion des risques pour les **parties prenantes au-delà des actionnaires** (les particuliers, les organisations et, plus globalement, la **société et la planète**).

**FIGURE 4 : SENS ÉTHIQUE DES CPA**



Source : CPA Canada, 2022, p. 12.

### Appui de la profession

Grâce à CPA Canada, les CPA font partie d'un réseau mondial qui souscrit aux principes de la durabilité et de la carboneutralité et qui soutient ses membres (voir la [partie 5](#) de la présente série). Et Montréal sera le centre régional pour les Amériques du nouveau Conseil des normes internationales d'information sur la durabilité (International Sustainability Standards Board – ISSB) (voir la [partie 4](#)).

Pour atteindre la carboneutralité, nous devons opérer un virage culturel dans l'ensemble de la société.

## La nécessité d'une transformation culturelle

« Le désespoir que nous ressentons devant les projections sur l'avenir du climat doit nous amener à agir. Les années 2020 sont cruciales. En plus de décarboner l'économie et de développer des technologies de captage du carbone, les gouvernements doivent accorder la priorité à la nature dans leurs décisions. Le secteur privé doit quant à lui mettre rapidement en œuvre un engagement à l'égard de la carboneutralité et de la grande importance des considérations relatives à la nature.

BRONSON GRISCOM,  
CONSERVATION INTERNATIONAL, 2022

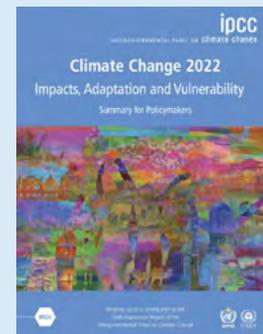
### Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)<sup>3</sup>

Rapport de 2022 : communiqué de presse du 4 avril 2022.

« Sans une réduction immédiate et radicale des émissions dans tous les secteurs, il nous sera impossible de limiter le réchauffement planétaire à 1,5°C.

« Si nous opérons les bons choix en matière de politique, d'infrastructures et de technologies, nous pourrions changer nos modes de vie et nos comportements, avec à la clé une diminution de 40 à 70 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050.

« Il a également été établi que ces changements de mode de vie peuvent améliorer notre santé et notre bien-être. »



« Nous devons réévaluer la consommation et la croissance économique à l'approche du moment où la population de la planète atteindra 10 milliards d'habitants », explique [Andy Hoffman](#), conférencier principal.

« Si tout le monde souhaite continuer à consommer à la manière de l'Américain du Nord moyen, nous avons un grave problème », met-il en garde.

Nous devons revoir :

- notre usage des matériaux, et tenter de le maximiser;
- notre alimentation;
- nos moyens de déplacement, et la fréquence de ces derniers.

Le conférencier résume la situation ainsi : « Voici le nœud gordien de notre époque : la consommation durable existe-t-elle? » Le [Conseil mondial des entreprises pour le développement durable \(World Business Council for Sustainable Development - WBCSD\)](#) aborde la question dans son document [A Vision for Sustainable Consumption](#), publié en 2011, et sur son site Web.

3 Le [Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat \(GIEC\)](#), qui compte 195 pays membres, a été créé en 1988 par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et par l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Le GIEC est l'organe des Nations Unies qui évalue les recherches scientifiques sur les changements climatiques.

La pandémie de COVID-19 nous a montré l'importance du volet social des facteurs ESG. Les relations sociales peuvent-elles venir se substituer à la consommation?

### Forces opposées en temps de transition : message pour les nouveaux CPA

En tant que CPA, vous travaillerez peut-être pour les représentants des deux générations qui ont ignoré les messages de la [Commission Brundtland \(1987\)](#) ([partie 2](#)), empêché l'adoption de mesures réglementaires ([partie 4](#)), contredit leurs messages sur la durabilité ([partie 5](#)) et fait preuve d'indifférence quant aux changements climatiques et à notre transgression des frontières ([partie 1](#)), et qui accordent plus d'importance au capital des actionnaires qu'aux intérêts des parties prenantes ([parties 2, 3, 4](#)).

Comme le souligne le conférencier [Andy Hoffman](#) ([partie 2](#)), en tant que CPA, pour être entendus, vous devrez présenter la durabilité dans un langage qui parle à l'entreprise. Remettez en question des pratiques non durables et usez d'esprit critique. Prenez garde à l'écoblanchiment et à l'énoncé d'objectifs impressionnants, mais non réalisés :

- des investissements ESG ([partie 1](#)),
- des marchés ([partie 2](#));
- du FEM, de l'ISSB et des gouvernements ([parties 3, 4 et 5](#)).

Insistez toutefois pour que ces objectifs soient effectivement réalisés. « Comme futurs leaders, vous devrez remettre certaines pratiques en question et chercher activement des solutions aux problèmes que vous aurez cernés », explique Irene Wiecek.

C'est **votre** avenir.

## Action personnelle



« On me demande souvent quelle intervention je recommanderais pour restaurer le lien entre la terre et l'humain. Presque invariablement, je réponds qu'il faut cultiver un potager. C'est bon pour notre planète et pour l'humain. Un potager fait croître un lien, puis une certaine vénération. Son pouvoir rayonne au-delà du lopin de terre que l'on cultive : notre attachement fait germer des transformations profondes. »

ROBIN KIMMERER, 2013

En 2019, le conférencier Terry Goodtrack a dit ce qui suit à trois étudiants en stage d'été à AFOA Canada, Thomas Roundpoint, Troy Francis et Austin Courchene :

« Ce qui est regrettable, c'est que les générations qui vous ont précédés nous ont amenés au point où nous sommes rendus. Malheureusement, c'est votre génération et les générations futures qui devront vivre avec les erreurs commises. »

Il les a mis au défi de regrouper les mesures qu'on devrait tous prendre. Dans la figure 5, nous présentons les quatre étapes qu'ont proposées les étudiants pour en arriver à un mode de vie plus durable.

**FIGURE 5 : ADOPTION D'UN MODE DE VIE PLUS DURABLE – PROCESSUS EN QUATRE ÉTAPES**

ÉTAPE 1 : Rudimentaire	ÉTAPE 2 : Élémentaire	ÉTAPE 3 : Intermédiaire	ÉTAPE 4 : Avancé
Pour commencer : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduisez, réutilisez, recyclez;</li> <li>• Encouragez votre entourage à recycler;</li> <li>• Réduisez votre utilisation d'articles jetables;</li> <li>• Utilisez le transport en commun;</li> <li>• Faites du covoiturage et du vélo;</li> <li>• Prenez moins souvent l'avion.</li> </ul>	Pour continuer : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Choisissez le végétarisme;</li> <li>• Mangez local;</li> <li>• Mangez biologique;</li> <li>• Cultivez un potager;</li> <li>• Utilisez des couches lavables;</li> <li>• Encouragez des entreprises vertes.</li> </ul>	Pour aller un peu plus loin : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Choisissez des vêtements écologiques;</li> <li>• Plantez un arbre;</li> <li>• Compostez;</li> <li>• Triez vos déchets;</li> <li>• Gardez vos restes;</li> <li>• Économisez l'eau;</li> <li>• Réduisez la pollution de l'eau;</li> <li>• Réduisez votre consommation d'énergie à domicile.</li> </ul>	Pour avancer encore plus sur cette voie : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Optez pour un véhicule électrique;</li> <li>• Choisissez un logement écoénergétique;</li> <li>• Adoptez une alimentation végétalienne;</li> <li>• Adoptez un mode de vie végane.</li> </ul>

Source : Résumé de Terry Goodtrack des conclusions du projet mené par les étudiants en stage d'été à AFOA Canada, 2019.

## Conclusion

Nous ne pouvons assumer le coût de l'inaction. (Voir les vidéos de la [figure 6](#) et de la [figure 7](#)).

**FIGURE 6 : JUILLET 2021 : UN MOIS DE MÉTÉO EXTRÊME AUTOUR DU GLOBE (SOURCE : ANDERSON, COSTA ET LAMBORN, 2021)**



Visionnez la [vidéo de The Guardian](#) (en anglais).

**FIGURE 7 : ÉTAT DU CLIMAT MONDIAL EN 2021 (SOURCE : ORGANISATION MÉTÉOROLOGIQUE MONDIALE [OMM], 2021)**



Visionnez la [vidéo de l'OMM](#).

## Les comptables sauveront-ils le monde?

Pas à eux seuls, mais ils contribueront à orienter les efforts en ce sens. Comme l'ont souligné tous les conférenciers, la **collaboration** s'inscrit parmi les actions déterminantes quant aux enjeux liés à la durabilité et aux changements climatiques.

Les conférenciers ont rappelé des messages importants en répondant aux questions des participants. En voici des exemples.



**Q :** En tant qu'étudiants et futurs CPA, comment développer une mentalité de création de valeur avant de commencer à exercer la profession?

**R :** Auparavant, les CPA étaient vus comme les gardiens du budget, les opposants systématiques aux occasions présentées : les raisons de refuser un projet ne manquent pas. Nouveaux CPA, faites preuve de **créativité**, d'**innovation**, d'**ouverture d'esprit**. Pensez aussi à ce que vous ne savez pas, et remettez les choses en question.

Acceptez de travailler avec les **éléments non financiers** et les **aspects incorporels** : comprenez leur valeur, même si vous ne pouvez pas l'exprimer en termes monétaires. Appréciez bien la valeur du **capital humain** (p. ex., comment l'organisation traite-t-elle les employés?).

Quant à la culture, choisissez une organisation qui correspond à vos valeurs.

**DAVINDER VALERI, CONFÉRENCIÈRE**

**Q :** Comment les comptables peuvent-ils intégrer l'approche globale qu'ont adoptée les peuples autochtones et qui prend en considération tous les écosystèmes et environnements, pour s'assurer que l'organisation adopte et maintient des pratiques durables?

**R :** Il y a environ huit ans, j'ai rendu visite au chef Jack Caesar, de la communauté Dena de Ross River, au Yukon. Un camion-citerne allait de maison en maison parce que l'eau n'y était pas potable en raison du mercure laissé par l'exploitation minière. La **terre y était incultivable** à la suite de l'extraction de ressources.

Le chef Caesar a dit : « Nous ne nous opposons pas au développement économique, mais nous souhaitons **en faire partie**, et **pouvoir utiliser la terre par la suite**. »

Dans notre profession, comme comptables, nous devons pouvoir mesurer au-delà de l'entreprise. Nous savons bien **analyser les risques**. Nous sommes des **conseillers stratégiques** et nous **adoptons une vue d'ensemble**, passant de l'entreprise à la **société**. C'est à ce niveau que nous pouvons vraiment ajouter de la valeur.

Pour l'appel à l'action, pensez aux autres croyances dont j'ai parlé ([partie 2](#)). Faites quelque chose. **Agissez**.

**TERRY GOODTRACK, CONFÉRENCIER**

**Q :** Lorsqu'on aborde la durabilité...

**R :** Ce ne sont ni les gouvernements, ni les organisations, ni CPA Canada qui feront pencher la balance. C'est **vous**. C'est au niveau **individuel** que tout se jouera.

Vos choix d'**aujourd'hui** façonneront l'avenir.

**DAVINDER VALERI, CONFÉRENCIÈRE**

**R :** Pensons à l'avenir plutôt qu'au passé, et à **une pluralité de parties prenantes**, en voyant tous les flux de valeur pertinents, **pas juste financiers**.

**MADISON HOGAN, ÉTUDIANTE, PROGRAMME MPPA DE 2022**

## Références de la partie 6

Anderson, I., Costa, M. et Lamborn, K. (29 juillet 2021). [Climate crisis: what one month of extreme weather looks like](#). [Vidéo de 3 min 55 s], *TheGuardian.com*.

CPA Canada (2022). [Tracer la voie pour l'avenir de la profession - La grille de compétences CPA 2.0](#).

Griscom, B. (5 avril 2022). [5 takeaways from the latest IPCC report](#). *Forum économique mondial*.

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (4 avril 2022). [C'est établi : nous pouvons réduire de moitié les émissions d'ici à 2030, mais il faut agir aujourd'hui](#). [Communiqué de presse]

Kimmerer, R. (2013), *Braiding Sweetgrass*. (2013). Milkweed Editions. [Format EPub.]

Organisation météorologique mondiale (OMM) (2021). [État du climat mondial en 2021](#) (en anglais) YouTube. [Vidéo de 1 min 31 s]



**CPA**

COMPTABLES  
PROFESSIONNELS  
AGRÉÉS  
CANADA



Institute for Management & Innovation

**UNIVERSITY OF TORONTO**

MISSISSAUGA